

Aquino limoge Enrile

Washington se range derrière la présidente

MANILLE (Reuter, AFP) — La présidente des Philippines, Mme Corason Aquino, a révoqué hier le ministre de la Défense, M. Juan Ponce Enrile, qui l'avait aidée à prendre le pouvoir, mais qui aurait trempé dans un coup d'État avorté en fin de semaine. Mme Aquino a nommé un nouveau ministre de la Défense et a demandé à tout son cabinet de démissionner en affirmant qu'il fallait repartir à zéro.

À Washington, le gouvernement américain a donné son appui « ferme et sans équivoque » au gouverne-

ment de Mme Aquino et s'est félicité de la nomination d'un nouveau ministre de la Défense.

À l'issue d'un conseil des ministres de sept heures, Mme Aquino a demandé à tous les membres du gouvernement de démissionner et a nommé son ex-ministre de la Défense, Enrile, à la suite d'informations faisant état de mouvements de troupes dans la nuit de samedi à dimanche et après les rumeurs persistantes d'un coup d'État dans lequel il aurait été impliqué.

La décision la plus spectaculaire

prise par « Cory » Aquino depuis son arrivée au pouvoir il y a 9 mois intervient après que le général Fidel Ramos, chef des Forces armées, eut annoncé son soutien inconditionnel au chef de l'État.

Ramos, désormais la seconde personnalité du gouvernement, où il conserve son poste de vice-président, a déclaré que l'armée ne devait obéir à aucun ordre n'émanant pas de lui-même ou de ses adjoints confirmés.

Dans un communiqué remis ultérieurement aux commandants des Forces armées, Ramos a indiqué que

des éléments de l'armée avait participé à un complot de partisans de l'ex-président, M. Ferdinand Marcos, visant à reconvoquer l'Assemblée nationale et à déposer Mme Aquino. « Le coup d'État a été déjoué sans perte de vies humaines » a-t-il déclaré.

Enrile, qui a été remplacé par le général Rafael Iletto, ministre adjoint de la Défense, n'était pas présent au début du conseil des ministres, mais est arrivé un quart d'heure plus tard. Il a été vu pour la dernière

Voir page 8 : Aquino



Juan Ponce Enrile

AU SOMMAIRE

GAUGUIN À QUÉBEC ?

Après la « collection russe », le Musée de Québec pourrait recevoir en 88 la rétrospective de Paul Gauguin du musée d'Orsay. Page 12

POSTE RURALE PRIVATISÉE ?

Ottawa songe à privatiser ou à fermer 5,200 bureaux de poste Page 3

LE BILAN DE VANCOUVER

Commencée sur les doléances du premier ministre du Manitoba à propos des F-18, la conférence de Vancouver s'est achevée sur les lamentations de celui de la Colombie-Britannique relativement au bois d'oeuvre. Page 2

L'ALLIANCE SE FÂCHE

L'Alliance des professeurs de Montréal réagit violemment au pourvoi des protestants sur la clause Canada Page 3

PRESSIONS SUR REAGAN

Des proches du président Reagan réclament le départ de Shultz, Poindexter et Regan pour leurs réactions aux ventes d'armes à l'Iran. Page 4

LE GÉNÉRAL MANSON

Jocelyn Coulon brosse un portrait du nouveau chef d'état major des Forces armées canadiennes, le général Paul Manson. Page 4

1987, MOROSE

Si l'on en croit les experts, 1987 sera une année morose pour les titres boursiers des sociétés de services publics. Page 9

DU CHANGEMENT CHEZ O'KEEFE

C'est ce que promet le nouveau P.D.G. de la société Carling O'Keefe, M. Pierre Des Marais II, au sein de la direction actuelle si les résultats financiers ne s'améliorent pas après le printemps prochain. Page 11

COUPE GREY

Les Eskimos d'Edmonton feront face aux Tiger-Cats d'Hamilton dimanche prochain à Vancouver pour la coupe Grey. Page 13

Le silencieux

L'EXPRESSION « mettre sur les tablettes » est un contresens. Or, si l'usage fait la langue, ce barbarisme sera bientôt converti en canadianisme de « bon aloi ».

L'aloi est la proportion de métal précieux entrant dans un alliage. Pour nous, c'est l'alliage que l'on introduit dans le métal précieux.

Proverbe inédit : À figure de proue, derrière de poupe.

La femme gâte son intelligence à vouloir qu'elle rivalise avec celle des hommes.

— ALBERT BRIE

Ici... les lecteurs sont légion



Photo Chantal Keyser

Même un dimanche, les enfants ne se sont pas plus ennuyés que les grands, hier, au Salon du livre.

La foule prend le Salon d'assaut

ROBERT LÉVESQUE

Les Montréalais ont attendu le beau temps, la liberté du dimanche, et le déneigement des rues, pour envahir le neuvième Salon du livre, à la place Bonaventure. Dès 11 h, hier, c'est par milliers que les visiteurs ont pris d'assaut les guichets du salon pour créer, deux jours et demi après son ouverture, les premiers embouteillages de lecteurs, de fure-

teurs et de prévoyants qui achètent déjà le « Lévesque autographié » qu'on placera sous le sapin dans un mois.

En fait, de 11 h à 17 h l'affluence au Salon du livre était supérieure à l'ensemble des entrées depuis l'ouverture jeudi dernier. Si cela n'avait été le cas, si une tempête avait suivi l'autre, les dirigeants du Salon se seraient arrachés les cheveux puisque les trois premiers jours, au chapitre de la fréquentation, ont été déce-

vants. « Nous avons eu nettement moins de monde que l'an dernier, dit le directeur général du salon, Thomas Déri, mais la journée de dimanche devrait nous aider à rattraper un peu les choses ». Une préposée à un des gros kiosques du salon parlait même de « soirées déprimantes », à propos de vendredi et samedi soirs. L'an dernier, 76,000 visiteurs avaient circulés place Bonaventure, et cette année on a fixé l'objectif à 80,000, un

Voir page 8 : Foule

McGill ouvre un centre de recherche Nouveau défi à la maladie d'Alzheimer

RENÉE ROWAN

L'Université McGill ouvrira, dès le mois de janvier, un centre de recherche sur le vieillissement dont un des principaux objectifs sera de coordonner et d'accélérer la recherche sur la maladie d'Alzheimer.

Tout en confirmant la nouvelle, le Dr Serge Gauthier, de l'Institut neurologique de Montréal, ne veut pas en dire davantage pour l'instant mais dresse le bilan des recherches accomplies à ce jour.

« On n'a pas à être gêné au Québec. Partout, ça bouge pour trouver un remède à cette terrible maladie ou encore mieux pour la prévenir ». À long terme, précise-t-il, l'idéal serait de détecter les gens qui sont le

plus à risque et de les traiter préventivement par le régime alimentaire, des mesures environnementales et les médicaments.

L'autre possibilité, réelle mais plus éloignée, est d'implanter des cellules de remplacement dans le cerveau. « On y travaille », indique avec confiance le Dr Gauthier.

Il existe présentement quatre théories sur la cause de la maladie d'Alzheimer. Il se peut qu'il y ait une prédisposition héréditaire à cette maladie car son incidence parmi les membres de la famille du malade est plus élevée que la moyenne.

Une autre cause possible serait un virus à action lente qui est produit par le cerveau lui-même.

Par ailleurs, des dépôts d'alumi-

nium ont été trouvés dans le cerveau de victimes de cette maladie dévastatrice lors de l'autopsie.

On a découvert que l'acétylcholine, une molécule que l'on retrouve dans le cerveau et qui sert à transférer l'information d'une cellule à l'autre, est rarement chez les patients qui souffrent de cette maladie et que les cellules qui produisent cette substance chimique ont également été détruites. Un autre transmetteur, la somatostatine, est également déficiente.

L'équipe de chercheurs de l'Institut neurologique a accueilli avec intérêt les résultats prometteurs du médicament THA — tétrahydroaminoacridine — parus dans une étude que vient de publier le New

Voir page 8 : Alzheimer

« Une étape historique », se réjouit le ministre

Quand l'Ontario légifère pour son « visage français »

ALBERT JUNEAU

« La population francophone de l'Ontario vient de franchir une étape historique de son évolution ». C'est en ces termes que le ministre délégué aux Affaires francophones de l'Ontario, M. Bernard Grandmaître, a présenté la nouvelle loi 8 qui oblige le gouvernement ontarien à offrir des services en français aux francophones de cette province.

Invité à prendre la parole lors d'un

colloque sur l'Ontario français, qui s'est tenu samedi dans la ville de Québec, M. Grandmaître a précisé que cette loi était le résultat des revendications et des attentes des francophones. Le préambule de la loi précise que l'Assemblée législative reconnaît, « l'apport du patrimoine culturel de la population francophone » et désire le « sauvegarder pour les générations à venir ».

Adoptée la semaine dernière à l'unanimité par l'Assemblée législative ontarienne, la loi accorde aux

francophones, habitant dans des régions désignées à cette fin, le droit d'employer le français pour communiquer avec un service gouvernemental. Sa mise en œuvre s'échelonne sur une période de trois ans.

La nouvelle législation ne s'applique pas toutefois aux municipalités et aux conseils locaux. Elle autorise néanmoins les municipalités à adopter des règlements favorisant l'introduction de services bilingues.

La loi exige également la traduction en français des lois de caractère

public et général actuellement en vigueur avant 1991. Après cette date, tout projet de loi de caractère public sera présenté et adopté dans les deux langues par l'Assemblée législative ontarienne.

Concernant les services en français, la loi stipule que « chacun a droit à l'emploi du français... pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale... ou tout autre bureau de l'organisme ou de l'institution... désignés par les règlements... et qui se trouve dans un ré-

gion désignée. »

La loi prévoit la création d'un Office des Affaires francophones qui sera chargé spécifiquement de l'élaboration des politiques, la coordination, le contrôle et la surveillance des programmes gouvernementaux de prestation de services en français, les enquêtes sur les plaintes du public... Sa direction est confiée au ministre des Affaires francophones.

Parallèlement, la loi crée une Commission des services en fran-

Voir page 8 : Ontario

mimi
IBM PC et compatibles
Commodore 64-128
34,95 \$
MIMI à la ville
Commodore 64-128
34,95 \$

LOGIDISQUE

LE LOGICIEL QUE TOUS LES ENFANTS AIMENT

C.P. 485, Succ. Place d'Armes, Montréal (Québec) H2Y 3H3

(514) 842-5221 1-800-361-7633

1	9	8	2
1	9	8	7
5			
A	N	S	
D'EXCELLENCE			

La conférence des premiers ministres

La question du bois-d'oeuvre a fait perdre de vue les autres préoccupations

PIERRE APRIL

VANCOUVER (PC) — Les porte-parole de l'industrie du bois-d'oeuvre canadiens, particulièrement ceux de la Colombie-Britannique, fulminaient vendredi, après avoir appris que les gouvernements des provinces et le fédéral s'étaient entendus pour augmenter les droits de coupe de 15 % afin d'inciter les producteurs américains à abandonner leurs démarches judiciaires devant le département du Commerce des États-Unis.

Cette décision, qui n'a pas été unanime puisque le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, a refusé de l'endosser, est considérée comme un recul injustifié dans une cause que les producteurs canadiens, accusés de jouir de subventions par le biais de droits de coupe jugés dérisoires, étaient convaincus de gagner.

Le porte-parole du Conseil des industries forestières canadiennes, M. Adam Zimmerman, a immédiatement envoyé un télégramme carabiné au premier ministre Brian Mulroney et à ses 10 homologues provinciaux dans lequel il s'élevait contre une décision prise sans aucune consultation avec l'industrie « alors que le gouvernement fédéral a effectué un virage de 180 degrés dans ce dossier ».

Le chef du gouvernement canadien a répliqué que son homologue de la Colombie-Britannique, Bill Vander Zalm, pensait qu'il s'agissait d'une excellente idée, donc M. Zimmerman n'a plus qu'à consulter son premier ministre s'il n'est pas content. « Je peux vous assurer, a

lancé M. Mulroney à l'issue de la conférence, qu'en tant que premier ministre du Canada, je n'ai pas du tout l'intention de m'asseoir devant la porte de M. Zimmerman ou de quiconque pendant que l'économie de la Colombie-Britannique est menacée. »

Pour le premier ministre du Canada, il ne fait aucun doute que le projet d'accord représente un pas dans la bonne direction à l'avantage de l'ensemble du Canada et c'est tout ce qui compte pour l'instant.

M. Mulroney est allé jusqu'à suggérer que le premier ministre David Peterson s'était opposé à la tentative canadienne de négocier un accord favorable aux producteurs américains, parce que l'Ontario, de toute façon, ne produisait que 5 % du bois-d'oeuvre canadien, contre 65 % pour la Colombie-Britannique et près de 25 % pour le Québec, et que le bois de charpente ne pesait pas lourd dans l'économie ontarienne.

M. Mulroney n'a cependant pas relevé les arguments de M. Peterson qui considère cette décision comme une capitulation devant l'administration des industriels américains, qui pourrait bien constituer le début d'une escalade susceptible de toucher les exportations canadiennes des industries de l'acier, des produits agro-alimentaires, de la potasse, de l'électricité et même servir de prétexte pour remettre en cause le Pacte de l'automobile.

M. Peterson estime que le gouvernement canadien est allé un peu vite, qu'il a cédé trop rapidement parce qu'il y avait bien d'autres procédures, dont les négociations en cours sur le libre-échange, pour arriver à

une entente raisonnable.

Tous ces arguments, par contre, ne pesait pas très lourd dans la balance de la délégation fédérale. Celle-ci était intéressée davantage à donner l'impression que la Conférence annuelle des premiers ministres de Vancouver, amorcée sur une note négative avec l'intervention larmoyante du premier ministre manitobain Howard Pawley contre l'octroi du contrat d'entretien des CF-18 à Canadair de Montréal, pouvait se terminer sur une note plus positive, même si effectivement rien n'est réglé dans le contentieux du bois-d'oeuvre qui oppose le Canada aux Américains.

L'accord n'en est pas un, tant que le secrétaire américain au Commerce, M. Malcolm Baldrige, n'aura pas été capable de convaincre les porte-parole de l'industrie du bois-d'oeuvre des États-Unis qu'il est préférable d'abandonner les procédures judiciaires pour obtenir justice et d'accepter que les producteurs canadiens paient des droits de coupe majorés de 15 %.

C'est l'ambassadeur du Canada à Washington, Allan Gottlieb, qui a remplacé dans son véritable contexte, ce que le gouvernement Mulroney aurait voulu voir comme une belle réussite politique.

« Nous n'avons aucune garantie que ça va marcher sinon la promesse du secrétaire au commerce Baldrige qu'il allait essayer », a laissé tomber M. Gottlieb sous l'oeil surpris de la ministre du Commerce international, Mme Pat Carney, à qui les participants fédéraux à la Conférence des premiers ministres

avaient confié la tâche de vendre le bien-fondé de la proposition.

Toute cette question du bois-d'oeuvre, qui a hanté les corridors et les discussions de coulisse pendant les deux jours de la Conférence des premiers ministres a fait perdre de vue les principales préoccupations.

Le débat sur l'état des relations fédérales-provinciales n'a rien soulevé de plus que les critiques acerbes du premier ministre manitobain contre un contrat accordé au Québec.

Les discussions musclées qui devaient caractériser le débat sur les politiques de développement économique régional n'ont rien apporté de concret, sinon que l'Est et l'Ouest en ont contre les provinces centrales trop prospères à leur goût.

Le débat sur les accords fiscaux, la péréquation, n'a pas eu lieu. Celui sur l'égalité des chances pour les femmes a définitivement été ignoré. A tel point que pendant les discussions, vendredi matin, à la suite d'un discours du premier ministre Mulroney rempli de simple vœux pieux, les gens se promenaient dans les corridors attenants à la grande salle des conférences, en devisant sur les chances d'en arriver à un accord sur la question du bois-d'oeuvre.

La délégation fédérale, accusée de tous les maux, à qui on promettait des leçons sévères, avait trouvé le moyen de faire oublier qu'il y a encore de graves disparités économiques au Canada, qu'il y a beaucoup à faire encore et empêché que le mécontentement soit le seul souvenir de cette conférence annuelle. La question du bois-d'oeuvre allait faire l'unanimité.

Avec le nouveau Code de la route, la totalité des amendes ira aux municipalités

BERNARD RACINE

QUÉBEC (PC) — Les municipalités trouveront profit à augmenter la surveillance routière sur leur territoire, après l'entrée en vigueur du nouveau Code de la route que le gouvernement s'apprête à adopter.

Pour inciter les municipalités à exercer une surveillance accrue, le gouvernement leur permettra de conserver la totalité de toutes les amendes imposées par leurs policiers, a expliqué son parrain le ministre des Transports Marc-Yvan Côté.

Le nouveau Code, qui a été déposé en Chambre et qui doit être adopté avant les vacances de Noël, vise un double but: simplifier la législation pour rendre son application plus facile et réduire les dépenses gouvernementales par de nouvelles mesures propres à diminuer le nombre d'accidents et de victimes de la route. Par exemple, les amendes ont été doublées.

L'obligation de porter la ceinture est renforcée et étendue à toute personne de cinq ans et plus même si elle est assise sur la banquette arrière. Les exemptions de porter la ceinture seront abolies, sauf celles accordées pour raisons médicales.

Les personnes jouissant d'une exemption médicale devront porter sur elles le document signé par le médecin. Les contrevenants sont passibles d'une amende de \$200 à \$300 et peuvent perdre jusqu'à deux points de mérite.

Les cyclistes seront désormais

soumis aux mêmes règles que les autres véhicules routiers, aux mêmes infractions et aux mêmes amendes, mais leur droit de circuler sera mieux protégé. Des amendes de \$30 à \$60 sont prévues pour un cycliste qui transporte une personne sur sa bicyclette à moins que celle-ci ne soit munie d'un siège à cet effet.

Un citoyen qui a perdu son permis de conduire parce qu'il a perdu 12 points de mérite pourra difficilement obtenir un permis restreint.

Seuls les juges de la Cour des sessions de la paix et de la Cour provinciale pourront émettre des ordonnances pour émettre un permis restreint.

Les catégories de véhicules soumis à la vérification mécanique sont augmentées et comprennent désormais: les véhicules utilisés pour l'enseignement par les écoles de conduite; les véhicules d'urgence, les taxis, les autobus, les minibus, les véhicules modifiés afin de pouvoir utiliser un carburant autre que celui prévu par son fabricant; les véhicules servant au transport; ceux désignés par un agent de la paix qui a des raisons de croire qu'ils constituent un danger ainsi que ceux dont le ministère des Transports ordonne la vérification.

Il est prévu que le gouvernement pourra étendre la vérification obligatoire à tous les véhicules commerciaux par un simple règlement. L'immatriculation d'un véhicule pourra être suspendue ou non-renouvelée si le propriétaire du véhicule ne se présente pas à une convocation de vérifi-

cation mécanique obligatoire.

La Régie pourra exiger qu'une personne âgée de 70 ans et plus se soumette à un examen médical ou optométrique.

Des amendes de \$30 à \$60 sont prévues pour les piétons qui traversent une rue sur un feu rouge ou qui se tiennent dans la rue pour « faire du pouce ».

Il est défendu de consommer de l'alcool dans un véhicule routier et

un conducteur qui ne se conforme pas est passible d'une amende allant jusqu'à \$600 tandis qu'un passager est passible d'une amende s'élevant jusqu'à \$300.

Le Code maintient la défense de vendre un détecteur de radar de vitesse et d'en installer un dans un véhicule routier. L'amende prévue pour les contrevenants peut s'élever jusqu'à \$300.

Broadbent mise sur le Québec

(PC) — La popularité du NPD au Québec n'est pas seulement un éclair dans un ciel bleu, mais plutôt un mouvement en progression durable, favorisé par le départ de Pierre Trudeau et René Lévesque, les deux grands hommes politiques qui ont mobilisé l'électorat québécois pendant près de vingt ans.

C'est l'analyse qu'a faite au cours du week-end le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada, M. Ed Broadbent à la suite d'une téléconférence à l'Université de Montréal.

M. Broadbent croit également que l'échec de Brian Mulroney à remplir les exigences des électeurs canadiens est également un autre facteur important expliquant la remontée de son parti dans les sondages, tant au niveau provincial que fédéral.

« M. Mulroney a échoué en montrant son parti pris pour les riches et

en oubliant la classe moyenne et défavorisée », a déclaré M. Broadbent.

Le départ de MM. Lévesque et Trudeau a ouvert la porte aux autres partis. Maintenant les Québécois considèrent le NPD comme une alternative valable, a-t-il ajouté.

M. Broadbent a refusé par contre d'aborder la question du leadership de John Turner. M. Broadbent a simplement dit que son rôle était de critiquer le gouvernement et non de s'immiscer dans la politique interne du Parti libéral.

Un sondage récent place M. Broadbent devant John Turner et le premier ministre Brian Mulroney en terme de popularité auprès de l'électorat canadien.

M. Broadbent a également mentionné que la victoire de l'équipe de Jean Doré à la mairie de Montréal était perçue de façon très positive chez les membres du NPD.

LE PATRIMOINE

Avec 1½ % de leur budget

Nos institutions ne peuvent pas acheter

ALAIN DUHAMEL

Les établissements du patrimoine, au Canada, consacrent à peine 1½ % de leur budget de fonctionnement à l'acquisition d'œuvres d'art et autres objets.

Dans 1.260 établissements, dont les budgets annuels de fonctionnement font \$453 millions, les budgets d'acquisition représentent au total \$6.7 millions.

Dans 606 autres établissements, les budgets d'investissement, totalisant \$106 millions, comprennent des dépenses d'acquisition de \$3.8 millions, à peine 3.5 % des sommes investies.

Ces données proviennent d'une enquête de Statistique Canada sur les établissements du patrimoine durant l'année financière 1983-84. Elle porte sur 1.980 établissements du patrimoine, c'est-à-dire, dans le jargon propre à cette agence du gouvernement canadien, les musées, les centres d'archives, les parcs naturels et les zones de conservation, les lieux, bâtiments, parcs ou centres communautaires d'intérêt historique, les centres d'exposition, les planétariums, les observatoires, les aquariums, les jardins zoologiques et les jardins botaniques.

Les établissements du patrimoine ont reçu plus de 82 millions de visites, un million de plus que l'année précédente.

La portion congrue réservée aux acquisitions n'est sans doute pas étrangère à la modestie des contributions des entreprises et des mécènes aux établissements. Les établissements ont touché des revenus de fonctionnement de \$496.7 millions dont les trois quarts provenant de sources gouvernementales. Les recettes d'exploitation (droits d'entrée, vente de souvenir, etc.) représentaient 16.9 % des revenus tandis que les contributions privées comptaient pour 4.5 %.

Dans les établissements, le relevé de Statistique Canada ne fait pas mention spécifique des dons d'œuvres d'art pour lesquels les donateurs ont réclamé une attestation des biens culturels aux fins de l'impôt

sur le revenu. Le rapport de la Commission d'examen des exportations de biens culturels pour cette année-là fait état 411 demandes dont 369 avaient trait à des dons et 42 à des ventes. La Commission évaluait à \$20.5 millions la valeur marchande globale des dons et à \$1.5 million celle des biens vendus.

Les deux tiers des dépenses vont à la rémunération des 15,000 employés (9,500 à plein temps, le reste à temps partiel) des établissements. Le personnel se double de l'apport des 18,000 bénévoles. Statistique Canada évalue le travail des bénévoles à l'équivalent de 1,015 employés à plein temps.

La plupart des bénévoles travaillaient dans des musées d'intérêt local, lesquels comptent pour environ 30 % des établissements du patrimoine au Canada.

Histoire et toponymie — Il existe un moyen facile d'aborder l'histoire régionale. Il suffit de parcourir un itinéraire toponymique de la qualité de celui que nous propose la Commission de toponymie pour les régions des rivières Saint-Maurice et des Outaouais.

L'itinéraire toponymique de la Mauricie à l'Outaouais, publié dans la collection des études et recherches toponymiques (no 11) donne les principaux noms des lieux, les origines, la signification et, le cas échéant, des anecdotes.

Par exemple, les Français ont déjà nommé la rivière Des Outaouais la rivière des Algonquins; ces derniers appelaient le même cours d'eau la rivière des Français puisqu'elle menait à l'archipel d'Hochelaga où se trouvaient des établissements français.

La bibliothèque Saint-Sulpice — Le ministère des Affaires culturelles vient de publier un intéressant ouvrage de M. Jean-René Lassonde, bibliothécaire de référence, sur la bibliothèque Saint-Sulpice qui allait devenir, en 1967, la Bibliothèque nationale.

La bibliothèque Saint-Sulpice 1910-1931 (358 pages, en vente au prix de \$5 à la Bibliothèque nationale) souligne une contribution majeure des Messieurs de Saint-Sulpice à la vie culturelle mont-

réalaise. La bibliothèque Saint-Sulpice loge dans l'un des immeubles de style Beaux-Arts les plus remarquables de la ville, réalisés selon les plans de l'architecte Eugène Payette.

Résultats

Les résultats de ces loteries sont communiqués aux médias d'information immédiatement après chacun des tirages

Provincial		Tirage du 86-11-21	
Tirage du 86-11-21		1 13 15 22 24 25	no complé- mentaire 34
NUMÉROS LOTS		GAGNANTS LOTS	
2362315	500 000\$	6/6	0 592 649,00\$
362315	50 000\$	5/6 +	4 13 127,20\$
62315	1 000\$	5/6	111 591,30\$
2315	100\$	4/6	4 146 58,50\$
315	25\$	Mise-tôt	
15	10\$	1 8 11 27	
		GAGNANTS LOT	
		243 205,70\$	
		Ventes totales: 1 471 598,00\$	
		Prochain gros lot 887 000,00\$ approx.	

Quotidienne		NUMÉROS LOTS	
Semaine du: 86-11-17		87 0580 50 000 \$	
		7 0580 5 000 \$	
		0 580 250 \$	
		580 25 \$	
		80 5 \$	
Tirage du 86-11-21		87 058 1 000 \$	
		87 05 100 \$	
		87 0 10 \$	

INTER		NUMÉROS LOTS		Numéros non-décomposables	
Tirage du 86-11-21		348269 250 000\$		842805 377006 873216	
		48269 2 500\$		25 000\$	
		8269 250\$			
		269 50\$		Numéros mobiles	
		69 10\$		18890 5728 236	
				2 500\$ 250\$ 50\$	

Tirage du 86-11-22		5 13 18 32 34 39		no complé- mentaire 21
		GAGNANTS LOTS		
Prochain tirage: 86-11-26		6/6	1 3 816 495,40 \$	
		5/6 +	11 77 507,50 \$	
		5/6	298 2 187,80 \$	
		4/6	16 984 73,50 \$	
		3/6	314 250 10,00 \$	
Gros lot (approx.):		Ventes totales: 18 128 204,00 \$		
1 500 000,00 \$				

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.			
NUMÉROS LOTS		NUMÉROS LOTS	
1998092 1 000 000 \$		2671783 1 000 000 \$	
998092 100 000 \$		671783 100 000 \$	
98092 5 000 \$		71783 5 000 \$	
8092 250 \$		1783 250 \$	
092 50 \$		783 50 \$	
Tirage du 86-11-23		92 10 \$	
		83 10 \$	

Le billet donne droit à deux tirages consécutifs.
Diffusion des tirages: 20 h 27 à Radio-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LE DEVOIR s'associe au Salon du livre de Montréal

du 20 au 25 novembre à Place Bonaventure

notre journaliste littéraire

Monsieur JEAN ROYER anime

ÉCRIVAINS SUR PAROLE

des entretiens en public avec 12 écrivains invités
tous les soirs à 20h00 sur la scène centrale

PROGRAMME:

Le samedi 22 novembre:

La poésie malgré nous
avec Madeleine Gagnon et Pierre Nepveu.

Le dimanche 23 novembre:

Les nouveaux romanciers

avec

Marie José Thériault, Robert Baillie, Nicole Houde, Daniel Gagnon.

Le lundi 24 novembre:

Se raconter entre nous
avec Alice Parizeau et Émile Ollivier.



M. Jean Royer,
journaliste littéraire au Devoir.

À ne pas manquer: Le Devoir distribuera gratuitement son cahier spécial sur le Salon du livre de Montréal au Salon même du 20 au 25 novembre au kiosque de Boréal, #377

Drapeau à l'UNESCO ?

M. Jean Drapeau serait nommé ambassadeur spécial auprès de l'UNESCO à Paris au début du mois de décembre.

C'est du moins ce qu'annonçait le quotidien *Le Soleil* dans son édition de samedi. La nomination de l'ex-maire de Montréal s'inscrirait dans le cadre d'un remaniement de quelques autres postes diplomatiques qui serait rendu public au mois de décembre par le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney.

Selon le quotidien québécois, M. Drapeau se serait montré fort intéressé par la proposition de M. Mulroney, proposition qui lui aurait été réitérée au cours des derniers jours, précise-t-on. Il aurait néanmoins demandé quelques jours de réflexion avant de donner sa réponse.

Au cours de ses 32 années de politique active et notamment lors de la préparation de l'Exposition universelle de 1967 et des Jeux olympiques de Montréal de 1976, M. Drapeau a multiplié les contacts à l'étranger.

L'UNESCO est l'organisme des Nations unies responsable de l'éducation, de la science et de la



culture.

Il a été impossible, hier, de rejoindre M. Drapeau, absent de sa résidence de Montréal, pour confirmer ou infirmer la rumeur de son éventuelle nomination.

Les commissions scolaires protestantes sont « des instruments d'assimilation »

PIERRE CAYOUILLE

En lançant devant les tribunaux l'assaut final contre la clause Canada, les commissions scolaires anglo-protestantes démontrent « qu'elles ne sont pas des institutions d'enseignement, mais bel et bien des instruments politiques d'assimilation à la minorité anglophone du Québec ».

C'est ce qu'a déclaré hier Mme Lorraine Pagé, présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal. Mme Pagé réagissait au dépôt en Cour supérieure, jeudi dernier, par la Commission scolaire de Lakeshore, la Commission des écoles protestantes du Grand-Montréal et l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec, d'une requête en jugement déclaratoire visant à faire annuler les règles établies par le gouvernement du Québec pour l'application de la clause Canada.

Ces règles ont été adoptées à la suite du jugement de la Cour suprême en 1984.

L'offensive lancée par les commissions scolaires protestantes vise à permettre aux élèves « illégaux », non couverts par la loi d'amnistie (loi 58) de juin dernier, de fréquenter l'école anglaise.

L'Alliance des professeurs de Montréal accuse les commissions scolaires protestantes d'avoir menti « de manière éhontée » au ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, en lui promettant de cesser toutes démarches devant les tribunaux s'il amnistiait inconditionnellement les élèves qui fréquentaient illégalement les écoles anglaises. « À présent qu'elles s'adressent aux tribunaux dans le but de contester les mesures d'application de la Charte de la langue française et d'élargir la portée de la loi d'amnistie, les commissions scolaires protestantes font la preuve de leur fourberie et de leur acharnement à combattre le français au Québec », estime le syndicat.

Comme le rappelle LE DEVOIR, cette nouvelle offensive protestante se préparait depuis longtemps. À la

L'Alliance des professeurs de Montréal

Commission scolaire de Lakeshore, on avait mandaté des avocats à ce sujet dès 1984, soit peu après le jugement de la Cour suprême du Canada. L'adoption de la loi d'amnistie en juin dernier a fourni matière à la commission scolaire pour justifier son intérêt suffisant au dépôt d'une requête en Cour supérieure.

Mme Pagé s'insurge par ailleurs contre l'attitude du M. Ryan dans ce dossier. Il s'est, à ses yeux, littéralement laissé bernier en respectant l'engagement verbal des commissions scolaires protestantes. Les dirigeants protestants avaient formulé l'engagement de ne plus récidiver devant les tribunaux, après avoir remporté la bataille contre la clause Québec en 1984 et après avoir obtenu au printemps dernier l'amnistie des illégaux.

La présidente somme M. Ryan de « mettre au pas les commissions scolaires protestantes ». Elle rappelle que l'Alliance des professeurs de Montréal avait mis en garde le ministre, au printemps dernier, d'assor-

tir la loi d'amnistie de mesures assurant « le respect et la primauté de la langue nationale ». Ce dont le ministre a fait fi.

Le comportement du ministre, estime l'Alliance des professeurs, s'inscrit dans l'attitude de laxisme et de faiblesse dont fait preuve le gouvernement Bourassa en matière linguistique. « Tout cela prend place dans l'entreprise de démolition de la loi 101 amorcée par le gouvernement », accuse le syndicat.

Par ailleurs, le fait qu'il n'y ait aucun parent requérant démontre, aux yeux de l'Alliance des professeurs, le caractère anachronique et « l'hypocrisie institutionnalisée » que représente le maintien des commissions scolaires confessionnelles. L'Alliance somme une fois de plus le ministre de l'Éducation de liquider « ces structures sclérosées ». Ce sont ces structures vieillottes qui permettent une fois de plus, estime l'Alliance, de porter une cause politique devant les tribunaux.

La commission jeunesse du PLQ se préoccupe plus d'éducation que de la loi 101

VICTORIAVILLE (PC) — C'est par une faible majorité d'une voix (34 à 33) que les conseillers de la Commission jeunesse du parti libéral du Québec ont voté pour l'émission des bons d'étude aux familles québécoises telle que préconisée dans le rapport Gobeil.

Malgré le débat tumultueux qui s'engage présentement sur la loi 101, c'est plutôt le secteur de l'éducation qui a retenu particulièrement l'attention des quelques 150 congressistes de la Commission jeunesse du PLQ réunis à Victoriaville, au cours du week-end, pour le premier congrès provincial des directions régionales.

Le principal débat de la fin de semaine a porté sur le vote d'une résolution apportée par les délégations des Bois-Francs, Mauricie et Drummondville demandant le rejet des bourses d'étude.

Selon le représentant officiel du groupe opposé à cette réforme, cette

forme de subvention aurait pour effet de favoriser l'école privée au détriment de l'école publique, dont tous les jeunes libéraux sont unanimes à reconnaître la piètre qualité de son enseignement.

Invité à expliquer cette recommandation, le président du Conseil du Trésor, M. Paul Gobeil, a expliqué que cette formule pourrait encourager l'esprit de compétition entre les écoles, et ainsi améliorer la qualité de l'enseignement offert.

« Si on octroyait directement aux parents le montant que l'éducation coûte par étudiant, je suis sûr qu'un bon nombre d'entre eux choisiraient d'améliorer l'école de leur quartier avant d'envoyer leurs enfants plus loin », a déclaré le grand argentier du gouvernement québécois.

Dans son discours de clôture, le président de la Commission jeunesse du PLQ, M. Pietro Perrino, a donné le soutien inconditionnel de ses

membres au ministre Pierre Paradis pour l'abolition du permis de travail dans le domaine de la construction.

« Quand un jeune sort de l'école, il doit pouvoir travailler. Ça me surprendrait beaucoup de voir des pères de famille faire la grève dans le domaine de la construction pour empêcher leur fils de travailler », a déclaré M. Perrino.

Le président de la commission jeunesse a tenu à également à remercier le gouvernement libéral pour le respect de son engagement électoral de geler les frais de scolarité des études supérieures.

Les dossiers prioritaires de la Commission jeunesse du PLQ sont maintenant les modifications attendues depuis fort longtemps du ministre Paradis dans le programme de l'assistance sociale, ainsi que la réalisation par le gouvernement Bourassa d'un Conseil permanent de la jeunesse à Québec et une Société d'investissement jeunesse.

Quant à la loi 101, elle a été complètement ignorée par M. Perrino. Les jeunes libéraux appuient sans réserve le gouvernement québécois dans ses modifications qu'ils désirent apporter à la loi sur la langue.

Si personne n'a osé parler de la loi 101 au cours du week-end à Victoriaville, un invité surprise arrivé aux petites heures du matin dans la région des Bois-Francs en provenance de la conférence fédérale-provinciale de Vancouver, le premier ministre Robert Bourassa a quant à lui axé son bref exposé sur les critiques soulevées dans le public par les réformes souhaitées par son gouvernement sur l'application du bilinguisme au Québec.

« Les réformes qu'on veut apporter à la loi 101 sont moins importantes

que celles que le parti Québécois a apporté à sa propre loi en 1983. Ils ont même torturé la loi 101 avec la venue de Hyundai en 1987, pour essayer de gagner les élections du 2 décembre dernier », a déclaré le premier ministre du Québec.

Ne dérogeant pas de sa ligne de conduite habituelle dans ce dossier avant que la Cour d'appel se soit prononcée sur la constitutionnalité de la loi 101, M. Bourassa a refusé une fois de plus d'émettre des détails précis sur les intentions du gouvernement dans le dossier de la langue, mais il a tenu à rappeler aux jeunes libéraux que les services unilingues anglophones continueraient toujours d'être poursuivis devant la justice par le gouvernement québécois.

Pour les services en anglais dans le domaine social, le premier ministre a rappelé les efforts déployés récemment par le premier ministre ontarien David Peterson pour les franco-ontariens, afin justifier une telle initiative jugée comme une action minimale au Québec par le chef du PLQ.

« C'est difficile à prendre pour la grande humilité du parti Québécois, que c'est le PLQ qui a instauré le français comme la langue officielle au Québec », a lancé le premier ministre Bourassa en remontant à la célèbre loi 22 votée par le gouvernement libéral au début des années 1970.

Quant à la réforme de l'aide sociale qui tarde à venir, le premier ministre libéral a déclaré que des mesures intermédiaires pourraient être appliquées avant un règlement global. Une de ces mesures pourrait être la parité des prestations de bien-être social pour les moins de 30 ans.



Des représentants de tous les partis politiques du Canada ont assisté aux funérailles de M. Don Jamieson à l'église presbytérienne St. Andrews, à Saint-Jean, Terre-Neuve.

Les classes populaires se font spolier », dit Pepin au congrès du MS

QUÉBEC (PC) — Les Québécois sont en train de se laisser endormir par le discours libéral sur la privatisation, a soutenu hier le syndicaliste Marcel Pepin, un des fondateurs du Mouvement socialiste, au congrès de cet organisme. Selon lui, le PLQ se disculpe de partager le « butin national » parmi un petit groupe, en choisissant des francophones.

« Il y a trop peu de réactions contre le fait que l'État favorise la bourgeoisie nationale au détriment de l'ensemble de la population, déclarait l'ancien président de la CSN. Tous s'entendent, politiciens, hommes d'affaires, éditorialistes pour admettre que les investissements consentis par l'ensemble du peuple québécois soient transférés dans les mains de francophones.

« Les classes ouvrières et populaires se font littéralement spolier. Ce scandale doit être dénoncé », a déclaré M. Pepin en concluant le rapport qu'il avait préparé à l'intention des membres du MS et de la soixantaine de participants au 3e congrès annuel du mouvement.

M. Pepin a cité cet extrait du rapport Fortier pour appuyer ses propos : « ... dans la mesure où ces entreprises constituent l'apport de la révolution tranquille au patrimoine industriel des Québécois, le gouvernement devrait favoriser, autant que possible, le transfert de ces entreprises à des intérêts sous contrôle québécois. »

Dans la discussion qui a suivi la présentation de ce rapport, M. Pepin a ajouté : « Toute la rue Saint-Jacques francophone est prête à se battre à mort pour que Dofor soit ven-

due à des francophones. Il ne faut pas que nos biens soient vendus à quelques-uns, fussent-ils des francophones. »

Il a qualifié également les rapports Fortier, Gobeil et Scowen de « tête-à-queue » qui chambardent tout pour revenir à la loi du plus fort, au détriment des faibles.

Il s'agissait du premier congrès du MS depuis que l'organisme s'est transformé en parti politique, à la veille des élections de 1985. Le ton et les thèmes des discussions sont devenus plus concrets, comme le démontre d'ailleurs le rapport de M. Pepin, et au grand plaisir de celui-ci.

« Nos thèmes sont plus près du terrain politique, et à mon sens c'est nouveau. Moi je m'y sens très à l'aise et, personnellement, j'aurais voulu que ça soit ainsi depuis plus longtemps. Là, on tombe dans le jus. »

Le MS avait récolté quelque 2,000 voix aux dernières élections pour les 10 candidats qu'il avait présentés, indiquait le président du mouvement, Germain Gauvin.

Le mouvement compte aujourd'hui quelque 350 membres. Il s'agit d'une bonne moyenne pour le MSQ qui a rarement compté plus de membres, et en a déjà compté moins, a précisé M. Pepin.

« Nous ne faisons plus autant d'idéologie que par le passé. On apprend tranquillement à faire de la politique », a déclaré M. Gauvin.

Le mouvement a par ailleurs voté un appui aux syndicats du Manoir Richelieu, pour lesquels on a même passé le chapeau parmi les participants.

Des agents de bord de Nationalair au piquet

Une cinquantaine d'agents de bord de la société Nationalair ont dressé des lignes de piquetages, hier matin, à Mirabel pour tenter de sensibiliser les quelque 600 passagers de cette compagnie aux difficultés qu'ils éprouvent depuis le congédiement de 14 d'entre eux en raison, prétendent-ils, d'activités syndicales.

Il s'agissait de la première d'une série d'actions que les agents de bord, membres de la division du

transport aérien du Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), entendent mener pour forcer Nationalair à réembaucher les 14 employés congédiés et à accepter le syndicat.

Le 28 octobre dernier, un jugement unanime du Conseil canadien des relations de travail ordonnait à Nationalair de réembaucher les personnes congédiées.

Nationalair a décidé d'en appeler de cette décision.

Ottawa voudrait fermer ou privatiser 5,200 bureaux de poste ruraux

OTTAWA (PC) — Dans des centaines de petites municipalités rurales du pays, le bureau de poste sera fermé et les boîtes aux lettres qu'on est habitué de voir disparaîtront du long de milliers de routes secondaires, si le plan de redressement de Postes Canada est adopté tel que projeté par le gouvernement fédéral.

Après les premières manchettes concernant plus particulièrement l'augmentation des tarifs postaux prévus dans ce plan (le coût du timbre pour une lettre de première classe grimpera à 40 cents d'ici 1991), l'attention est maintenant attirée par les compressions importantes qu'on propose de faire dans le service postal rural.

Tel qu'il est présentement prévu, le programme de redressement impliquerait un remaniement total du réseau rural de Postes Canada qui compte 5,200 bureaux de postes ruraux et 5,000 parcours de distribution rurale du courrier.

■ le fonctionnement des 3,500 plus importants bureaux de poste ruraux sera confié, selon le principe de la sous-traitance, à l'entreprise privée qui pourra mettre à pied le personnel qui y oeuvre déjà ou l'embaucher à des salaires inférieurs à ce qui se paie actuellement;

■ plusieurs des autres 1,700 bureaux ruraux devraient être fermés (où il en existe deux dans un rayon de 5 milles, l'un des deux serait fermé pour être remplacé par un « mini-parc paysager » de boîtes postales regroupées);

■ où cela est possible, dans les localités où le bureau de postes serait fermé, des commerçants locaux prendraient la relève pour la vente des timbres;

■ tous ceux qui reçoivent leur courrier dans la boîte aux lettres installée devant chez eux, le long de la route, perdraient le service du courrier s'ils résident à moins de 4 kilomètres d'une route principale (leur courrier leur serait livré à l'intersection de deux routes principales où on installerait un système de boîtes postales regroupées);

■ les petits distributeurs postaux ruraux seraient éliminés et remplacés par des entreprises plus grosses chargées de distribuer le courrier aux nouveaux systèmes regroupés installés aux intersections principales;

■ ceux qui demeurent en bordure des routes principales bénéficieraient de la distribution quotidienne du courrier dans leur boîte installée le long du chemin;

Elzire Dionne s'éteint

NORTH BAY (PC) — La mère des jumelles Dionne, Elzire, héroïne effacée de la naissance sensationnelle des célèbres quintuplées ontariennes il y a de cela maintenant 52 ans, est décédée, hier, à l'hôpital.

Âgée de 77 ans, Mme Dionne vivait retirée depuis un certain temps dans la maison en briques de sept chambres construite à l'intention de la célèbre famille, il y a plusieurs années, par le gouvernement ontarien, près de Corbeil. Même sur son lit de mort, Mme Dionne a été incapable d'éviter les feux de la rampe qui ont toujours illuminé la famille.

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Du 20 au 25 novembre 1986 • Place Bonaventure
De 11h00 à 22h00 • Ouverture le jeudi 20 novembre à 17h00 • Fermeture le mardi 25 novembre à 20h00

avec la collaboration de la presse
Faites-vous plaisir... Lisez



SUR LA SCÈNE CENTRALE DEMAIN...

- 12h00** Pef, l'invité spécial du Salon du livre de Montréal, rencontre les enfants.
- 13h00** Remise du prix des concours d'écriture organisés par Loisirs littéraires du Québec dans le cadre du Salon du livre de Montréal.
- 15h00** **COMME UN GRAND LIVRE OUVERT**
Gérard-Marie Boivin rencontre Denis Vaugeois, Jean-Claude Corbeil, Hélène Martin.
- 19h30** Cérémonie de clôture.

Les services de la garderie de l'organisme communautaire la Joujouthèque vous sont offerts à raison de 2\$/l'heure par enfant.
Adultes : 2,50 \$
Étudiants/Âge d'or : 1,50 \$
Enfants de moins de 12 ans : 1,00 \$

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Les ventes d'armes à l'Iran dataient de 1979

L'entourage de Reagan réclame le départ de Shultz, Poindexter et Regan

WASHINGTON (AFP, Reuter) — Les retombées embarrassantes des ventes d'armes américaines à l'Iran poussent certains des proches du président Ronald Reagan à recommander un coup de balai parmi ses collaborateurs directs, selon la presse américaine.

Appuyé par l'épouse du président, Mme Nancy Reagan, ce groupe d'amis et de conseillers veut obtenir la tête du secrétaire d'État George Shultz, jugé trop peu solidaire de M. Reagan, mais aussi celle de l'instigateur des ventes d'armes à l'Iran, le vice-amiral John Poindexter, conseiller pour la sécurité nationale, et celle du secrétaire général de la présidence, M. Donald Regan, a affirmé hier le *Washington Post*.

Ce groupe influent, qui compterait dans ses rangs le ministre de la Justice, M. Edwin Meese, et des « amis » californiens du président, aurait reçu l'appui du directeur de la CIA, M. William Casey, et du sénateur républicain sortant, M. Paul Laxalt, très proche de la famille Reagan.

Il n'est pas sûr que M. Reagan, qui se refuse toujours à parler d'erreur à propos des ventes d'armes, cède à ces pressions. Elles témoignent néanmoins de la gravité avec laquelle certains des proches du président considèrent les répercussions de l'affaire iranienne, poursuit le journal en citant une source non-identifiée.

Parmi ceux qui pourraient prendre une éventuelle relève figurent, selon le *Washington Post*, pour le secrétariat d'État, M. Caspar Weinberger, actuel secrétaire à la Défense, pour le secrétaire à la Maison Blanche, M. Drew Lewis, ancien secrétaire aux Transports, et comme conseiller à la sécurité nationale,



Donald Regan

Mme Jeane Kirkpatrick, ancien ambassadeur à l'ONU.

M. Donald Regan se trouverait dans le collimateur pour n'avoir pas réussi à organiser une défense efficace autour du président depuis que les ventes d'armes ont été révélées. L'épouse du président aurait ainsi été particulièrement agacée par le manque de préparation de la difficile conférence de presse qu'a tenue M. Reagan mercredi soir.

De son côté, le vice-amiral Poindexter ne serait pas mis en cause pour absence de loyauté envers le président. Mais selon une source citée par le journal, il serait difficile de réclamer le départ de M. Shultz et Regan sans demander celui du principal artisan de l'opération iranienne.

Enfin, M. Shultz continuerait d'être vivement critiqué, notamment par Mme Reagan, parce qu'il tente

de se démarquer de l'opération iranienne. Le président a déjà dû démentir mercredi des rumeurs de démission du secrétaire d'État.

Par ailleurs, les ventes d'armes américaines à l'Iran ont pu être négociées grâce aux relations établies en 1979 par Israël avec le gouvernement de l'ayatollah Khomeini, a révélé hier le journal américain *New York Times* qui cite un haut responsable gouvernemental israélien.

Selon le responsable israélien cité, les contacts américano-iraniens ont eu pour point de départ une offre de l'État hébreu qui proposait d'agir pour le compte des États-Unis, offre que Washington a explicitement acceptée.

En 1979, les services secrets israéliens ont réussi à établir des liens avec certains officiers supérieurs de l'armée iranienne et d'autres éléments à Téhéran, selon le responsable cité par le journal.

En 1985, le milliardaire saoudien Adnan Khashoggi a fait la connaissance de deux marchands d'armes israéliens, qu'il a présentés, à Londres, à un marchand d'armes iranien, Manucher Ghorbanisar, supposé être l'un des conseillers du premier ministre iranien, M. Mir Hussein Mousavi.

Ghorbanisar a indiqué aux Israéliens que lui et ses patrons de Téhéran étaient prêts à établir des contacts secrets avec l'État hébreu, à condition que celui-ci leur fasse des propositions intéressantes.

L'un des hommes d'affaires israéliens a ensuite contacté le premier ministre Shimon Pérès, lui indiquant que Ghorbanisar représentait un lien possible avec l'Iran et « pouvait être utilisé à des fins multiples ».

Ultimeusement, M. Pérès a in-

formé le président Reagan qu'Israël avait établi des contacts avec des éléments supposés « modérés » au sein des ayatollahs.

Israël a demandé à Washington la permission de tenter de conclure un accord pour obtenir la libération des otages en échange d'armes américaines à l'Iran.

Finalement, lors d'une visite à Washington, le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, David Kimche, a reçu le feu vert de Robert McFarlane, conseiller de Reagan en matière de sécurité nationale, qui l'a autorisé à établir des liens avec l'Iran pour le compte des États-Unis, poursuit le journal.

Interrogé au sujet de la libération des otages, le responsable israélien cité par le *New York Times* a répondu :

« Après leur avoir envoyé nos armes, en signe de bonne volonté, nous leur avons demandé de libérer un otage, toujours en signe de bonne volonté, ce qu'ils ont fait ».

« Outre la libération d'un otage (détenu par des musulmans pro-iraniens au Liban, le révérend américain Benjamin Weir, a été libéré le 14 septembre 1985), nous avons vu que nous étions sur le point d'établir des relations potentielles avec certains éléments en Iran. C'était là le point le plus important pour nous, et, je pense, pour les Américains aussi, a-t-il précisé.

« Dès le début de cette opération nous avons agi pour le compte des États-Unis (...) tous ce que nous avons fait, y compris la livraison d'armes à l'Iran, nous l'avons fait avec l'approbation explicite de Washington.

Les socialistes autrichiens gagnent de justesse les élections

VIENNE (AFP) — Deux hommes ont remporté hier soir un succès personnel aux élections législatives en Autriche : le chancelier sortant Franz Vranitzky, en permettant aux socialistes de se maintenir au pouvoir qu'ils détenaient depuis 16 ans, et Joerg Haider, tribun charismatique de 36 ans, qui a réussi à presque doubler le nombre des voix du petit Parti libéral (droite).

Sorti mal en point de l'élection présidentielle avec la victoire de M. Kurt Waldheim sur le candidat socialiste, le parti socialiste a remonté la pente avec l'arrivée en juin dernier à la chancellerie de M. Vranitzky, un banquier pragmatique de 49 ans, en remplacement de M. Fred Sinowatz, démissionnaire.

Bien que le Parti socialiste ait perdu hier dix sièges au Parlement, il doit sa victoire devant le Parti populiste (conservateur), qui avait soutenu la candidature de M. Waldheim, à la personnalité de M. Vranitzky.

Ce dernier, qui jouit d'une solide réputation de technocrate efficace, a axé sa campagne sur l'assainissement de l'économie, et plus particulièrement de l'industrie nationalisée, rejoignant ainsi le programme du Parti populiste.

Mais le vrai vainqueur de ces élections est le bouillant Joerg Haider, 36 ans, nouveau chef du Parti libéral (droite) qui a réussi à doubler le nombre des voix obtenues par son parti (près de 10 %, contre 5 %, en 1983).

Avec 13 députés, au lieu de 12, ce jeune tribun à qui ses adversaires reprochent d'avoir fait prendre un virage à droite au Parti libéral, refuge de nombreux nostalgiques du

Troisième Reich, va amener de l'animation sur les bancs de l'opposition, et probablement nuire à l'image de marque de l'Autriche, déjà ternie par « l'affaire Waldheim ».

Les « Verts », conduits par Mme Freda Meissner-Blau qui s'était présentée au premier tour des élections présidentielles, font une entrée remarquée, pour la première fois, au Parlement où il deviendront la quatrième force politique avec 9 députés.

M. Vranitzky, qui sera chargé demain de constituer le nouveau gouvernement, n'est cependant pas au bout de ses peines. Il va falloir qu'il trouve un partenaire pour former une coalition, ne disposant pas, avec 80 sièges, de la majorité absolue des 183 sièges au Parlement.

M. Vranitzky ne peut décemment faire appel aux libéraux après avoir mis fin, en septembre dernier, à la petite coalition socialo-libérale, en signe de protestation contre le virage à droite que représentait l'élection de M. Haider à la tête de cette formation politique. Cette décision avait entraîné des élections anticipées, le renouvellement du Parlement n'étant initialement prévu que pour avril 1987.

Depuis plusieurs semaines, la presse autrichienne mise sur la formation d'une grande coalition entre socialistes et populistes. La défaite hier du leader populiste, M. Alois Mock, qui comptait bien ravir le pouvoir aux socialistes, laisse prévoir des tractations longues et difficiles entre les deux grands partis.

Une grande coalition a cependant déjà existé en Autriche de 1945 à 1966 pour reconstruire le pays ravagé par la guerre.

La paix est la seule voie

CLÉMENT TRUDEL

Comment indiquer aux humains le chemin vers la paix? La réponse de Gandhi arrivait spontanément : la paix est le chemin, il n'y a pas à chercher d'autre « voie ».

J'extrait cette anecdote de la *Revue de l'Université de Moncton* (Vol. 19, no 1, 1986) qui consacre un numéro entier au colloque sur la Paix (mai 1985). Aux 15 textes sélectionnés s'ajoute une bibliographie sélective préparée par Iwona Jankowska, de la même université.

Démodés, ces textes? Non pas. Solanges Vincent se dit convaincue que l'avènement de la paix est une tâche à long terme, de gros intérêts s'y opposant et oeuvrant pour le « surarmement » ; elle lie lutte féministe et construction de la paix. Guy Paiement soutient qu'une partie de notre prospérité est due aux fabriques d'armes, le Canada utilisant à peine 20 % des armements qu'il produit. Les vues de Gérard Pelletier et de Geoffrey Pearson me semblent assez largement répandues : faire confiance à l'ONU et à l'opinion publique, se souvenir que ce n'est pas dans la force militaire que résident les « solutions pratiques » aux problèmes internationaux.

Je signale ici d'intéressants témoignages et études sur les pays du tiers monde. Ministre dans le gouvernement de Managua, Francisco José Lacayo plaide pour « la paix qui est au service de la vie », renvoie à la lutte des sandinistes pour la justice. Lacayo demande qu'on ne force pas le Nicaragua à dialoguer avec les *Contras*, ce qui équivaudrait à exiger des victimes des nazis qu'elles discutent avec la Gestapo! Un évêque brésilien, Candido Padin, dit éloquentement que la paix exclut la domination ; que Portugais et Espagnols ont eu des « aventures prédatrices » dans ce continent, au nom de civilisations qui cherchent à s'imposer. Mgr Padin voit deux exigences pour que la paix se réalise aujourd'hui : développement social qui satisfasse les nécessités humaines et participation de tous à ce processus de développement.

« Un monde où les peuples ne peuvent pas exprimer leur volonté politique, où des populations entières sont en train de mourir de faim, où des nations sont condamnées à une dette financière perpétuelle... où les besoins essentiels de la vie — travail, santé, éducation, logement — sont subordonnés aux besoins des machines militaires, ce monde ne peut pas être qualifié d'ordonné ». C'est Carlos Bazan (Argentin, professeur de philosophie à l'Université d'Ottawa) qui dans sa réflexion sur *Paix et développement* signale une série de contradictions : le fait par exemple que les dirigeants américains penchent vers l'appui aux « structures qui assurent la prédominance politique » tout en disant vouloir mener un combat pour la liberté. Les États-Unis sont devenus, selon Bazan, une sorte d'« aspirateur géant de capitaux » provenant de pays riches ou pauvres. L'endettement extrême (est) ... une des causes profondes des guerres », rappelle Bazan en citant Emmanuel Kant. Il souligne que Washington a refusé de souscrire \$3 milliards de plus à

un fonds pensé par la Banque Mondiale pour des prêts sans intérêt aux pays les plus pauvres! Résultat : on constate un cercle vicieux car tôt ou tard l'on trouvera l'argent pour « augmenter progressivement l'état de répression afin d'éviter les révoltes qui auraient pu être dissoutes par la croissance et par la justice ».

Naguy F. Helmy, Égyptien d'origine, est professeur de relations internationales à l'Université de Moncton. Il étudie les conséquences sur les relations nord-sud des bouleversements économiques. Les déséquilibres se perpétuent et expliquent les régimes de tensions. Le FMI, croit ce professeur, est un « club surtout utile aux riches ». Pour son collègue Fettehe Befekadu, né en Éthiopie, professeur d'économie, il s'agit, à partir du cas de l'Éthiopie, de cerner les liens entre « la paix et la faim en Afrique ». Le bilan de 35 ans d'aide internationale à l'Éthiopie est négatif, ce pays étant toujours le cinquième plus pauvre au monde, malgré les milliards de dollars et de roubles qui y furent injectés. Befekadu est aussi critique envers Washington que Moscou, l'aide servant le plus souvent à payer des fournitures militaires. Sous le Négus, l'argent que les exportations procuraient à l'Éthiopie ont longtemps servi à acheter des produits de luxe ou des armements, pas à développer le pays. L'Éthiopie est pourtant considérée comme un grenier potentiel pour le Moyen-Orient mais l'irrigation n'y a pas rang prioritaire. Une « guerre interne complètement stérile » engouffre chaque jour \$1,8 million.

Les coordinateurs du colloque, Fernand Arsenault et Maurice Rainville, souhaitent que cette publication aide à « sortir de l'impasse », à préparer ce qu'ils appellent le grand Noël de l'humanité, c'est-à-dire un cadeau à tous les enfants : un monde en paix !

■ Ciné V et le cinéma Crémazie offrent ces jours-ci un court dessin animé réalisé par Olivier Humber et Bruce Royer sur « La paix, remède universel contre la douleur — disponible partout » (l'animation est signée Gunnar Hansen). Je ne me doutais pas que pour 30 secondes à l'écran, Humber, Royer et leur équipe aient pu consacrer des centaines d'heures à un « flash » sur la paix, mais ils y croyaient !

■ SWORD, vous connaissez? Tom Brown, de l'agence Reuter, écrivait le 16 novembre sur ce Small Wars Operations Research Directorate installé à Panama depuis juillet. Petites guerres, conflits de basse intensité, c'est en somme ce qu'un ancien officier américain qui requiert l'anonymat dit être « une forme de guerre qui répugne aux Américains ». SWORD s'active à parfaire les plans d'une nouvelle stratégie militaire des États-Unis pour contrer les infiltrations marxistes dans le tiers monde. On est prévenu, Lacayo, au colloque de Moncton, disait que (les Américains) « nous connaissent... ils n'arrivent pas à nous comprendre ». Les 20 membres de SWORD seraient des « maîtres de la guerre », des émules de Clausewitz ; l'un d'entre eux a passé sa vie à étudier 69 soulèvements et « petites guerres », nous apprend Reuter.

Manifestation anti-arabe à Jérusalem

JÉRUSALEM (AFP) — Plusieurs centaines d'extrémistes juifs ont défilé hier après-midi, aux cris de « Mort aux Arabes », dans le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem, quadrillée par l'armée et la police israélienne. Six manifestants ont été arrêtés.

Cette manifestation, sans précédent à Jérusalem, a été organisée

pour commémorer la fin de la période de 8 jours de deuil qui a suivi l'assassinat d'un jeune israélien, Elie Amadi, par trois Palestiniens.

De Shmouel Hanavi, le quartier déshérité où vivait le jeune étudiant, à son école talmudique, la yeshiva Shouvou Banim implantée en quartier musulman, les manifestants ont transformé la cérémonie du souvenir

en déferlement de haine. Pénétrant dans la vieille ville par la porte de Damas, plusieurs cortèges ont fait résonner des slogans racistes dans les ruelles désertées par leurs habitants.

Deux habitants arabes ont été pris à partie par des manifestants et légèrement blessés. Chaque apparition, au coin d'une rue ou sur un toit, d'un Palestinien a déclenché des appels au meurtre de la part d'extrémistes juifs. Des affichettes, promettant des « actions suicide » de vengeance et l'expulsion de tous les Arabes de Jérusalem, ont été apposées dans le marché arabe.

De jeunes manifestants, détonnant mélange de colons juifs coiffés de la kipa et d'ultra-religieux à la redingote noire, tous fidèles du député rabbin Meir Kahane, frappaient à coups de pieds chaque boutique arabe pour en défoncer les rideaux de fer. Ils poursuivaient leur chemin en hurlant « nous voulons nous venger ». Le maire de Jérusalem, le travailliste Teddy Kollek, a aussi été pris à partie et traité d'« agent de l'OLP ».

À l'entrée du quartier musulman, des soldats, armés de fusils d'assaut M-16, avaient pris position sur le toit d'une mosquée. Pour contenir les

manifestants, 700 soldats et policiers étaient stationnés aux carrefours et sur les toits des maisons, interdisant aux habitants arabes d'y rester eux-mêmes.

Les forces de l'ordre sont intervenues au minimum pour limiter les débordements, comme elles n'avaient pas empêché, depuis une semaine, l'incendie par des extrémistes d'une dizaine d'échoppes arabes ou le bris de dizaines de pare-bris de voitures appartenant à des Palestiniens, soulignent les observateurs.

« Nous sommes un pays démocratique, nous ne pouvons empêcher une telle manifestation », a déclaré aux journalistes le porte-parole de la police, M. Rafi Levi.

Des discours enflammés, mêlant religion et politique, mais exprimant tous un désir de vengeance, ont été prononcés sur une estrade improvisée près de la Yeshiva Shouvou Banim, institution religieuse surtout fréquentée par d'anciens criminels ayant fait un retour à la foi. Le rabbin Moshe Levinger, père fondateur du mouvement de colons Gouch Emounim (Bloc de la Foi), a rejeté la responsabilité de l'assassinat de l'étudiant talmudiste sur le gouvernement.

Nouveau président en Afghanistan

ISLAMABAD (AFP) — Le régime pro-soviétique de Kaboul a choisi d'illustrer sa politique de « réconciliation nationale » en désignant un « compagnon de route » non-membre du parti, M. Mohammad Tsamkani, à la tête du Conseil Révolutionnaire, l'instance suprême de l'État, poste laissé vacant jeudi par M. Babrak Karmal, estimant des spécialistes des questions afghanes à Islamabad.

Haji Mohammad Tsamkani (Haji signifie qu'il a fait le pèlerinage de la Mecque), arrivé d'une cinquantaine

d'années, ancien député et sénateur sous les régimes afghans ayant précédé la « révolution d'avril 1978 » pro-soviétique, est une de ces « personnalités respectées », en l'occurrence un chef de tribu de la province frontalière du Paktia qui n'hésite pas à arborer le turban traditionnel à crête des Pachouns, qui est entré au présidium du Conseil Révolutionnaire au début de l'année dans le cadre de la politique de « d'élargissement de la base sociale » du régime, chaudement recommandée par Moscou.

Paul Manson, chef d'état major des Forces armées canadiennes

Un séducteur à la tête de l'armée

JOCELYN COULON

Le général Paul Manson est un homme tout en finesse. Dans un très bon français, il parle des Forces armées canadiennes avec conviction, mais sans excès. Il semble détaché, comme s'il s'excusait d'être militaire. Cependant, ne nous y trompons pas. Sa simplicité souriante, sa courtoisie onctueuse, l'extrême douceur qui émane de lui dissimulent une fermeté que nous percevons sereine et puissante.

Ce musicien amateur dirige, depuis le mois de juillet, une armée en pleine effervescence. Les programmes de modernisation et de rééquipement se bousculent et on attend avec une impatience, teintée de désignation, un Livre blanc qui doit ordonner la logistique et la stratégie mais qui n'en finit plus de mourir sur le bureau des multiples ministres qui se sont succédés à la Défense nationale. « J'aime le trombone. Toutefois, pour que cet instrument soit intéressant à écouter, il faut le jouer de concert avec le reste d'un orchestre. C'est plus harmonieux ».

Le général Manson, originaire de Colombie-Britannique et dont l'ascension a été rapide, veut faire connaître à la population canadienne l'armée qu'il sert fidèlement. « Le public ignore ce que nous faisons et la plupart du temps s'en désintéresse. Je pense que le problème est culturel. Le Canada n'a jamais connu de guerre sur son territoire. Il y a aussi la complexité croissante des programmes militaires, des doctrines et de l'appareil bureaucratique. Toutefois, je pense que l'on peut dépasser ces obstacles et tenter d'être plus visible ». Le chef de l'armée a l'intention d'accroître les contacts entre les militaires et la population par l'intermédiaire de nouvelles activités sur les bases ; d'améliorer les programmes d'information de la Dé-

fense nationale ; et surtout d'être plus ouvert envers les médias. « Il y a une tradition chez les militaires de ne pas parler aux journalistes. Nous allons changer cela, mais ne nous en demandons pas trop. Il faudra du temps ».

Avec son sourire contagieux, l'opération charme devrait réussir là où son prédécesseur, le général Gérard Thériault, a échoué. Travailleur, austère et distant, l'ancien chef d'état-major n'aimait pas tellement les journalistes. Il semblait porter sa charge à contrecœur, plaidant du regard qu'on le laisse tranquille. Paul Manson est tout le contraire. Sans affectation, il est à l'aise avec tout le monde. Il a facilement levé la barrière psychologique entre le militaire et le civil.

Deux grandes tâches attendent le général : gérer un budget limité qui ne permet pas toutes les dépenses nécessaires et répondre au rapport sur les droits à l'égalité. « Le Canada est engagé depuis la fin des années 70 dans un vaste programme de rééquipement et de modernisation. Cependant, les restrictions budgétaires vont nous amener à retarder certaines décisions ou à allonger certaines échéances. De plus, nous sommes en train d'évaluer nos engagements et les coûts qui y sont reliés. Les décisions ne manquent pas et elles ne seront pas nécessairement plaisantes ». Le général Manson sait de quoi il parle. Il fut pendant trois ans directeur du controversé programme d'acquisition du F-18 qui fut géré de façon impeccable. Selon la plupart des experts militaires canadiens, le pays ne peut plus continuer à faire un petit peu par ici un petit peu par là. Avec des engagements en Europe centrale, en Norvège, dans l'Atlantique nord, dans des forces de maintien de la paix et bientôt dans l'Arctique et le Pacifique, les ressources manquent. Le prochain Livre blanc devrait éclaircir la situation.



Paul Manson

Il aura besoin de tous ses talents de séducteur pour convaincre le gouvernement conservateur de tenir sa promesse électorale concernant le maintien du pouvoir d'achat de l'armée. Mais Paul Manson arrive à un bien mauvais moment. Son mandat ne dure que trois ans et dans à peine deux ans il y aura des élections fédérales. D'ici au renouvellement du Parlement, les intérêts de l'armée passeront au second plan devant le chômage, la dette nationale et les problèmes économiques.

« Nous avons bien pris note du récent rapport sur les droits à l'égalité et nous allons y donner suite », déclare-t-il en précisant que l'armée n'a pas l'intention de traîner dans ce dossier. Le rapport recommandait notamment de faire plus de place aux femmes au sein des Forces armées et particulièrement dans les rôles de combat et de cesser la discrimination envers les homosexuels. « Des modifications sont possibles, mais il faut aussi tenir compte de l'efficacité opérationnelle de l'armée ».

Paul Manson a d'autres réformes à implanter donc celle concernant la stabilité du personnel. « Actuellement, les mutations se font tous les 3 ans, ce qui provoque de nombreux problèmes psychologiques, affectifs et scolaires au sein des soldats et de leur famille. De plus, cette politique coûte plus de \$115 millions par an au gouvernement. Je pense qu'il serait possible d'humaniser le système en mutant tous les 5 ou 8 ans ». La médaille a son revers. La mutation est un système qui permet les promotions et le général Manson ne voudrait pas bloquer la carrière de ses hommes. « En 34 ans de service j'ai été muté 25 fois. Je ne m'en plains pas, mais c'est trop ».

« Au-delà de ces problèmes, une question me tracasse : pourquoi les Québécois sont si réticents envers l'armée? », demande-t-il. Manson connaît pourtant une partie de la réponse. Il a passé 15 ans au Québec depuis sa naissance, en 1934. Il est conscient de notre histoire, qui de la première conscription en 1917 à la crise d'Octobre, a laissé un mauvais souvenir des hommes en uniforme, que les gouvernements avaient la fâcheuse idée de recruter chez les anglophones pour mater les francophones. Actuellement, 50 % du budget de recrutement est dépensé au Québec et les efforts vont se poursuivre. « Voilà des cicatrices difficiles à effacer », remarque-t-il, songeur.

Cet officier de l'armée de l'air, qui a séjourné de nombreuses années en Europe, a une vision bien particulière de l'Union soviétique. Certes, il pointe l'ennemi, mais sans fixation. « Je ne suis pas obsédé et je ne vois pas la guerre surgir à l'horizon ». Alors, qu'en est-il de la menace militaire tant décriée par Washington? « Les Américains ont leur point de vue. Nous avons le nôtre. Il n'y a pas nécessairement coïncidence sur tout avec nos alliés ».

OUI, SOUS RÉSERVE

IL ÉTAIT inévitable que la loi 37 passât au crible du processus judiciaire. Cette loi, qui sert de cadre aux négociations dans les secteurs public et parapublic au Québec, impose d'évidentes restrictions à la « liberté » de négocier ainsi qu'à la « liberté » de recourir à la grève.

Ces limites violent-elles la charte canadienne des droits et libertés qui garantit à tous « la liberté d'association » (article 2-d) ? Violent-elles également l'article 15 qui stipule que « la loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous » ?

Le printemps dernier, la Cour supérieure acceptait d'entendre trois requêtes déposées par la CSN, la FTQ et la CEQ, qui demandaient que la loi 37 soit déclarée « nulle, ultra vires des pouvoirs de l'Assemblée nationale et sans effet, comme contraire à la Constitution canadienne ». « Peut-on trouver une situation plus embêtante [...] que celle de forcer des personnes à vivre avec une loi qu'elles croient sincèrement contraire à la constitution de leur pays et aux droits fondamentaux qui leur sont garantis », déclarait alors le juge Pierre Viau. Il ajoutait : « Une décision claire [...] serait de nature à indiquer aux citoyens quels sont leurs droits et les inciteraient à respecter les règles établies par ceux qu'ils ont élus pour les diriger. » On convint que les trois dossiers seraient « réunis, instruits en même temps et jugés sur la même preuve et la même argumentation ».

Le mardi 18 novembre, le juge Jean-Jacques Croteau rendait sa décision. Elle est claire, mais elle n'est pas complète. Le tribunal « accueille en partie » la requête des trois centrales. C'est un « oui, sous réserve ».

Le juge Croteau lève d'abord un premier obstacle en déclarant que l'article 100 de la loi 37 est « inopérant ». Il s'agit de la fameuse clause « non-obstant » que l'ancien gouvernement du Parti québécois insérait dans toutes les lois du Québec depuis le « coup de force » de 1982 dans le but de les soustraire à l'application de la charte canadienne des droits et libertés. Cette disposition, invalidée par la Cour d'appel, a été contestée jusqu'en Cour suprême, et le juge Croteau refuse de lui accorder la présomption de validité aussi longtemps que le plus haut tribunal du pays n'aura pas tranché.

Le tribunal répond oui, également, à la question de savoir si la liberté d'association, garantie par la charte canadienne, inclut « aussi la liberté de s'associer pour négocier et la liberté de s'associer dans l'exercice de la grève ». La liberté d'association, doit-on comprendre, n'a de sens que si elle confère des droits collectifs. On s'associe pour une fin : négocier une convention collective, et on dispose d'un moyen : le recours à la grève. Telle est l'économie de la législation du travail qui s'est développée historiquement au Canada et au Québec.

La première liberté implique les deux autres « par inclusion ». La charte canadienne n'en dit rien, mais son auteur « ne pouvait l'ignorer ». S'il avait voulu les dissocier, il aurait pris la peine de le préciser.

Le juge Croteau se prononce aussi sur la nature des « droits à l'égalité » que garantit l'article 15 de la charte canadienne. Il se rallie à l'opinion de ceux qui estiment que cet article, trop récent pour avoir tout le poli que confère une longue jurisprudence, doit être interprété « largement ». Les formes de discrimination citées au deuxième paragraphe de cet article ne sont que des exemples et ne constituent pas une liste exhaustive.

Et, finalement, la cour s'interroge : qui doit porter le fardeau de la preuve ? Est-ce le plaignant qui réclame la protection de la charte ? Ou le gouvernement qui a imposé les mesures restrictives ?

Car les droits et libertés garantis par la charte ne sont pas absolus. L'article 1 précise que ces droits et libertés « ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ».

Voilà tout le noeud. Les limites que la loi 37 imposent à la négociation et au recours à la grève, les inégalités qu'elles créent entre les personnes, sont-elles déraisonnables et injustifiées ? Les restrictions que comporte la loi 37 doivent répondre à des critères exceptionnels ; leur objectif doit être suffisamment important et s'inspirer de préoccupations urgentes et réelles ; les moyens mis en oeuvre doivent être équitables, soigneusement conçus et proportionnés à la fin poursuivie.

Qu'en est-il de la loi 37 ?

Le juge Croteau répond que plusieurs articles de cette loi sont « incompatibles » avec les articles 2-d et 15 de la charte canadienne. C'est une « première manche » que remportent les centrales syndicales. Mais c'est un « oui, sous réserve ». Il y aura donc une deuxième manche. Le tribunal somme en effet le gouvernement de venir « prouver » que les restrictions apportées aux droits et libertés syndicales « sont raisonnables et qu'elles se justifient dans le cadre d'une société libre et démocratique ». Mais cette deuxième manche pourrait ne pas être déterminante non plus : les parties pourront en appeler jusqu'à la Cour suprême.

Au lendemain de la décision de la Cour supérieure, les syndicats et le gouvernement se retrouvent donc dans la même « situation embêtante » dont parlait le juge Viau. Il leur appartient, et à eux seuls, de la rendre viable.

— JEAN FRANCOEUR

« Juifs et Québécois français »

LA COMMUNAUTÉ juive du Québec, la plus ancienne de nos « communautés culturelles », était venue, par un accident de l'histoire, à faire partie de l'autre « solitude ». Deux nationalistes — l'un péquiste, le misologue Jacques Langlais, et l'autre sioniste, l'archiviste David Rome — ont retrouvé la trame des luttes menées en commun par les Juifs et les Québécois français, puis leur antagonisme, et enfin l'espoir qu'ils recèlent pour toutes les communautés du Québec.

Publié chez Fides, *Juifs et Québécois français, 200 ans d'histoire commune* n'est pas le récit de la rencontre étonnante, laborieuse et finalement passionnante entre l'artisan du Centre interculturel Monchalin et le directeur de la Bibliothèque juive, devenu historien auprès du Congrès juif canadien. Il s'agit du choc de deux peuples, de deux minorités, de deux sensibilités qui puisent aux sources d'une même civilisation.

On connaît l'exploit du député juif Ezéchiel Hart, réélu par les catholiques de Trois-Rivières sous le Régime anglais, et dont le sort devait modifier le statut des minorités et

leurs droits au sein de l'Empire britannique. Moins connues sont l'implantation par vagues successives de Juifs « britanniques », puis de réfugiés des pogroms d'Europe centrale ; la brillante capitale yiddish qu'ils bâtirent à Montréal ; et la triste persécution qu'ils subirent de la part de l'Église, puis d'un certain nationalisme québécois, et finalement des fascistes canadiens-français de la Deuxième Guerre.

L'ouvrage met en lumière, de façon saisissante, à la fois l'ouverture exceptionnelle des Québécois français, puis leur monolithisme. En même temps, on découvre une communauté juive qui vit, à l'intérieur d'elle-même, un pluralisme poussé et fort riche (avant de succomber — les auteurs semblent en être moins conscients — à une mobilisation anti-arabe qui perpétue d'autres malentendus tragiques).

Les retrouvailles entre Juifs et Québécois français, fêtées jeudi dernier à Montréal, étaient émouvantes à plus d'un titre. On y retrouvait des membres d'autres communautés. On y saisissait aussi l'importance d'un moment unique, qui pourrait préfi-

gurer une ère nouvelle au Québec.

La communauté juive représente une école pour le nationalisme québécois en crise. Elle a appris à surmonter les différences : tous les peuples n'ont pas cette tradition. Elle s'est souvent trouvée aussi en position d'intermédiaire entre groupes ethniques et entre classes sociales en rivalité : ce talent politique, précieux et périlleux, est rare.

L'ouvrage de Rome et Langlais est de grande actualité pour la classe politique d'ici. Nombreux restent les pays où coexistent des communautés très différentes par la langue, la culture, la croyance, et le passé politique. Le Canada et le Québec sont du nombre, sans retour, apparemment. Le premier a échoué à assimiler les francophones, et le second, les « autres » Québécois. Mais nulle part la coexistence n'est aisée.

Cette humanité, c'est d'abord dans le creuset de la vie quotidienne, semble-t-il, qu'on apprendra à la vivre. Autant dire que la partie se jouera à Montréal. Espérons que cette fois la majorité ne manquera pas le rendez-vous de l'histoire.

— JEAN-CLAUDE LECLERC

L'espoir au coeur de la guerre

TÉMOIGNAGE

NADIA GHALEM

LES DÉFILÉS militaires constituent dans la plupart des pays du monde un spectacle à grand déploiement. Pour les enfants que nous étions, cela ressemblait à une sorte de fête païenne. Tout y était : la musique, les chevaux, les fusils... Et l'héroïsme dont on nous parlait. À cette époque-là encore, des hommes allaient au front combattre d'autres hommes. Mais c'était des guerres « artisanales », le courage n'y manquait pas.

Aujourd'hui, il y a encore des soldats qui défilent dans les capitales, mais les guerres sont devenues industrielles. On s'y bat avec des machines technologiques, un outillage sophistiqué. On les expérimente dans ces vastes laboratoires que sont les pays peu industrialisés : Afrique, Asie, Amérique latine. Des pays où l'on ne manque pas de courage mais de connaissances techniques et de matériel technologique. Et les cobayes sont des civils, des populations, des femmes, des enfants...

Des victimes donc, femmes, enfants, paysans et artisans désarmés. Leurs agresseurs avec ou sans uniformes, des hommes machines, parfois seulement des machines programmées par des hommes. Ce n'est pas de l'agressivité-colère ou de la violence-désespoir. Non, juste une chose qui ressemble à de l'efficacité.

L'efficacité d'un fléau qui s'abat sur les gens comme une lèpre, une épidémie, une armée de virus foudroyants, un cataclysme.

Et ce sont des savants, des techniciens, des intellectuels qui mettent au point ce fléau, et ce sont d'autres populations qui le financent, d'honnêtes travailleurs qui oeuvrent à son élaboration, qui prennent congé chaque matin de leur conjoint et enfants pour faire leur journée consciencieusement à l'usine d'armement. Les guerres sont loin, sommes-nous indifférents ? Y a-t-il de l'espoir ?

Il y a des armes qui ont été fabriquées et jamais utilisées... Certaines ont dû être détruites — désuètes. Ce serait la première fois que cela arrive dans l'histoire de l'humanité. Jusqu'ici, les armes « créées » ont toujours servi.

Quand on regarde le téléjournal, on se dit qu'il y a des gens qui n'ont vraiment pas de chance parce qu'ils sont nés sur un point de la planète plutôt qu'un autre, qu'ils sont d'une couleur, une religion plutôt qu'une autre. Ils doivent subir dictature, pauvreté, oppression, famine, guerre parfois simultanément, une vie de peur et de malheur.

Avez-vous vu comme la peur donne aux enfants un regard étonné ? Ils regardent notre monde. Cette planète toute bleue que les photos satellites nous ont dévoilée sans les frontières qui la griffent de barbelés, sans ces réseaux, ces lignes qui séparent les terres, les villages, les familles, les pays comme les racines d'une plante vénérable.

Pourrait-on dire aux enfants : « Nous avons une jolie planète. Elle est bleue et vogue dans le cosmos comme un vaisseau spatial et nous en sommes les passagers ».

Mais les enfants ne croient plus aux contes de fée. Ils regardent la télévision... Pendant que d'autres enfants regardent le monde et le fléau qui s'abat sur eux et leurs familles. Et ils doivent penser que c'est partout pareil et s'ils en réchappent, ils devront passer de nombreuses années à comprendre que l'on peut vivre sans la peur.

Et comme par hasard, il y a parfois une petite silhouette menue, voûtée et fragile qui se fraie un chemin au coeur de la guerre pour aller vers les plus démunis de tous : les enfants handicapés, malades et apeurés pour les éloigner du bruit des armes. C'est tellement invraisemblable qu'on a peine à croire que c'est vrai et puis on se dit qu'elle n'est peut-être pas toute seule, qu'il y a partout à travers le monde des femmes et des hommes de toutes religions qui n'ont pas souhaité cela, qui n'ont souhaité qu'un peu plus de justice, un peu plus de dignité, de liberté.

On se dit qu'il y en a certainement d'autres de ces stratégies de la paix, ces technocrates de l'échange et de la réflexion. Ces bureaucrates de la redistribution des biens et des richesses, ces diplomates qui mesurent leurs mots pour éviter les conflits. Des sauveurs d'enfants et de peuples, il doit bien y en avoir beaucoup, sinon où serait l'espoir ?

Le Judith-Jasmin

MADELEINE POULIN vient de remporter le Judith-Jasmin, le plus prestigieux et le plus convoité des prix de journalisme offert chaque année par le Cercle des femmes journalistes.

Tout le monde s'est réjoui de voir récompensé le travail de cette journaliste douée et courageuse — on se souvient de ses reportages à Beyrouth — qui, comme Judith Jasmin, oeuvre à Radio-Canada. La journaliste du *Point* a remporté le prix pour un reportage sensible et beau : « L'univers de Jean-Paul Lemieux » illustré des oeuvres du Maître. Guerre et Paix, en alternance, et c'est la grâce et la paix qui l'emportent.

Les trois autres concurrents, Gérald Leblanc, Achille Michaud et Georges-Hébert Germain méritaient cependant mieux que les accablants qui leur ont été attribués car ils sont, tous, « incomparables ».

Dans la catégorie presse quotidienne, Gérald Leblanc a publié un article intitulé « La saga de la loi 101 — un projet de société inachevé » (*La Presse*). En appendice, sur le même thème, il publiait le 19 novembre dernier, une lettre à mon premier ministre « émouvante et passionnée. Il y faisait part de ses « flashes inquiétants » en ces termes : « J'y vois la prochaine crise linguistique éclatant non pas sur le dos des écoliers italiens de Saint-Léonard comme en 1988 mais en pleine face des commerçants grecs aux quatre coins de la métropole » parce que, précisait-il : « Contrairement à ce que répètent vos ministres, en reprenant le langage et les thèses d'Alliance-Québec, la joute linguistique ne se joue pas entre la majorité francophone et la minorité des quelque 10 % cent d'anglophones. Elle se joue dans les groupes ethniques, qui



FAIRE-PART

ROLANDE ALLARD-LACERTE

fournissent un citoyen sur quatre dans la ville et dans l'île de Montréal ».

M. Leblanc terminait sa lettre par un poème qu'il récitait quand il était enfant, dans son Acadie natale. Il évoquait ses racines et les Acadiens s'y entendent en fait de racines et d'exil. Il y a la déportation mais il y a aussi l'exil chez soi.

Georges-Hébert Germain a une plume-caméra qui donne à voir, il en jaillit spontanément des formules heureuses. Le lecteur a peut-être oublié son texte « New York, la bourse mondiale de la création », publié en avril 1985 dans *l'Actualité* mais dans la livraison de novembre de ce magazine, sous le titre « Des parias et des dieux » il nous fait visiter l'Inde en sa compagnie : « On est tour à tour agressé écoeuré, enragé puis séduit et enchanté. Chaque repas est un enfer, on avale du feu, matin, midi et soir, mais on finit par y prendre goût. Le reste du monde semble tout à coup d'une intolérable fadeur. Ici tout est relevé, épicé. Ça sent le souffre et l'ammoniac, mais aussi, mais en même temps, le jasmin, la fleur de mangouier, l'ananas. Il y a de la merde partout mais il y a aussi de l'or ; des êtres couverts de diamants, des parias et des dieux. Il y a un ordre dément sous ce souverain chaos. » On

est à des lieues et des lieues des lieux communs charriés par les traditionnels articles de voyage.

Achille Michaud possède le génie de la radio, ce média qui donne à voir sans les images. Son reportage primé « Le Titanic » a été diffusé à Présent-dimanche, sur les ondes de Radio-Canada. Pour faire revivre ce transatlantique qui, depuis son naufrage, a peuplé notre imaginaire, c'est sans doute la radio qui convenait le mieux. La télévision montrait une carcasse rouillée et des lustres dérisoires qui pendouillaient avec leurs grappes de larmes cristallines. Faire surgir des images sans images, juste par la magie des mots et des sons, c'est un art remarquable.

Ces quatre journalistes ne méritaient-ils pas, à part égale, les prix Judith-Jasmin qui, les années précédentes, étaient attribués distinctement, selon les catégories quotidiens, périodiques, télévision et radio ? N'a-t-on pas, la semaine dernière, comparé l'incomparable ?

Au Cercle des femmes journalistes on repense à tout cela. Plusieurs — et j'en suis — préconisent le retour à l'ancienne formule qui leur semble plus équitable. Si vous avez des suggestions, des commentaires, auriez-vous l'amabilité de m'en... faire part ?

LETTRES AU DEVOIR

■ Quel plat !

Lettre à M. Raymond Gauthier, Salon de l'éducation et de la technologie

LE 9 OCTOBRE, nous avons, mes étudiants et moi, participé au Vélodrome olympique au concours du meilleur plat de nos écoles de cuisine professionnelle. J'ai été déçu de l'organisation ; ce fut, d'après moi, un fiasco.

Quand on vient de La Sarre, après neuf heures de route en auto, il est important qu'on nous facilite l'arrivée. Vous nous disiez dans votre circulaire qu'une représentante du ministère serait à la porte centrale du Stade pour nous accueillir ; nous n'avons jamais croisé cette personne. Nous avons été privés des renseignements et de l'aide nécessaire et utile à ceux qui arrivent dans un milieu nouveau ; le Stade olympique ce n'est quand même pas une maison de campagne.

Nous avons donc tâtonné pour arriver à l'heure et au lieu déterminé. Bien sûr, nous ne nous attendions pas à trouver des cuisines comme celles de nos écoles mais nous espérons au moins un minimum de ressources matérielles. Nous étions là à 7 h 30, ce n'est qu'à 9 h 30 que nous avons pu mettre la main sur un chariot pour descendre notre matériel de la voiture, garée à plus de deux mille pieds de la porte qui nous était assignée. Des équipes de Montréal ont vécu les mêmes difficultés que nous.

Un chef de Laval a fait deux fois à pied le tour du Vélodrome avec son aspic de fruits de mer dans les mains pour arriver au concours et pour être disqualifié à cause de retard. Les équipements mis à notre disposition étaient, comme vous l'avez dit, très limités. Cependant nous ne savions pas que nous serions plus d'une équipe à travailler sur la même cuisinière, que nous avons dû nettoyer avant de l'utiliser.

Les juges ont dû déguster les plats avec des fourchettes de plastique sur des tables dépourvues de tout décorum.

Ils ont dû travailler sans critère d'évaluation. Les catégories des participants étaient mal définies. Des étudiants du secondaire se sont mesurés à des étudiants de l'Éducation des adultes (cours de perfectionnement) dont certains étaient des cuisiniers de quatre à cinq ans d'expérience.

Rien n'a été fait pour conserver l'anonymat des plats présentés. Les juges pouvaient savoir qui avait fait le plat, de quels groupes et de quelles régions ils venaient. Je ne veux pas accuser les juges de partialité loin de là, mais habituellement dans de tels concours, les plats sont identifiés uniquement par un numéro [...].

Dans le règlement, chaque école avait un maximum de 60

minutes pour préparer ses plats. Le mot préparer suppose que les plats devaient être « fabriqués » sur place. Certaines écoles sont arrivées au concours avec des plats « pré-préparés ». Si vous me permettez pour l'occasion de faire un néologisme. Aucune surveillance n'a été exercée pour contrôler ce règlement [...].

Habituellement ces concours sont très motivants pour les étudiants de cuisine professionnelle. Nous avons eu l'occasion de participer au Salon culinaire de l'Estrie, au Culinary Competition and Display à Winnipeg et à la Grande Bouffe de La Sarre. Nous sommes donc en mesure de comparer [...] Tout n'est cependant pas mauvais.

L'idée d'un tel événement est bonne et je vous encourage à la poursuivre. L'an prochain nous serons là pour vérifier les améliorations que vous aurez apportées.

— ANDRÉ PELCHAT

chef de groupe,
Cité Étudiante Polyno.
La Sarre, le 17 octobre.

■ J'ai toujours mal

APRÈS CINQ mois en accident de travail, mon dos me fait toujours souffrir comme au premier jour. Traitements de physio et pilules n'ont rien changé. Je n'ai même pas passé de radiographie. Mauvais médecins ? Mauvais traitements ? On ne m'écoute pas quand j'explique mon mal. On me renvoie chez moi avec une prescription de pilules.

À début, je croyais que sur la CSST je recevrais des soins vite et bien, pour que je retourne travailler rapidement. C'est tout le contraire ! Ça traîne en longueur et les médecins s'envoient la balle. Je suis fatiguée et déprimée, j'ai toujours mal, même à faire mon ouvrage de maison et m'occuper seule de mon bébé. J'arrête pas de me demander : quand le mal va disparaître ?

Le médecin me dit de retourner au travail avec des conditions, vu mon état. Le boss nie ces conditions et m'offre le même travail. Mon médecin reste sourd quand je lui dis que, même avec les conditions, je suis incapable de faire une journée de travail. On me convoque à un arbitrage médical de la CSST, parce que mon boss conteste mon médecin traitant. C'est un médecin qui est juge et arbitre qui me questionne, il complète les notes que mon boss lui a données et il me fait marcher dans son bureau.

Tout est ridicule ! Je croyais que ce médecin était pour trouver mon problème et me soigner. Comme j'étais naïve ! Il ne m'a même pas touchée, il a dit que c'était pas sa job de me soigner. (Sa secrétaire pourrait aussi bien faire le travail à sa place, ça coûterait moins cher au gouvernement !)

Savez-vous ce qu'il m'a dit ? Que ce n'était pas un accident de travail, que c'était arrivé à l'occasion du travail. Comprenez-vous ces paroles ? Il a demandé si j'avais mal au coeur. C'est pas au

coeur que j'ai mal, c'est au dos. Parce que j'ai marché sans boiter et que j'ai pas mal au coeur, je devrais retourner au travail avec mes douleurs et mon incapacité, sinon ils couperont mes prestations.

Ces temps-ci, les employeurs contestent à la CSST tous les travailleurs accidentés. C'est de l'épuration, pas de la médecine ni de la compréhension. Cherchez donc voir un agent de la CSST qui soit un peu humain ou pas agressif ?

On doit dénoncer les mauvais traitements de l'employeur et de la CSST. Et que nos syndicats réagissent, bon Dieu !

— DIANE RICHER

Verdun, le 7 novembre.

■ Des étudiants qui ne votent pas

DIMANCHE 9 novembre : Montréal vit la fièvre des élections municipales. Une fièvre qui ne risque pas de faire éclater les thermomètres ni de provoquer le délire ! J'agis comme représentant dans un bureau de vote du nord de la ville. Les lieux étaient faits. Aussi, suis-je plus intéressé, dès la fin du scrutin, à savoir qui est venu voter. [...] Le vote étudiant ? Exactement un étudiant sur neuf s'est prévalu de son droit de vote !

Ne poussez pas les hauts cris : je ne saute pas aux conclusions ; mon échantillonnage n'est pas assez représentatif. Mais il m'est difficile de résister à la tentation de voir là un certain paradoxe. On débraie, on manifeste, on multiplie les assemblées houleuses et les déclarations à l'emporte-pièce... mais on ne vote pas !

Bien sûr, n'importe lequel de ces jeunes éphèbres me rétorquera que le municipal n'a rien à voir avec les prêts et bourses pas plus qu'avec la hausse ou le gel des frais de scolarité. Mais voilà précisément où se trouve le bobo : je n'interviens dans la « chose publique » que dans la mesure où des décisions touchent MA corde sensible, MES intérêts ; c'est la levée de bouilliers contre un gouvernement qui refuse de vivre au-dessus de ses moyens, d'être l'éternelle et inépuisable vache à lait [...].

Non, je ne souhaite pas que l'on revienne à l'époque où seuls les enfants des classes aisées pouvaient s'offrir le luxe de poursuivre des études. Non, je ne conteste pas le droit qui est le vôtre de vouloir vivre décemment et de poursuivre votre formation. Mais reconnaissez qu'un immense effort de rationalisation dans la gestion des fonds publics est urgent et en particulier dans le domaine de l'éducation.

La démocratisation de l'enseignement est un bien acquis et inaliénable mais elle a aussi son talon d'Achille : si l'on n'y veille, elle risque fort d'être du nivellement par le bas ; les meilleurs sont noyés dans la masse, non pas des moins forts, mais dans celle des moins intéressés, des moins motivés. [...]

— PAUL DENUIT

Montréal, le 18 novembre.

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 7743, rue Bourdeau, LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à em-

ployer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent.

LIVRAISON À DOMICILE
QUOTIDIENNEMENT PAR PORTEUR :
= \$25 par semaine
le samedi seulement = \$1.00

Pour information :
à Montréal : 332-3891
à Québec : (418) 687-2021

Livraison par porteur:
Édition quotidienne = 139\$ par année
75\$ 6 mois
39\$ 3 mois

Livraison par la poste:
Édition quotidienne = 145\$ par année
79\$ 6 mois
42\$ 3 mois

Pour information (514) 844-3361
Courrier de deuxième classe : enregistrement numéro 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec.

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

LE COURRIER

Chômage

■ Le défi de la jeunesse

LE DÉFI du libre-échange, c'est le défi de la jeunesse. Les défis maison, nous les avons relevés. Nous avons fait de ce pays un pays industrialisé, riche et moderne, pourvu de mesures sociales qui permettent à tous de se débarrasser durant les périodes improductives.

Vous les moins de 40 ans : jeunes industriels, travailleurs ou étudiants, voulez-vous vivre dans un pays prospère ? Créez-le vous-même. C'est à vous qu'il appartient d'inventer votre monde de demain à partir des merveilleuses inventions qui sont à votre portée. Votre avenir n'est pas dans la gérontologie, l'âge d'or, le folklore et les musées.

Croyez-vous que le Japon connaît son essor actuel s'il s'était fermé sur lui-même, confiné dans ses petites îles volcaniques ? Il a décidé de faire mieux que ses concurrents et de leur offrir ses produits. S'est-il laissé paralyser par la différence de civilisation, de langue ? Voyez vous-mêmes les résultats. [...]

Ne vous faites pas d'illusions, vous n'y arriverez pas sans efforts personnels. Ce n'est pas en fumant du « pot », en discutant de vos misères, en dégustant bière sur bière autour d'une table que vous relèverez ce défi. Nous ne vous aidons pas non plus, en organisant des clubs de plainards pour vous maintenir dans votre léthargie.

On n'exporte pas la médiocrité. Chaque pays en cultive suffisamment pour ses besoins. L'excellence et la compétence sont les seuls produits exportables. Elles n'ont pas besoin de mesures protectionnistes pour percer. Elles s'imposent d'elles-mêmes. Elles ne sont pas sanctionnées par le nombre d'heures sacrifiées à user les bancs de l'école ou par un diplôme officiel. Elles présentent des résultats concrets, des produits nouveaux. Elles exigent un effort constant et sérieux, une préparation soignée.

Vous avez la chance de pouvoir penser et agir en fonction du continent et du monde. Ne vous contentez pas d'une mentalité de quartier ou de village. La compétence, la qualité et la valeur sont en demande sur tous les continents. [...]

Ne perdez pas votre temps à essayer de prendre nos places, elles sont trop étroites pour vous. Inventez-en d'autres. Un pays à l'âge de sa jeunesse. On redoute davantage un petit pays à la jeunesse ardente qu'un grand pays, endormi sur ses lauriers. [...]

— JULIEN GIGUÈRE
philosophe-éducateur.
Arthabaska, le 8 novembre.

Chili

■ Des accusations sans fondement

LA COMMUNAUTÉ chilienne de Montréal est indignée de la teneur de la lettre adressée au DEVOIR le 23 septembre par M. Alberto Besa, ambassadeur du Chili, et portant des accusations dénuées de tout fondement contre les journalistes de ce prestigieux journal.

Elle ne correspond aucunement à la réalité et à la vérité de ce qui se passe au Chili. Depuis plus de 13 ans notre pays vit sous la dictature la plus cruelle que l'Amérique latine ait connue au cours des dernières décennies.

Les violations permanentes, systématiques et flagrantes des droits et libertés par le régime Pinochet ont été condamnées par les Nations unies, l'Organisation des États américains, Amnesty internationale et par l'ensemble de la communauté internationale.

Au Québec, nous avons des preuves des atrocités commises par le régime Pinochet. Beaucoup des Chiliens vivant ici grâce à l'accueil et la générosité du peuple québécois sont en mesure de témoigner des tortures, des arrestations arbitraires et des traitements cruels, inhumains et dégradants dont ils ont été victimes sous la dictature militaire. [...]

Face aux attaques de l'ambassadeur Besa, nous voulons souligner la compétence et les qualités professionnelles des journalistes du DEVOIR, ainsi que leur objectivité à propos de l'information sur le Chili.

— OSVALDO NUNEZ
BEATRIZ HERRERA
ELIAS CABRERA
MARCELO SOLERVICENS
Montréal, le 5 novembre.

□ Québec : le temps des reculs ?

■ L'art d'épuiser le Québec

VOILÀ VINGT ans qu'on veut nous faire céder, sur ceci, sur cela, sur l'indépendance, sur la langue, sur le mouvement d'ensemble qui nous animait, sur notre regain de vigueur manifesté depuis 1960, sur la Révolution tranquille et sur ses réalisations, sur les institutions qu'elle a créées, sur les avoirs qu'elle nous a fait réunir et concentrer entre nos mains, et sur bien d'autres choses encore. Sur la volonté de nous affirmer comme majorité. Sur notre notion de peuple ayant des intérêts politiques aussi distincts qu'impératifs.

Donc sur le sens politique lui-même : on demande à tous d'être forts, sauf à nous, à qui l'on demande d'être faibles.

Toutes ces manœuvres et agressions vont dans le même sens, mais chacune d'elles se présente séparément. Nous nous faisons circonvenir, mais par morceaux isolément. Par exemple, on raisonne sur la constitution, ou encore sur la SGG et d'autres sociétés d'État, ou sur la langue. La technique employée consiste à « privatiser » les différents sujets... On nous dégenéralise, si l'on peut dire, par parties. Cette segmentation réelle du politique, technique d'affaiblissement, se fait sous une couverture, la libéralisation apparente, l'universalisation fictive.

Ces semaines-ci, c'est la langue. Que ce soit à propos de la langue ou d'autres choses, il s'agit invariablement de nous faire abandonner une position forte. S'il est une chose au sujet de laquelle il ne faut pas s'avouer, c'est bien la question de savoir où est la force et où est la faiblesse.

Le problème de la langue n'est pas vraiment distinct du problème des pouvoirs constitutionnels, ni de celui de la conquête économique et du développement de l'entrepreneuriat, et encore moins de la question de savoir si l'on doit gouverner plutôt que de se faire gouverner. Une révolution nationaliste de 20 ans l'a démontré aux gens d'affaires tout autant qu'aux poètes.



Les agressions dont je parlais vont toutes dans le même sens. On ne dit pas : nous allons vous faire céder sur la langue mais présenter des exigences accrues en matière constitutionnelle. Ou bien : vous allez en rabattre de vos histoires de langue, mais par contre tout sera mis en oeuvre, par tel ou tel moyen, pour vous rendre plus puissants politiquement. Pendant qu'on s'en prend à la langue, on ne dit pas qu'on va défendre le Québec avec beaucoup d'énergie.

On ne parle pas beaucoup des acquis. On ne dit pas : vous allez cesser d'insister sur les pouvoirs constitutionnels, mais, en revanche, ce que vous avez acquis, comme collectivité, de biens, de pouvoirs, de lois et d'institutions de toutes sortes, dans le cadre de la constitution fédérale, nous allons y tenir mordicus et même les accroître s'il se peut. Cela n'est pas ce que l'on entend. Car, pour ce qui est de la

constitution, j'espère que personne ne se fait d'illusion au sujet du régime provincial actuel, pendant qu'il fait d'amples efforts contre la langue.

Tout se tient. La défense de la langue est un geste politique. Ce n'est pas uniquement une affaire de culture. Chez les liquidateurs, les choses cèdent de partout. C'est une preuve de plus que tout se tient. Céder sur la langue, ce n'est pas seulement céder sur un avoir, c'est céder sur une volonté. Dans la situation présente, céder en ce qui touche la langue, on ne peut faire que ce ne soit céder également de notre volonté politique générale. Car cela conduit à ne plus se reconnaître. À ne plus se trouver nécessaires. À ne plus savoir. Donc, à ne plus vouloir.

Je ne soutiens pas qu'à long terme, le français ici résistera indéfiniment. Je me contente d'affirmer qu'actuellement, cesser à quelque degré de résister sur la langue,

c'est profondément affaiblir le Québec et les Québécois. C'est vendre sa cohérence, sa volonté, ses forces, une part importante de ses raisons de vouloir. C'est l'amener dans la faiblesse. C'est lui faire admettre une démission. C'est le désintéresser. C'est contribuer à le décourager. C'est le rendre neutre, même à ses propres yeux. Cela revient à le défaire, à le faire s'abandonner lui-même. Ceci ne va pas sans conséquences.

Mais il n'y a pas à s'étonner. Regardez certaine politique depuis 1968, dans un cas, depuis 1970, dans l'autre. Un objectif, très précis : s'attaquer à la volonté politique québécoise, en venir à bout par le dehors, par le dedans. La briser, la désorienter. Curieux peuple : nous sommes si souvent en instance d'être donnés. Par les nôtres, forcément.

— PIERRE VADEBONCOEUR
Montréal, le 17 novembre.

□ L'Église et l'homosexualité

■ Le progrès

INSPIRÉ par l'Esprit de Dieu, l'auteur du Lévitique (20,13) ordonnait de mettre à mort les homosexuels. Guidé par ce même Esprit, le chef de l'Église catholique suggère de ne pas leur « crier des noms », mais interdit qu'on leur prête des locaux où ils se réuniraient pour réclamer leurs droits. Comme on n'arrête pas le progrès, peut-on conclure que les autorités religieuses de l'an 2500 suggèrent qu'on se contente de leur infliger des points de démerite ?

— CLAUDE BOUCHER
Sherbrooke, 13 novembre

■ Aimer de loin

LA RÉACTION de Jean-Claude Leclerc à la lettre du cardinal Ratzinger sur l'homosexualité m'a étonnée : il y voit une amorce de persécution envers un groupe minoritaire, alors que ce message me paraît empreint de sympathie, voire même de tendresse.

Pourquoi y a-t-il tant d'homosexuels « actifs » aujourd'hui ? Je crois que c'est la faute de notre société super-érotisée : à présenter la recherche du plaisir comme l'ultime but de la vie, comme un droit sacré, comme une nécessité pour être considéré « normal », on en fait une obligation pour des catégories de personnes qui, autrement, apprendraient à s'en passer : les enfants et les homosexuels.



Le cardinal Joseph Ratzinger

Car tout se tient dans notre monde déboussolé : la prostitution enfantine, le viol et l'inceste, l'infidélité et l'homosexualité active. Ces fléaux ne peuvent être traités séparément car il faut tout de même être logique.

Le plaisir sexuel est-il un droit inaliénable ? Alors qu'on laisse chacun le chercher où il peut du berceau à la tombe.

Est-il au contraire lié à une économie divine, à un plan de Dieu sur

l'humanité ? Alors, la perspective devient toute autre...

Comme le cardinal Ratzinger, je ne crois pas que le bonheur, la dignité et l'épanouissement des homosexuels doivent nécessairement passer par l'activité sexuelle : dans ce monde particulier, les amours sont très souvent orageuses, les jalousies féroces et les crimes passionnels fréquents.

L'homosexualité est certes une

grande épreuve pour un cœur sensible, mais il se trouve dans la même situation que l'homme qui aime une femme inaccessible : s'il a de l'honneur, il se contentera de l'aimer de loin... Et cette souffrance acceptée peut développer en lui une puissance d'amour insoupçonnée pour d'autres défavorisés de la vie. Il y a bien des façons d'aimer.

Les homosexuels ont souvent une personnalité très attachante ; il leur est facile de se faire des amis, surtout dans le milieu féminin avec qui ils ont beaucoup d'affinités. L'amitié féminine peut-elle pour eux remplacer l'amour masculin ? Pour cela, il faudrait d'abord cesser de mesurer la valeur d'un homme à l'ampleur de ses prouesses sexuelles...

— SIMONE BORDELEAU
La Sarre, le 12 novembre.

■ Trop de sexe

DANS SON discours officiel, l'Église ne claiionne plus guère que sur le thème de la morale sexuelle ; elle a réussi à ramener le message évangélique à « cela » ou peu s'en faut...

Serait-on en train d'assister aussi au déclin de l'empire spirituel ? Si ma mémoire est fidèle, ce ne sont ni les homosexuels ni les prostituées qui ont crucifié le Christ ; ce sont les « justes », légistes et grands prêtres qui, eux, avaient peur de Lui !

— MARY DOUGLAS
St-Sylvestre, le 12 novembre.

□ Des revendications acceptables

■ Est-ce juste ?

Lettre adressée à M. Richard L'Ecuyer, directeur général de l'hôpital Sainte-Justine

APRÈS 14 mois de négociation peu rentable, nous attendons toujours la signature d'une convention collective acceptable. Comme vous êtes consulté sur le contenu des offres gouvernementales, nous désirons vous sensibiliser à l'équité de nos revendications et vous faire part de nos principales préoccupations.

Comment maintenir, par exemple,

la qualité des services face à l'augmentation constante de la clientèle (suite à l'absorption de clientèle d'autres hôpitaux...) s'il n'est pas possible d'ouvrir des postes chez les professionnels ? En outre, cette surcharge se fait lourdement sentir sur la santé de plusieurs d'entre nous qui sont, de ce fait, menacés de « burn-out ».

Est-il juste qu'en tant que professionnels, nous ayons subi des pertes de salaire de 20 % de janvier à avril 1983 et que nous n'ayons même pas retrouvé, en 1986, des salaires équivalant à ceux de juillet 1982, ce qui

n'a pas été le cas dans le secteur privé ? Pire encore, ce sont les professionnels dont on a reconnu l'excellence, suite au concours de la classe I, qui ont été les plus gravement touchés ; en effet, leur échelle de salaire a connu un gel total depuis 1982.

Pourtant, le coût de la vie a augmenté de plus de 12 % depuis cette date et nous ne sommes pas sans savoir que médecins, cadres, directeurs d'hôpitaux, policiers, députés, ministres... ont bénéficié, durant cette même période, d'augmentations substantielles.

Est-il juste de trouver encore,

dans nos conventions, des échelles discriminées (celles des ergothérapeutes et des bibliothécaires, par exemple), ces postes étant à l'origine détenus en majorité par des femmes ? On sait bien cependant qu'aujourd'hui on retrouve des chefs de famille autant chez les femmes que chez les hommes.

Nous restons également préoccupés par le chômage persistant chez les jeunes professionnels et par l'absence de mesures qui permettraient de leur ouvrir des portes [...]

— LOUISE CARDINAL
et 73 membres du Syndicat des professionnels des Affaires sociales (Sainte-Justice).
Montréal, le 7 novembre.

Spéculation

■ Mort d'une coop

CE JEUDI, la coopérative d'habitation de Pointe-St-Charles enterre son projet. Né de trois ans d'efforts, de solidarité et d'espoirs, notre projet a avorté sous les coups de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Nous voulions nous loger convenablement, habiter notre quartier, payer un loyer abordable. La SCHL nous l'a refusé. Sa réponse nous a fait l'effet d'une douche froide : elle acceptait notre projet, l'achat de la maison, sa rénovation... mais à quel prix ! Faisant fi des directives les plus raisonnables de la Régie du logement, elle a voulu doubler nos loyers. Bien entendu, nous étions incapables d'assumer une telle hausse.

Malgré tous nos efforts et toutes nos explications, la SCHL a maintenu sa décision : des loyers à plus de \$ 400 par mois, ou rien du tout. Il est possible que ce montant apparaisse acceptable pour certains ; mais dans un quartier où les ménages ont un revenu moyen de \$ 15,000 par année, où le prix des loyers est approximativement de \$ 200 par mois, ce que nous demandait la SCHL est absolument irréaliste.

Nous sommes profondément choqués de cette décision de la SCHL : en plus de ne pas tenir compte de notre capacité de payer, elle nous révèle son rôle d'agent de spéculation. Déjà, Pointe-St-Charles est soumis aux pressions dangereuses des investisseurs immobiliers (un quartier si proche du centre-ville représente un enjeu important). On y vend, on y achète, on y rénove, on y construit... et on en chasse la population résidente en louant à des prix exorbitants.

En doublant les loyers, la SCHL stimule l'inflation et invite les promoteurs privés à en faire autant. Face à de telles pratiques inflationnistes, notre communauté est condamnée à l'éclatement ; et ça, c'est grave quand il faut compter sur tout un réseau d'entraide pour survivre.

En plus de doubler nos loyers, d'encourager l'inflation du marché de l'habitation, la SCHL discrimine les ménages à petits revenus. Selon ses barèmes, les gens ayant entre \$ 13,000 et \$ 20,000 par année doivent englober plus du tiers de leur revenu dans leur loyer. En soi, cette proportion est énorme ; mais elle devient carrément inadmissible quand on découvre qu'elle est le double de ce qu'investi en moyenne le peuple canadien pour se loger.

Aujourd'hui, nous sommes démolibulés. Nous avons voulu prendre en mains nos conditions d'habitation ; peine perdue, la SCHL a saboté notre travail. Nous avons fait plus que notre effort ; maintenant, c'est aux politiciens de travailler pour redresser la situation afin que la SCHL exécute son mandat.

— LA COOP BRIC-A-BRAC
Pointe-St-Charles, 11 novembre.

Les CF-18

■ Dans la spirale de la guerre

L'OBTENTION du contrat d'entretien des chasseurs CF-18 par Canadair vient de jeter une véritable douche d'eau froide sur l'ensemble du mouvement pacifiste au Québec.

Après l'acceptation des essais des missiles Cruise sur le territoire canadien et la signature du contrat pour le renouvellement des accords du NORAD, le Canada est maintenant très mal placé pour revendiquer l'air de la nation la plus pacifique pacifique des Nations-Un.

Qui plus est, non seulement le lobby des militaires n'a plus besoin de se manifester, ni même celui des entreprises multinationales, mais ce sont les chambres de commerce, les universités et les cégeps qui sont entrés dans la ronde pour exiger de plus en plus de ressources naturelles et humaines pour la fabrication d'armes de plus en plus nombreuses et de plus en plus sophistiquées.

Le Québec a besoin d'autres modèles de développement. Il doit prendre conscience des menaces que constituent pour son économie ces activités de production reliées aux armements. Il doit bâtir une stratégie en vue de reconstruire ses 100 usines qui fabriquent des armes ou des pièces d'armements et de se soustraire progressivement aux desiderata et aux pressions des USA. Toutes les forces vives de la nation doivent s'unir pour exiger d'Ottawa et de Québec un changement de cap radical. [...]

— JULES DUFOUR
Chicoutimi, le 2 novembre.

VIENT DE PARAÎTRE

LE DÉFI DU PLEIN EMPLOI

UN NOUVEAU REGARD ÉCONOMIQUE

DIANE BELLEMARE ET LISE POULIN SIMON

Diane Bellemare et Lise Poulin Simon nous convient dans le le présent ouvrage à une analyse et une réflexion d'économie politique dans laquelle elles jettent les bases d'une approche cohérente et efficace pour mettre à la portée du Canada et du Québec le plein emploi.

C'est un défi qu'elles lancent ici aux gouvernements, aux syndicats et aux patrons en confrontant ce qui se fait ici et qui ne marche pas à ce qui se fait ailleurs en Autriche, en Norvège et en Suède où on atteint le plein emploi.

EDITIONS
SAINT-MARTIN
4073, rue Saint-Hubert, suite 201
Montréal, Québec H2L 4A7
(514) 525-1346

Salon du livre
Stand 118

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Québec

dont certains sont cancérogènes, proviennent essentiellement de procédés industriels, du raffinage, du goudron, de l'asphalte, de l'incinération des déchets et des moteurs à combustion. Les composés halogénés volatils se forment pour la plupart à l'intérieur des usines de filtration de l'eau ou dans les aqueducs lorsque le chlore réagit au contact des matières organiques. Certains HPA pourraient aussi, indique les deux chercheurs, être libérés dans l'eau potable par les enduits de goudron qui tapissent l'intérieur des tuyaux de fonte des réseaux d'aqueduc.

Si le Québec fait désormais partie du club de moins en moins sélect des États ou provinces touchés par les micropolluants jusque dans leur eau potable, ses eaux de consommation demeurent, de façon générale, fort sécuritaires. En effet, hormis quelques exceptions, les concentrations de micropolluants identifiés lors des tests de 1985 sont infimes et, en général, bien inférieures aux normes québécoises, nord-américaines ou internationales.

Les concentrations de HPA relevées dans ces tests se calculent en parties par trillion (nanogrammes par litre: ng/l). Un ng/l équivaut à une goutte dans une piscine olympique. Les concentrations d'halogénés se calculent en parties par milliard (microgramme par litre).

Cette première confirmation de la présence de micropolluants dans les eaux potables de la province, même en quantités infimes, a incité le ministère à effectuer une troisième série de tests entre le 3 février et le 18 mars derniers. Les résultats ne sont pas encore disponibles. Il a été impossible de déterminer à partir des documents obtenus si le ministère vérifie désormais la présence d'insecticides et de phénols dans l'eau potable, comme le lui ont recommandé ses experts en 85. Ces derniers lui ont aussi suggéré de vérifier à l'avenir la présence de micropolluants à l'intérieur des réseaux de distribution municipaux et non seulement à l'entrée et à la sortie des usines de filtration.

LE DEVOIR a obtenu les rapports signés par MM. Larue et Messier ainsi que les résultats des deux campagnes d'échantillonnage de 1985 en vertu des dispositions spéciales de la Loi de l'Environnement qui autorisent l'accès aux informations détenuées par le ministère sur la présence de contaminants toxiques dans le milieu québécois.

Ce sont les eaux brutes de Trois-Rivières, Drummondville et Pierre-ville qui contiennent le plus de HPA. Les concentrations de HPA découlées à Trois-Rivières varient de 0 à 45 nanogrammes par litre (ng/l). Huit des 11 membres de la famille des HPA examinés en juillet 85 se retrouvaient dans l'eau brute de cette ville industrielle. Certains de ces HPA sont considérés comme cancérogènes et mutagènes chez les humains et les animaux.

La norme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour les HPA est fixée à 200 ng/l. Le traitement de l'eau à Trois-Rivières est fort efficace puisqu'il a réduit de 95 % les concentrations de HPA dans l'eau traitée, ce qui se compare à d'autres villes comme Sorel (93 %) et Lauzon (85 %) où on a aussi trouvé des concentrations respectives de 27 et 91 ng/l.

Ville de LaSalle se démarque aussi de l'ensemble des autres villes par les concentrations élevées de HPA identifiées dans son système d'aqueduc. C'est le seul endroit où les chercheurs ont prélevé des échantillons

au robinet et aux bornes fontaines car ils voulaient vérifier si le dépôt de produits toxiques, enfoui près de la rue Bélec, avait pu contaminer le réseau local. Un des tests a permis d'identifier une concentration de HPA atteignant 91,8 ng/l, soit près de la moitié du seuil de sécurité fixé par l'OMS.

Le réseau d'aqueduc de LaSalle est aussi le seul endroit où les six HPA considérés comme les plus dangereux par l'OMS dépassent la norme de 30 ng/l fixée pour le total sécuritaire de ces six produits. Le total des six HPA les plus dangereux atteignait en effet 53,4 ng/l. Aucune concentration de cette importance n'a toutefois été relevée au même endroit lors des tests préventifs effectués par la suite.

Les chercheurs ne pensent pas que la présence de HPA en concentrations importantes dans l'aqueduc de LaSalle soit le fait d'une infiltration des toxiques présents dans le dépôt de la rue Bélec, nettoyé par Québec l'été dernier. En effet, d'autres concentrations élevées se retrouvaient aussi en amont du dépôt dans les tuyaux de l'aqueduc. MM. Larue et Messier estiment plutôt que ces HPA proviendraient de la lente dissolution des enduits de goudron posés par les fabricants à l'intérieur des tuyaux de fonte ductile.

Informé de ces faits en 85, le ministère n'a pas jugé bon de remettre en question l'utilisation de ces enduits dans les aqueducs municipaux en construction. Et ce, même si une étude de Santé et Bien-être Canada (1982), citée par M. Larue, mentionne explicitement ce risque.

« Les tests que nous avons effectués par la suite au même endroit nous ont donné des valeurs en HPA bien inférieures de sorte que nous pensons être en présence d'un épisode inexplicable, d'un cas isolé », a déclaré au DEVOIR M. Jean Vachon, le directeur des Eaux souterraines et de consommation au ministère de l'Environnement. Un chimiste consulté par LE DEVOIR estime par contre que la norme québécoise sur les enduits goudronnés « ne permet vraiment pas de savoir avec un test de trempage de 24 heures si ces enduits de goudron peuvent ou non libérer des HPA en quantité importante. C'est une norme qu'il faudrait sans doute réviser à la lumière de ces indications car les tuyaux de fonte ductile équipent la plupart des réseaux d'aqueduc du Québec ».

Les autres tests effectués pour déterminer la présence de composés halogénés volatils dans les eaux brutes et traitées ont démontré qu'une seule ville québécoise, soit Repentigny, dépassait la norme américaine de 100 microgramme par litre (ug/l), soit 100 parties par milliard de trihalométhanes. Les trihalométhanes ont été identifiées comme cancérogènes chez des rats et des souris. L'Environnemental Protection Agency (EPA) estime que l'ingestion pendant toute une vie d'une eau contenant 1,9 ug/l de trihalométhanes se traduit par un cas de cancer par 100.000 personnes.

Ces produits, apparentés au chloreforme, se forment au contact du chlore utilisé à l'usine de filtration avec les matières organiques qui échappent à l'épuration.

Le rapport Larue indique toutefois que les concentrations de trihalométhane n'ont pu être déterminées dans les eaux de Trois-Rivières et de Saint-Hyacinthe en raison de problèmes techniques mais que ces villes « se classeraient parmi les municipalités contenant le plus de chloroforme » dans leurs eaux traitées.

M. Larue indique aussi que les concentrations de trihalométhanes augmentent de 50 % dans le réseau d'aqueduc de ville LaSalle lorsque l'eau des usines Des Bailleurs et Atwater, appartenant à Montréal, y pénètrent. Comme s'il s'y produisait une réaction à retardement. Le même phénomène pourrait se produire dans les autres réseaux, ajoute l'ingénieur du ministère de l'Envi-

ronnement qui recommande des tests suivis à l'avenir sur cet aspect méconnu de la pollution des réseaux d'aqueduc.

L'usine de filtration Des Bailleurs à Montréal, la plus importante de la province, fournit une eau de qualité exceptionnelle, d'après ces différentes analyses. Il a été impossible d'y détecter le moindre HPA après traitement même si l'eau puisée au fleuve contenait du fluoranthène (12,7 ng/l) et du pyrène (73,5 ng/l). Les trihalométhanes après traitement ne dépassaient pas 21 microgramme par litre, soit 10 fois moins que la norme américaine.

Les tests effectués en juillet 85 indiquaient par ailleurs que les eaux brutes de Terrebonne et Granby affichaient certaines concentrations de HPA. « Les cas de Terrebonne et Granby sont moins inquiétants dans un sens, note le rapport de service du ministère de l'Environnement, car il s'agit d'eau brute et que les chromatogrammes obtenus des eaux traitées démontraient que le traitement avait amélioré la qualité de l'eau. Cependant, dans le cas de Chomedey (Laval) et de Longueuil, c'est le contraire que l'on remarque », notent les chercheurs qui recommandent une « étude plus approfondie ».

Aucun des tests effectués en 1985 n'a permis d'établir la présence de BPC au dessus du seuil de détection de l'appareillage sophistiqué à la disposition du ministère.

◆ Foule

chiffre qui risque fort de ne pas être atteint.

L'ancien premier ministre René Lévesque aura été la grande vedette de cette édition 86. Son livre (qui dépasse les 150.000 copies vendues) est le *must* du salon. M. Lévesque est régulièrement présent au stand de son éditeur, Québec-Amérique, où, atablé avec son paquet de cigarettes, son briquet et son cendrier débordant de mégots, il signe avec une bonne humeur constante des centaines et des centaines d'exemplaires. Lorsqu'il arrête, pour se reposer, on indique l'heure de son retour sur un carton, et il est courant de voir la foule se réinstaller à l'intérieur des cordons (les seuls du salon) pour attendre qu'il revienne. « Ben oui, c'est lui, y'est là ! », répètent des gens qui le repèrent et s'attardent, même sans livres à acheter, devant le kiosque assailli.

Hier, le pauvre Émile Ollivier, l'auteur de *La Discorde au cent voix*, dont la séance de signature avait été fixée au même moment, juste en face du kiosque de Lévesque, a dû se contenter d'admirer une foule vue de dos sans trouver un seul acheteur.

Le nouveau maire de Montréal, Jean Doré, a participé vers quinze heures trente, hier, à une séance de signatures au kiosque de son éditeur (VLB), mais il n'a pas provoqué la même ruée. On a pu voir Doré, à quelques moments, en panne de livres à signer. Mais c'est à un tout autre style de premier magistrat que les visiteurs avaient affaire. Arrivés sans escorte, avec son épouse qui portait le bébé dans une poche-kangourou, Jean Doré circulait parmi le monde comme tout un chacun. « Bien des choses ont changé », a laissé tomber une jeune fille en le croisant.

À l'ouverture du salon, le président (absent), Roch Carrier, avait demandé au maire Doré le rappel du Grand prix littéraire de la Ville de Montréal, que le maire Drapeau avait aboli. M. Doré a confirmé au DEVOIR, hier, que ce prix existera à nouveau dès 1987. « Cette erreur de l'ancienne administration va être corrigée; je vais recréer ce prix, soit en accord avec le conseil des arts de la CUM, soit autrement; mais il existera en 87 ».

Des prix, il en existe plusieurs qui sont distribués au Salon du livre. Samedi soir, le romancier Robert Bailly a reçu le prix Air-Canada, décerné par la Société des écrivains canadiens, pour son livre publié à l'Hexagone, *Les Voyants*. Bailly se voit remettre deux billets d'avion pour la destination de son choix. Hier, les éditions Larousse remettaient les 10 volumes du Grand Dictionnaire encyclopédique (valeur \$1.495) à M. Émile-Joseph Setain, de Saint-Jean-sur-Richelieu, à la suite d'un concours visant à retracer le plus ancien « Petit Larousse » existant au Québec; M. Setain possédait une édition datant de 1906.

Au Salon du livre, hier, un nombre impressionnant d'auteurs (ou de vendeurs de livres) étaient à la disposition des passants : cela allait de Yves Beauchemin signant son tout récent *Journal à Jean-Éthier* Blais discutant de son dernier ouvrage, et Japrisot se laissant envahir par la passion de signer, mais aussi du jovialiste André Moreau tuyaoutant tout le monde pour expliquer son *Cosmos Intérieur* au frère Jean-Paul Desbiens qui offrait son plus récent bouquin, *L'actuel et l'actualité*, dans lequel, parlant de l'actualité, il écrit qu'il « l'accompagne comme un pianiste de party accompagne une vieille chanson lorsque le monde est presque tout parti » (c'est pas moi qui le dis). Et il y avait aussi cette dame qui offrait ses deux romans, *Un jour la jument va parler* et *J'espère qu'au moins il fera beau*.

Le salon 86, au-delà de ce pluralisme des plumes, est le marché d'un certain nombre de gros titres; une enquête rapide menée auprès des principaux kiosques (ceux où le tiroir-caisse résonne le plus souvent) nous apprend que, cette année, les Québécois achètent surtout, hormis le livre de René Lévesque, celui d'Hubert Reeves, *L'heure de s'enivrer* (il n'en restait plus au kiosque du Seuil dimanche à quinze heures); *La passion des femmes* de Sébastien Japrisot (au kiosque Gallimard); le livre de Diane Hébert (*Un second souffle*) et une biographie de Jeanne Sauvé au grand kiosque des Quinze.

Le Jour-Éditions de l'Homme; le roman de Michel Tremblay (*Le cœur découvert*) chez Lemac; la série Castor Poche (pour enfants) chez Flammarion; le Jean Doré (*Cher*

Montréal) et le Guy Deshaies (*Attachez vos ceintures*) chez VLB; *Laissez-moi devenir* du docteur Gilles Racicot (relations père-mère-enfants) chez Stanké (devançant le Gérard Pelletier); la « biographie non autorisée » de Jean Sinatra, le livre de Laurence Leamer sur Ingrid Bergman, et *Le temps d'une paix* chez Libre Expression; et enfin *C'était l'hiver*, de Jean Provencher, et le tome 2 de *L'Histoire du Québec contemporain*, au Boréal.

On le voit, la passion du Québécois moyen, dans le livre, oscille entre la politique, puis le regard vers le cosmos, entre la littérature populaire, puis la lutte pour survivre, entre le vedettariat, puis le goût de s'évader. Un panorama qui laisse peu de place à la littérature d'introspection, ou à la poésie, et dont le Salon du livre 86 offre un instantané qui indique que, liseur, le Québécois l'est de façon hétéroclite.

◆ Alzheimer

England Journal of Medicine.

Au point où le Dr Gauthier se propose d'expérimenter le produit auprès de 20 malades partagés en deux groupes composés de personnes dont la maladie est moins avancée et plus avancée. Ce qui permettra de mieux comparer les effets de ce médicament qui vise à remplacer les transmetteurs déficients du cerveau.

Le THA, qui est fabriqué par une compagnie de produits chimiques, Aldrich, n'est pas disponible en pharmacie. Il faut obtenir la permission d'Ottawa pour faire mettre le produit sous forme de capsule et l'administrer sous surveillance. Le Dr Gauthier compte entreprendre son étude dès le mois de janvier.

Le THA soulève de nouveaux espoirs, mais il a des limites. Sur les 17 personnes qui ont fait partie de l'étude rapportée dans le *New England Journal of Medicine*, 10 ont vu leur état nettement amélioré. Dans plusieurs cas, des personnes âgées qui avaient perdu la mémoire, se sont rappelés leur propre nom et ceux de leurs enfants après avoir pris le médicament. D'autres, qui étaient dépendants depuis plusieurs, sont redevenus autonomes.

Le William K Summers, de l'Université de Californie, à Los Angeles, qui a dirigé l'étude, et d'autres chercheurs font toutefois une mise en garde: le THA n'est pas un médicament qui guérit la maladie d'Alzheimer; il peut aider à améliorer la condition du malade. Le médecin insiste sur la nécessité de poursuivre les recherches pour voir dans quelle mesure les résultats obtenus persistent.

On devrait, d'autre part, connaître d'ici peu les résultats de la recherche qui se poursuit actuellement à l'Institut neurologique de Montréal sur le bétanchole, un produit chimique qui est acheminé lentement jusqu'au cerveau à l'aide d'une pompe munie d'un cathéter implanté sous la peau.

Le bétanchole remplace l'acétylcholine, le neuroconducteur naturel, explique le Dr Gauthier. En attendant les résultats complets de cette étude entreprise en collaboration avec neuf centres de recherches en Amérique, le chercheur qualifie les résultats préliminaires de « légèrement encourageants ».

Une autre équipe de chercheurs, dirigée par le Dr Denis Gauvreau, de l'INRS Santé, se penche sur les aspects alimentaires et environnementaux de la maladie ainsi que l'épidémiologie dans la région du Saguenay/Lac Saint-Jean.

Dans l'approche diététique, on explore entre autres les effets préventifs de la lécithine, lipide phosphoré qui est abondant dans le jaune d'oeuf, les produits laitiers, la fève soja.

On ne dispose encore d'aucune preuve scientifique des effets préventifs de la lécithine, mais il n'y a aucun danger à en prendre, particulièrement pour les personnes dites à risque, remarque le Dr Gauthier.

On peut acheter des suppléments de lécithine sous forme de granules dans les pharmacies ou les magasins d'aliments naturels. La dose recommandée est de 10 grammes, deux fois par jour.

Face aux effets possibles des dépôts d'aluminium, les personnes à risques peuvent aussi éviter de cuire leurs aliments dans des ustensiles en aluminium. On trouverait également de l'aluminium dans le thé et dans les anti-acides comme le Malox et l'Anfol, ainsi que dans les déodorants, indique ce chercheur.

Il n'est pas prouvé puisse pénétrer le cerveau à moins que la barrière hémato-encéphalique soit perméable. Ce sont là autant d'hypothèses de travail qui doivent être éclaircies dans les prochaines années par l'équipe du Dr Gauvreau.

◆ OSM

ailleurs qu'à la Place des arts, on ne parle plus de \$ 20 millions mais d'un montant grandement supérieur. Certains avancent le double.

D'autre part, entend-t-on dans certains milieux, tout le monde n'est pas convaincu qu'il faille investir tant d'argent pour une institution qui, d'une part, n'est pas dans la rue actuellement et, d'autre part, a une si petite collection (2.900 oeuvres) — certains collectionneurs privés en auraient autant ou davantage. Un événement à succès en art contemporain comme « Lumières », organisé par le Centre international d'art contemporain (CIAC), n'a attiré, en plein centre-ville en 100 jours, que 32.000 personnes, et *Aurora borealis*, l'an dernier, dans les mêmes conditions, un peu plus de 40.000 adeptes. Le maire Drapeau, pour sa part, a réussi à convaincre 700.000 visiteurs l'an dernier et 435.000 cet été de se déplacer dans des endroits qu'on dit difficiles d'accès, avec ses expositions archéologiques !

Dans la région de Montréal, un autre organisme s'attend à une réponse imminente de Mme Bacon. Il s'agit du Festival d'été de Lanaudière, qui espère encore que le gouvernement lèvera le moratoire qu'il a imposé sur la construction d'équipements

culturels à l'extérieur de Montréal et de Québec pour fêter ses dix ans avec une nouvelle salle ou, à tout le moins, la promesse qu'elle sera terminée en 1987. Sur un financement de \$ 7 millions, le festival de Lanaudière a déjà trouvé \$ 4,5 et espère obtenir de Québec une contribution de \$ 2,8 millions. Au cabinet de Mme Bacon à Québec, on explique que le cas du festival de Joliette est « autre chose » complètement et on se refuse à commenter davantage...

Toujours à Montréal, on indique que les \$ 20 millions du Musée des beaux-arts de Montréal pour ses agrandissements ne sont nullement remis en question malgré ses déboires avec l'entreprise privée et ses tergiversations avec les propriétaires de la rue Sherbrooke. Enfin, en ce qui regarde la construction, avec la Ville de Montréal, du Musée des sciences et des techniques, on nous indique qu'il ne s'agit pas d'un projet des Affaires culturelles mais bien de l'Éducation.

À Québec, maintenant, trois organismes attendent un signal des « Aff. cult. ». Le Musée du Québec d'abord, qui, après le succès mirobolant des impressionnistes et le léger surplus budgétaire qu'il a engendré (\$ 10.000 à \$ 15.000), a certainement relevé sa cote de popularité auprès du ministère. Le Musée du Québec attend, au bas mot, \$ 10 millions (idéalement \$ 15 millions) pour des projets d'agrandissement, aires d'exposition additionnelles et services (auditorium, café, boutique, etc.). Installé sur des terrains fédéraux — les plaines d'Abraham — le musée prétend que la direction des Parcs du Canada pourrait donner son assentiment très rapidement, le cas échéant.

La Fondation Riopelle attend également de savoir si la vieille prison attenante au Musée du Québec sera restaurée. Le projet sanctionné par l'ancien gouvernement prévoyait des investissements de \$ 7 millions. Ce dossier serait peut-être moins prioritaire, laisse-t-on entendre, car la fondation n'est pas encore très bien dotée.

Enfin, le Musée de la civilisation à Québec, un projet de \$ 30 millions, que le constructeur Janin doit livrer à la mi-février, restera une « coquille vide » si le ministère ne débloque pas un financement d'opération substantiel en 1987-88.

Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'un investissement en capital mais d'un financement de démarrage de l'ordre de \$ 10 millions pour aménager les deux tiers d'un édifice qui se résume, pour le moment, à une structure de béton et d'acier uniquement. Pour débloquer ces fonds, le ministère doit d'abord savoir ce que le Musée de la civilisation entend faire de sa collection de 55.000 oeuvres entreposées dans des hangars à Québec. Le directeur général du Musée de la civilisation, Guy Doré, affirme avoir fait parvenir récemment au ministre des Affaires culturelles ses projets en ce sens...

Moins prompts sur le béton que leurs prédécesseurs, les libéraux semblent davantage intéressés aux concepts sortant des tables à dessin comme étape préliminaire essentielle d'un processus avant d'organiser les pelletées de terre et de réserver les bétonneuses !

◆ Ontario

çais. Bien que dotée uniquement de pouvoirs de recommandation, cet organisme est appelé à jouer un rôle décisif en raison des fonctions qui lui ont été attribuées. C'est elle par exemple qui recommandera la désignation des organismes devant offrir des services en français et qui verra au besoin la liste des régions désignées où les francophones peuvent être servis en français.

Elle peut aussi recommander des modifications aux projets de prestation de services en français mis au point par les organismes gouvernementaux et informer le public de ces projets et de ces recommandations. En outre, elle est chargée d'examiner la disponibilité et la qualité des services en français et de faire des propositions en vue de leur amélioration.

La Commission doit être dissoute trois ans après l'entrée en vigueur de la loi. Elle vise donc essentiellement à mettre en branle le processus de francisation.

L'application de la législation ne doit pas toutefois dépasser les limites « raisonnables ». La loi stipule à ce sujet que « si toutes les mesures raisonnables ont été prises et que tous les projets raisonnables ont été élaborés afin de faire respecter la présente loi, les obligations qu'elle impose aux organismes gouvernementaux et aux institutions de la Législature sont assujetties aux limitations raisonnables et nécessaires qu'exigent les circonstances ».

Outre les municipalités, qui sont explicitement exclues du champ d'application de la loi (avec la réserve apportée plus haut), les organismes qui y seront soumis restent, dans une large part, à déterminer. La loi spécifie par exemple que « les établissements psychiatriques, les foyers et les collèges d'arts appliqués et de technologie, administrés par un ministère, ne sont pas inclus, à moins d'être désignés par les règlements en tant qu'organismes offrant des services publics. » Il en est de même des organismes subventionnés qui fournissent un service public.

Par contre, la loi est plus claire à l'égard des universités qui pourront refuser l'application d'un règlement les enjoignant à offrir des services en français : « le règlement pris en application de la présente loi et qui s'applique à une université n'entre pas en vigueur sans le consentement de l'université ».

La loi contient en annexe une liste exhaustive de municipalités ou de districts où s'applique la loi. Cette liste peut être révisée au besoin par le gouvernement.

Les réactions de la presse ontarienne à cette nouvelle loi ont été généralement positives. Le *Globe and Mail* par exemple a salué avec satisfaction une législation qui trans-

forme en garantie ce qui n'était auparavant que simple rapiécage. Le quotidien torontois note en conclusion comment il est surprenant de constater que le changement devient possible quand la loi l'exige.

Le ministre Grandmaitre a abondé dans le même sens lors de son allocution de samedi en précisant que « l'État peut enfin devenir un agent de changement au bénéfice des francophones de l'Ontario. » Les francophones de l'Ontario, a-t-il ajouté, « peuvent envisager leur avenir moins en terme de combat et plus en terme de légitimité ».

◆ Aquino

fois sortant du palais présidentiel, le sourire aux lèvres, après avoir rencontré Mme Aquino pendant 15 minutes.

L'ex-ministre de la Défense avait indiqué par le passé qu'il consulterait ses « amis » s'il était chassé du gouvernement, laissant supposer, selon des observateurs politiques, que si ses partisans préféraient entrer en confrontation avec le gouvernement, il se joindrait à eux.

Il reproche à « Cory » Aquino de ne pas avoir organisé de nouvelles élections présidentielles, de ne pas avoir réuni à nouveau l'Assemblée nationale et de ne pas s'être montrée plus ferme avec les rebelles communistes.

Mais Aquilino Pimentel, ministre de l'Administration régionale, a déclaré qu'Enrile avait promis à Mme Aquino qu'il ne tenterait pas de rallier ses partisans au sein de l'armée. « M. Enrile, d'après ce que l'on m'a dit, a donné sa parole à la présidence », a indiqué Pimentel à la presse.

Lors d'une brève intervention à la télévision, Mme Aquino a déclaré : « Nous avons besoin de repartir à zéro », ajoutant que récemment sa « circonspection avait été considérée comme un signe de faiblesse et ses tentatives en vue d'une réconciliation comme de l'irrésolution ».

Elle a indiqué qu'elle s'attendait à recevoir la démission de tous les membres de son gouvernement, ajoutant qu'elle révoquerait tous ceux qui refuseraient de renoncer à leur poste. Elle n'a pas précisé combien de ministres retrouveraient des fonctions au sein du gouvernement.

L'armée a poussé Mme Aquino à se débarrasser d'éléments « incompatibles », ce qui désignent pour de nombreux Philippines des ministres de gauche. Teodoro Benigno, attaché de presse, et Joker Arroyo, secrétaire, figurent parmi ceux qui ont présenté leur démission.

Salvador Laurel, qui n'assistait pas au conseil des ministres, doit démissionner en tant que ministre des Affaires étrangères, mais conservera son poste de vice-président.

Mme Aquino a indiqué que Ramos avait « pris des mesures préventives contre l'inconscience de certains éléments de l'armée. Je préviens donc tous ceux qui pourraient être tentés d'exploiter la situation que les mesures les plus sévères seront prises contre eux, s'ils tentent quoi que ce soit ».

Elle a aussi donné à l'extrême gauche une semaine pour convenir d'une trêve après 17 ans de rébellion armée, à défaut de quoi les insurgés devraient s'attendre à subir des mesures de répression de la part du gouvernement.

Acclamée par des milliers de personnes, le chef de l'État a ensuite assisté à une messe en plein air, à Manille, au cours de laquelle elle a lancé un appel à l'unité.

Des points de contrôle ont été dressés sur toutes les routes menant à la capitale pour empêcher les partisans d'Enrile d'y pénétrer, alors que des officiers fidèles à l'ex-ministre de la Défense ont été démis de leurs fonctions par Ramos, dans le nord de Luzon.

Le gouvernement américain et d'influents membres du Congrès ont renouvelé hier leur soutien « ferme et sans équivoque » à la présidente des Philippines, Mme Corazon Aquino, exprimant leur satisfaction qu'une tentative de coup d'État ait avorté à Manille.

Le département d'État, par la voix de son porte-parole, Mme Anita Stockman, s'est déclaré « heureux que la tentative de coup d'État annoncée ait échoué ». « Les États-Unis, indique un communiqué, réitèrent leur soutien ferme et sans équivoque envers la présidente Aquino et son administration ».

« Ils espèrent de tout coeur, poursuit le communiqué, que son appel du 23 novembre à tous les secteurs de la société philippine pour qu'ils s'unissent, afin de protéger la démocratie et reconstruire leur pays, sera couronné de succès ».

Par ailleurs, Mme Stockman a indiqué que le choix de Mme Aquino pour remplacer son ministre de la Défense, M. Juan Ponce Enrile, s'était porté sur « un éminent militaire et diplomate professionnel », en la personne de M. Rafael Ileteo.

De son côté, le sénateur Richard Lugar (Républicain — Indiana), président de la Commission des Affaires étrangères du sénat, a déclaré que Mme Aquino « est le seul facteur d'unité dans la politique des Philippines », ajoutant qu'elle reçoit tous les jours l'assurance d'un soutien à 100 % des États-Unis.

M. Lugar a considérablement aidé à façonner la politique américaine à l'égard des Philippines, depuis que Mme Aquino a pris le pouvoir en février dernier.

Enfin, le sénateur Sam Nunn (Démocrate — Georgie), prochain président de la Commission des Forces armées du sénat, tout en réaffirmant son soutien à Mme Aquino, a affirmé hier que les militaires philippins « doivent maintenant se réorganiser et gagner la confiance du peuple ».

À Honolulu (Hawaii), où il vit depuis qu'il a été déposé, le prédécesseur de Mme Aquino, M. Ferdinand Marcos, s'est refusé à commenter dans l'immédiat la situation aux Philippines, a déclaré son porte-parole, M. Guillermo Trinidad.

AUJOURD'HUI

Soirée de discussion ayant pour thème le cinéma : « Rambo : qu'est-ce qu'il a qu'on n'a pas ? », au Bar Centre-Ville (280, rue Sainte-Catherine est), ce soir à 20 h.

Quatrième d'une série de six rencontres consacrées à la liturgie, avec le père Jean l'Archevêque, jésuite, ce soir à 19 h 30, au Gesù (1200, rue de Bleury (métro Place-des-Arts), 866-2305.

L'Institut psycho-technique (609, rue Larry est) présente une conférence audio-visuelle intitulée : « Jeu de progrès, gestion du stress », tous les lundis de 19 h 30 à 21 h, 271-8895.

Le CLSC de la Côte-des-Neiges tient son assemblée annuelle d'information, ce 24 novembre à 14 h, au 3600, rue Van-Horne, 2e étage, salle 204.

Pierre Vallières, écrivain, présentera une conférence-témoignage ayant pour titre « Itinéraire politique et spirituel », ce soir à 19 h 30, au Centre Saint-Pierre (1205, rue de la Visitation - métro Beau-dry), 524-3561, poste 303.

Conférence et « diaporama » avec le directeur du Musée d'art contemporain, Marcel Brisebois, ce 24 novembre à 13 h 30, à l'auditorium de la Banque royale (1, place Ville-Marie, mezzanine 2), 937-7937.

Les départements de communication de l'U de M et de l'UQAM vous invitent à une conférence intitulée : « Les effets pervers de l'impérialisme culturel », avec le Dr Mowlana, ce 24 novembre à 16 h 30, salle A-415 du pavillon Marie-Victorin (90, avenue Vincent-d'Indy).

La Marie debout, centre d'éducation pour femmes, vous invite à prendre le petit déjeuner et rencontrer Odette Brosseau qui parlera de communication et de médias, ce 24 novembre, au 562, rue Leclaire, 255-1304.

La Société canadienne du stress offre une session pour mieux traverser l'épreuve de la séparation, dès ce novembre, au 1826, rue Sherbrooke est, 527-3523.

« Parions affaires » au collège Marie-Victorin, ce 24 novembre de midi à 13 h;

calcul des taux d'emprunt avec les étudiants de techniques administratives, au pavillon central du collège.

Le CAP du collège du Bois-de-Boulogne vous invite à venir rencontrer ses instructeurs et à vous initier aux différentes activités, du 24 au 26 novembre, 332-3000, poste 339, ou 332-3009.

Conférence médicale avec le Dr John F. Oram, de Seattle (Washington), ce 24 novembre à 11 h 30, à l'Institut de recherches cliniques de Montréal (110, avenue des Pins ouest), 842-1481.

La bibliothèque Marius-Barbeau du service des bibliothèques de Laval vous invite, ce soir à 19 h, à une clinique de ski de fond au 455, montée du Moulin, à Saint-François, 662-4005.

Concertation-Femmes vous invite à rencontrer Yvette Rousseau, sénatrice, qui parlera de sa vie et de sa carrière, ce soir à 19 h, au 12137, rue du Bois-de-Boulogne, 336-3733.

Le Forum des citoyens âgés annonce une réunion d'information ayant pour sujet « le service de conciliation de la Régie du logement », ce 24 novembre à 13 h 30, à l'édifice de l'Ambulance Saint-Jean (405, boulevard de Maisonneuve est - métro Berni), 937-7401.

Au Centre Leunis, dans le cadre des « lundis de la foi », les 18-30 ans sont invités à une rencontre de réflexion et d'échanges sur « la mort approchée », ce soir de 20 h à 22 h, au 4101, avenue de Vendôme (métro Villa-Maria), 481-2781 (jour), 487-5399 (soir).

Dans le cadre du Salon du livre de Montréal, débat intitulé : « Le cinéma, une littérature ? », avec



**Le Mas
des
OLIVIERS**

MACRO-ECONOMIE

HEUREUSES PERSPECTIVES

OTTAWA (PC) — Pour les quelques mois à venir, l'économie devrait continuer à progresser de façon modérée comme c'est le cas depuis quelque temps, a indiqué Statistique Canada.

L'indice général des principaux indicateurs économiques de l'organisme a en effet gagné 0,3 %, en août. Ces indicateurs donnent une idée des futures tendances de l'économie.

Si l'indice général a grimpé, ce fut surtout grâce aux achats nombreux de maisons et d'articles importants par les consommateurs.

Des 10 indicateurs qui servent à établir l'indice, six ont progressé durant le mois. C'était tout comme en juillet.

Les indicateurs de l'activité manufacturière ont par ailleurs contribué à ralentir la hausse de l'indice général. Ces indicateurs sont eux-mêmes basés sur les nouvelles commandes, le rapport expédition et inventaire de produits finis chez les fabricants et le nombre moyen d'heures de travail par semaine dans l'industrie manufacturière.

L'économie américaine progresse

WASHINGTON (AFP) — L'économie américaine a enregistré une croissance de 2,9 % en rythme annuel au troisième trimestre, a annoncé le ministère du Commerce, révisant ainsi en hausse une première estimation.

Le ministère avait annoncé en octobre une croissance de 2,4 % durant ces trois mois, après 0,6 % au deuxième trimestre (en rythme annuel).

Une inflation sensiblement plus forte a accompagné la reprise du PNB américain. Mesurée par le déflateur du PNB, elle a atteint 2,4 % (en rythme annuel) au troisième trimestre, après 1,7 % au deuxième.

L'accélération de l'activité économique aux États-Unis durant l'été paraît surtout s'expliquer par le gonflement des ventes d'automobiles, stimulées à partir du mois d'août par des conditions de crédit très favorables.

Les Américains importent 33 % plus de pétrole en un an

WASHINGTON (AFP) — Les États-Unis ont accru leurs importations de pétrole brut de 33 % en un an et réduit leur production de 3,7 %, selon des statistiques de l'American Petroleum Institute (API) portant sur le mois d'octobre.

Le rythme quotidien des importations de pétrole brut a atteint 4,3 millions de barils le mois dernier, contre 3,2 en octobre 1985, d'après l'API. La production aux États-Unis est tombée à 8,6 millions de barils par jour — son plus bas niveau depuis les années 50, selon l'API —, contre 9 millions de barils par jour un an plus tôt.

La consommation accrue de carburants, stimulée par la baisse des prix, est l'un des ressorts de l'importation. Les ventes de carburants ont augmenté de 3,8 % en un an pour atteindre 7,2 millions de barils par jour en octobre, tandis que les prix à la pompe baissaient de 30 % environ.

La dépendance pétrolière des États-Unis et la chute des cours du brut ont plongé l'industrie pétrolière américaine dans une crise sans précédent.

Les dépenses des ménages US enregistrent une baisse record

WASHINGTON (AP) — Baisse record des dépenses des ménages américains au mois d'octobre : moins 2 %. Pourtant, les revenus des Américains ont progressé, légèrement, de 0,4 %.

Le ministère du Commerce a attribué l'importante baisse de la consommation des ménages à la forte baisse des ventes d'automobiles le mois dernier, après des hausses au cours des deux mois précédents, les consommateurs s'étant rués sur les prêts à taux avantageux accordés par les firmes automobiles.

La baisse d'octobre, la plus forte enregistrée depuis 27 ans, succède à des hausses de 1,4 % en septembre et de 0,9 % en août.

Les économistes se montrent inquiets au sujet de la faible progression des ménages américains, qui seront obligés de réduire leurs dépenses à l'origine de la croissance américaine. La baisse de la consommation au mois d'octobre confirme leurs thèses.

Mission canadienne en France

PARIS (PC) — Une importante mission d'hommes d'affaires canadiens conduite par le ministre Michel Côté, de l'Expansion industrielle régionale, est arrivée hier à Paris pour un séjour d'une semaine en France.

Composée d'une dizaine de dirigeants de grandes firmes, essentiellement des représentants d'industries canadiennes de pointe, cette mission a été nommée *Eureka*, comme le projet européen auquel les autorités canadiennes ont encouragé leurs industriels à s'associer.

Plaidant pour une coopération technique et industrielle plus riche entre le Canada et la France, le premier ministre Brian Mulroney avait appelé, en effet, les grandes compagnies canadiennes à participer au projet *Eureka*, lors de sa visite officielle en France.

Services publics : 1987 risque d'être morose

LA BONNE ACTION

PIERRE LUSSIER, MBA

collaboration spéciale

L'auteur est professeur au Cégep Bois-de-Boulogne

Les sociétés qui fournissent le gaz, l'électricité et le téléphone ont la réputation de verser des dividendes élevés (50 % de plus que le taux des titres inscrits à la Bourse de Toronto) et, de façon ininterrompue. Ce sont des titres défensifs qui peuvent intéresser les investisseurs conservateurs à la recherche d'un rendement positif certain. Mais si l'on en croit les experts, le potentiel de croissance de ces actions en 1987 demeure faible.

Pourquoi ces entreprises sont-elles en mesure de distribuer autant de dividendes (entre 5,5 % et 7 %) ? Parce qu'elles possèdent souvent le monopole de leur secteur dans une région désignée.

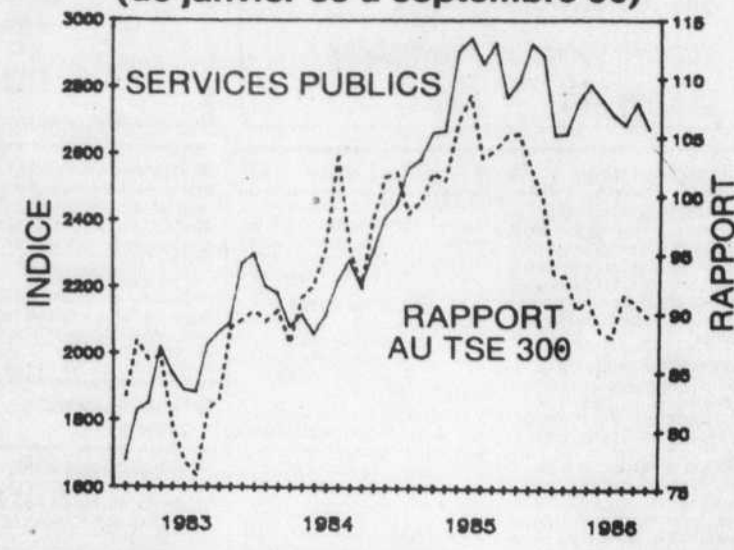
Si l'État permet à ces compagnies de fonctionner dans de telles conditions, il réglemente leurs activités en fixant, entre autres, un niveau de rentabilité qui ne doit pas être dépassé. Les profits sont ainsi assurés et les sociétés peuvent donc garantir un niveau de dividendes élevé. Conséquence de cette assurance de rendement : le cours du secteur est fortement corrélé à celui des obligations. Quand les investisseurs pensent que les taux vont baisser, les cours des sociétés de ce secteur montent.

Contrôle

Mais les organismes gouvernementaux influencent à la baisse sur le cours des actions du secteur. M. Robert Hastings de la firme Richardson, Greenfields pense que, dans l'avenir, les réglementations deviendront de plus en plus restrictives.

Voir page 11 : La bonne action

SERVICE PUBLICS — TSE 300 (de janvier 83 à septembre 86)



Conclusion d'une étude de la firme Secor

Les titres REA n'ont pas créé de Bourse parallèle

REAction

JEAN CHARTIER

La vogue des REA n'a pas créé une bourse parallèle, distincte du vrai marché boursier. Qui plus est, le phénomène REA n'est pas en marge des expériences nord-américaines. Au contraire, l'activité intense attribuable aux REA permet de faire des pas de géant et de rattraper le retard que le Québec avait à ce niveau.

C'est la conclusion d'une étude menée par la firme Secor pour le compte de la maison de courtage Lévesque, Beaubien. La populaire firme de recherche s'interroge sur la qualité des actions REA, leur prix d'émission, l'utilisation des fonds recueillis, le coût fiscal, l'information diffusée aux actionnaires et la pertinence des actions subalternes.

L'analyse évalue à 36 sur 125 le nombre d'émissions d'actions subalternes admissibles au régime d'épargne-actions en 1986. Aux États-Unis, une firme aussi prestigieuse que Dow Jones & Company a eu recours à une émission d'actions subalternes en 1984, affirme l'étude. Les émissions d'actions subalternes ne sont toutefois pas admises sur le parquet de la Bourse de New York. On les y considère plutôt comme contraires à l'esprit du vrai capitalisme, puisque le principe d'un vote pour une action n'est pas retenu pour ces actions et que, par conséquent, la participation au risque ne donne pas droit à la participation aux décisions.

En 1984, on n'a compté que cinq émissions REA subalternes sur 25 émissions d'épargne-actions au total. En 1985, ces émissions ont augmenté à 10 sur 58 et, en 1986, elles ont monté à 36. Il ne s'agit encore que du quart des titres émis d'après ce relevé. Ces

Croissance des indices (en %)

	1984	1985	1986
REA Lévesque, Beaubien	- 3,71 %	+ 42,40 %	+ 28,24 %
Bourse de Montréal	- 3,93 %	+ 19,33 %	+ 3,88 %
NASDAQ	- 11,40 %	+ 32,16 %	+ 8,78 %

* Au 10 octobre

Source : SECOR

36 émissions représentent toutefois près de 50 % des montants injectés dans les REA en 1986. C'est énorme.

La proportion de petites entreprises faisant appel à l'épargne demeure cependant encore peu élevée par rapport à ce qui se fait aux États-Unis. Il y eut en effet 36 premiers appels publics à l'épargne pour des émissions de moins de \$ 25 millions par des compagnies québécoises en 1985 et 498 aux États-Unis. Les États-Unis ont donc enregistré 13 fois plus de premiers appels publics à l'épargne de petites entreprises que le Québec.

Au cours des neuf premiers mois de 1986, le nombre n'était que de 27 au Canada, dont 18 au Québec, par rapport à 502 aux États-Unis. Toutefois, de nombreuses petites émissions d'épargne-actions sont survenues après cette date au Québec.

Les analystes de Secor — qui ne signent pas leur étude, soit dit en passant — ont noté aussi que l'indice REA de Lévesque, Beaubien a régressé de 3,71 % en 1984, par rapport à une régression de 11,43 % de l'indice hors cote du Nasdaq aux États-Unis. En 1985, la croissance de l'indice REA de Lévesque, Beaubien atteignait 42,4 % et, pour les neuf premiers mois de 1986, 28,2 %. C'est mieux que

les autres indices. L'indice de la Bourse de Montréal croissait en effet durant les mêmes périodes de 19,3 % et de 3,8 %. L'indice Nasdaq croissait pour sa part de 32,1 % et de 8,7 %. Les auteurs en concluent donc que la performance des titres REA dépasse systématiquement celle de l'indice Nasdaq et celle de l'indice de la Bourse de Montréal. On ne mentionne pas la Bourse de Toronto ici.

Les auteurs s'intéressent également au prix d'émission des actions en regard de la moyenne du secteur industriel considéré. Ces chiffres ne considèrent que 36 entreprises au total pour 1986. Sur celles-ci, 13 entreprises ont un prix d'émission supérieur à la moyenne de l'industrie et 23 entreprises ont un prix inférieur.

Les auteurs se servent aussi d'un relevé du *Financial Post*. Celui-ci souligne que 52 des 86 nouvelles émissions faites au Canada au cours des neuf premiers mois de l'année se transigeaient au 1er novembre à un prix inférieur au prix d'émission. Tous les marchés boursiers ont connu une baisse en 1986, écrivait-il, et ni la Bourse de Montréal, ni les titres REA n'ont échappé à cette tendance.

De 1979 à 1981, les titres REA en-

Variation de prix suivant l'émission

Variation (%)
après l'émission

Années	REA	TSE 300
1979-1986	+ 4,72	+ 2,35
1979	- 24,9	+ 7,56
1980	- 22,5	+ 1,39
1981	- 25,50	- 14,77
1982	- 3,37	+ 18,17
1983	+ 3,10	- 1,48
1984	- 6,88	+ 5,70
1985	+ 14,57	+ 3,59
1986	+ 7,23	+ 1,58

registraient de fortes chutes dans les mois qui suivirent leur inscription immédiate en Bourse. Pour les 118 titres de l'échantillon visant la période 1979-1986, les variations moyennes de prix concordent généralement, écrivait-il, trois mois après l'inscription en Bourse avec les variations de l'indice des 300 principaux titres de la Bourse de Toronto.

Toutefois, quand on examine les chiffres pour l'année 1979, on s'aperçoit que la régression des titres REA avait atteint en moyenne 24,9 %, trois mois après leur émission, ce qui était proprement désastreux. La régression atteignait encore 22,5 % en 1980 et 25,37 % en 1981. La situation fut donc mauvaise une année après l'autre.

Pourtant, en 1979, l'indice de la Bourse de Toronto avait progressé de 7,5 % et en 1980, de 1,3 %. Il y eut recul de l'indice boursier de 14,7 % en 1981.

La régression des titres REA se poursuivait en 1982 avec une chute de 3,37 %, tandis que le marché en gé-

Voir page 11 : REAction

LES TITRES REA

Date d'inscription	Émetteur	Déduction	Montant (millions)	Prix à l'émission	Prix au marché 17-11-86	Prix au marché 21-11-86	Var.
07-08-86	* A. Lambert International	100 %	5,0	5,0 \$	400	455	+ 55
10-12-85	* ACSI	150 %	2,0	200	330	340	+ 10
01-08-86	* Acier Leroux	100 %	5,0	5,0 \$	435	440	+ 5
24-04-84	* Alligo	150 %	3,5	5,0 \$	20 1/2	20 1/2	—
22-08-86	* Alimentation Couche-Tard	100 %	2,5	200	320	315	- 5
14-11-85	* Artopex	150 %	5,0	5,0 \$	8 1/2	8 1/2	- 1/4
13-11-86	* Atlantique A	50 %	6,5	6 1/2	5 1/2	5 1/2	- 1/4
9-10-86	* Auto Point	100 %	2,0	200	230	220	- 10
22-06-84	* Berkley pr. conv.	150 %	4,0	400	5 1/2	490	- 60
30-09-86	* Bestar Inc.	100 %	8,1	5 1/2	5 1/2	5 1/2	—
07-11-85	* Biltrite	100 %	11,5	8,0 \$	8	7 1/2	- 1/4
28-05-85	* Bombardier B	75 %	28,6	6,5 \$	25 1/4	25 1/4	+ 1/4
27-11-84	* Biotech Electronics	150 %	7,0	5,0 \$	490	490	—
13-08-86	* Cambior	75 %	150	9 1/2 \$	14 1/4	13 1/4	- 1/4
15-06-84	* Canam Manac Inc. A	100 %	9,5	3 1/2 \$	12 1/2	12 1/2	- 1/4
21-05-86	* Canam Manac	50 %	51,1	15 1/2	12 1/2	12 1/2	- 1/4
08-12-84	* Cancom	150 %	20,0	5,0 \$	11 1/2	11 1/2	+ 1/4
06-09-85	* Cascades	100 %	17,2	5 1/2 \$	12 1/2	12 1/2	+ 1/4
22-03-84	* CB Pak Inc.	75 %	27,0	12 1/2 \$	20 1/4	20	- 1/4
27-12-84	* CB Pak Inc.	75 %	24,0	12 1/2 \$	20 1/4	20	- 1/4
10-09-85	* Ciment St-Laurent A	50 %	14,0	11,0 \$	18 1/4	18 1/4	- 1/4
03-10-84	* Circo Craft Inc.	150 %	23,1	8 1/4	8 1/4	8 1/4	—
15-06-85	* CFCF Inc.	75 %	44,0	13 1/4	19 1/4	19 1/4	+ 1/4
23-04-85	* Consolidated Bathurst	50 %	100	16 1/4	28	28	—
14-11-85	* Cont. Pharma Cryosan A	150 %	6,0	5,0 \$	6 1/2	6	- 1/4
14-11-85	* Cont. Pharma Cryosan B	150 %	6,0	5,0 \$	6 1/2	6 1/2	—
07-05-85	* Corp. Fin. Power	50 %	27,4	27 1/4	22 1/4	21 1/4	- 1/4
14-10-86	* Crédit Ind. Desjardins	50 %	13,0	300	—	6 1/2	- 1/4
11-12-84	* Datagram Inc.	150 %	3,0	300	239	235	- 4
26-06-85	* Datamark	150 %	2,0	200	6 1/4	5 1/2	- 1/4
08-05-86	* Disnat (Investissements)	75 %	2,0	200	261	255	- 6
19-11-86	* Disq Saturne	100 %	3,0	275	—	54	—
15-06-85	* Dofor Inc.	50 %	25,0	9 1/4	16 1/2	16	- 1/4
06-06-85	* Domtar	50 %	56,2	17 1/2 \$	34 1/4	34 1/4	—
05-12-85	* Donohue Inc.	50 %	16,0	17 1/2	29	28 1/2	- 1/4
18-12-84	* Entreprises Hartco	150 %	7,0	7,0 \$	305	325	+ 20
30-09-85	* Equipements Denis	150 %	2,0	200	340	360	+ 20
04-12-85	* F. Armex Pr. conv.	150 %	2,2	200	153	155	+ 2
07-11-84	* FCA Internationale	100 %	12,5	18,0 \$	18 1/2	18 1/2	+ 1/4
22-10-86	* Fourgon Transit	75 %	400	400 \$	490	465	- 25
09-06-86	* Geoffrion, Leclerc B	75 %	10,5	6,0 \$	6	5 1/2	- 1/4
29-10-84	* Goodfellow	150 %	5,0	5,0 \$	430	440	+ 10
17-07-86	* Grifill Inc.	100 %	15,3	9,0 \$	7 1/4	9	+ 1 1/4
26-11-85	* Groupe Cogeco	100 %	8,3	7 1/2 \$	8 1/2	8 1/2	- 1/4
09-07-86	* Groupe Cogeco	75 %	9,0	9,0 \$	8 1/2	8 1/2	- 1/4
14-10-86	* Groupe DMR	75 %	20,0	8,0 \$	8 1/4	7 1/4	- 1/4
28-10-86	* Groupe Jean Coutu	50 %	48,0	8,0 \$	7 1/2	7 1/2	- 1/4
23-10-85	* Groupe Kaufel	150 %	6,3	200	6 1/2	6 1/2	+ 1/4
02-09-86	* Groupe Kaufel	50 %	10,0	—	6 1/2	6 1/2	- 1/4
30-12-85	* Groupe Lacroix	150 %	2,7	350	210	185	- 25
24-10-85	* Groupe La Laurentienne B	50 %	30,0	9,0 \$	10 1/2	10 1/2	+ 1/4
13-06-86	* Groupe La Laurentienne B	50 %	60,2	14,0	10 1/2	10 1/2	+ 1/4
11-06-86	* Groupe SNC	50 %	47,2	13,0 \$	11 1/2	11 1/2	- 1/4
06-01-86	* Groupe Tote	150 %	2,0	200	295	305	+ 10

Date d'Inscription	Émetteur	Déduction	Montant (millions)	Prix à l'émission	Prix 17-11-86	Prix au marché 21-11-86	Var.
16-06-86	Groupe Tote	100 %	13.0 \$	6.0 \$ *	295	305	+10
29-10-84	* Groupe Trans. GTC.	150 %	10.0 \$	438	12 1/4	12 1/4	+ 1/4
11-07-86	* Groupe Trans. GTC.	75 %	21.9 \$	12 1/2	12 1/4	12 1/4	+ 1/4
21-11-85	* Groupe Vidéotron	75 %	23.3 \$	7 1/4	15 1/4	15 1/4	—
07-06-85	* Guardcor Invest.	150 %	10.0 \$	9 1/2 \$ *	6	5 1/2	- 1/4
19-12-85	* Idéal Métal	150 %	13.0 \$	5 1/4	5	5	—
03-06-86	Imasco	50 %	258 \$	34 1/2	32 1/2	32 1/2	+ 1/4
12-11-85	* IPL Inc.	150 %	5 1/4	5.79 \$	6 1/4	6 1/4	+ 1/4
05-11-86	* Industries Amisco	100 %	5.3	5 1/4	5	5 1/4	+ 1/4
29-11-85	* Industries Charan Inc.	100 %	10.0 \$	10.0 \$	14 1/4	14	- 1/4
25-07-86	Industrie Domco	50 %	13 1/4	13 1/4	8 1/4	8 1/4	- 1/4
29-07-86	* Industries Trilon	100 %	12.0 \$	7 1/4	430	425	- 5
11-12-85	* Lambert-Somec	150 %	5.0 \$	325	380	395	+15
08-07-86	* Laperrière et Verreault	100 %	4.0 \$	400	6 1/4	6	- 1/4
07-01-86	* Lavallin Tech.	100 %	10.0 \$	475 *	265	260	- 5
30-10-86	* Lépine-Cloutier	100 %	3.5 \$	250	235	215	-20
03-07-86	* Lévesque Beaubien A	50 %	57.0 \$	8 1/4	6 1/4	6 1/4	+ 1/4
10-06-86	Logistec B	50 %	12.0 \$	9 1/4	5 1/4	5 1/4	- 1/4
25-03-84	* Louvem Inc. pr. conv.	150 %	8.0 \$	5.0 \$	260	255	- 5
15-11-85	M-Corp Inc.	150 %	4.8 \$	14 1/4	14 1/4	14 1/4	—
29-08-86	* Manufacture Leader	75 %	3.6 \$	3.0	244	250	+ 6
16-12-85	* Matco Mart Inc.	150 %	2.5 \$	250	210	210	—
09-04-84	* McNeill, Mantha Inc.	150 %	3.0 \$	150	5 1/2	5 1/2	- 1/4
22-11-85	* Memotec Data	150 %	10.5 \$	7 1/4 *	10 1/4	10	- 1/4
03-01-86	* Mines Abcourt pr. conv.	150 %	7.0 \$	7.0 \$	5	5	—
30-12-84	* Mines D'Or Val	150 %	2.2 \$	150	290	270	-20
20-02-85	* Mines J.A.G. Ltée	100 %	0.5 \$	180	29	26 1/2	-3 1/2
27-06-86	Miron	50 %	30.0 \$	11.0 \$ *	11	11 1/2	+ 1/2
19-08-86	* Modes Shirmax	100 %	10.0 \$	5.0 \$	365	360	- 5
22-03-84	Montreal Trustco	75 %	27.5 \$	6 1/4 *	13 1/4	13	- 1/4
27-03-84	* Morgan Trustco	100 %	6.0 \$	6.0 \$	223	224	+ 1
10-0-85	* Multidev Immobilia Inc.	150 %	2.5 \$	300 *	5 1/2	5 1/2	- 1/4
8-10-86	* Nautilus Plus	100 %	10.5 \$	300	280	280	—
24-07-86	Nesbitt, Thomson	50 %	86.0 \$	18 1/4	12 1/4	12 1/4	- 1/4
07-08-85	Noverco	100 %	75.9 \$	11 1/4	13 1/4	13 1/4	- 1/4
12-11-85	* O E Inc.	100 %	9.6 \$	8.0 \$	10 1/4	10 1/4	+ 1/4
20-11-86	* Ogilvy	100 %	6.5 \$	325	—	400	—
19-12-85	* Ordinateurs Hypocrat	150 %	2.0 \$	110 *	300	350	+35
16-10-86	* Pantorama	100 %	11.0 \$	5 1/2	5 1/2	5 1/2	- 1/4
14-10-86	* Paul Martin Inc.	100 %	6.5 \$	5.0 \$	420	450	+30
27-02-86	Peerless (les tapis)	75 %	16.0 \$	5 1/4 *	7 1/4	8	+ 1/4
22-11-84	* Perkins	150 %	7.2 \$	5 1/4	10 1/4	10 1/4	—
15-11-84	Petro-Sun pr. conv. ar1	150 %	4.0 \$	350 *	250	238	-12
05-11-86	* Plastibec	100 %	9.0 \$	300	289	260	-29
20-11-85	* Premier Choix-TVEC	150 %	6.0 \$	5.0 \$	7 1/4	7 1/4	- 1/4
17-10-85	* Promatek Ltée	150 %	3.9 \$	325	250	230	-20
09-12-85	Proviglo	100 %	32.0 \$	16.25	17 1/4	18	+ 1/4
19-09-85	Radiomutuel	100 %	12.5 \$	5.0 \$	6 1/4	6 1/4	- 1/4
24-05-86	Radiomutuel	75 %	8.5 \$	8.5 \$	6 1/4	6 1/4	—
12-07-85	Ressources Alguebelle	100 %	9.0 \$	5.0 \$	140	99	-41
20-06-85	* Ressources AuNore	150 %	12.0 \$	250 *	340	325	-15
03-01-86	* Ressources la Pausse	100 %	0.3 \$	70	29 1/2	29	- 1/2

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

100-199 Immobilier — Résidentiel

200-299 Immobilier — Commercial

300-399 Marchandises diverses

400-499 Offres d'emploi

500-599 Services

600-699 Véhicules automobiles

900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSÉES
DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 9h à 16h30

Pour modifier, annuler ou placer votre
annonce, téléphonez avant 14h30 pour
l'édition du lendemain.Pour placer votre annonce par la poste:
C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mt, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS



PAR TÉLÉPHONE

286-1200

■ App. et log. à louer 160

ST-LAMBERT, 2x3 1/2, \$400. 1x3 1/2, \$375. 1x6 1/2, \$650. Neufs, entrées lav/sec., stationnement, très tranquille à proximité école, parc, autobus, aéroport, gratuit, jour: 694-1564, soir: 465-3674.**VIEUX LONGUEUIL**, bas duplex, 7 1/2, garage, piscine, libre 21 déc., 646-2084.**VIEUX-QUÉBEC**
SUPERBES APP. RÉNOVÉS
Disponibles immédiatement, foyer, mur de pierre, 1, 2 ou 3 chambres, appareils électriques si désiré. 418-942-9216.**VILLE ST-PIERRE**, bas dupl. 5 1/2, jardin, possibilité garage. Aussi 2 1/2, chauffé élect. Pas d'animaux. 276-0410 soir.**WESTMOUNT** 3 1/2 à sous-louer, vue spectaculaire (montagne) portier, piscine, climatisé, métro Vendôme. 1er janv. 514-489-2978.

■ App. et log. à partager 164

À PARTAGER grand 80, suite à Outremont, 2 pièces disponibles en plus des pièces communes, prêtées, non-fumeur. \$260/mois, libre 1er décembre. 277-2589, 523-5946.**BEL APPARTEMENT 7 PIÈCES**, 3e étage, chauffage électrique. \$220/mois, tout compris. 276-5600.**HOMME PARTAGERAIT** appartement ou logement, avec femme ou fille. Téléphone: entre 18h et 20h, au 332-2926.

■ À louer hors frontières 167

ACAPULCO condo à louer, 2 chambres, 2 s/b, cuisine, salon, piscine, bas. 581-1807.

FLORIDE

Orlando, 15 minutes de Disney World et autres attractions de Floride, nouvelle maison toute meublée, louée au mois, tel: 1-305-282-1440.

MIAMI Floride, chambre à louer, privilège cuisine, maison modèle 20x55, 5 minutes de la mer, idéal saison, \$100/semaine, après 6 h: 1-305-995-8929.

■ À vendre hors frontières 168

CANCUEN, MEXIQUE
Condo de luxe, 4 personnes. Echange possible partout au monde. 2 semaines, \$16,000. 524-4780.**FLORIDE, TERRITOIRE DES CANADIENS FRANÇAIS**
INGLEWOOD-ISLAND, INGLEWOOD-BEACH, 2 villas, dans petites villes, au sud SARASOTA. Magnifique, Côte Ouest.**1 maison** 2 chambres, 1er. niveau, sur la mer, \$95,500 US.
Rez-de-chaussée, coin condo, 2 chambres, 2 salles de bain, piscine privée. FLORIDA ROOM, \$87,500 US.
718-667-4545**HYERES, CÔTE D'AZUR (France)**
Hotel restaurant, 300 jours soleil, vue sur mer, \$650,000. 934-0035.

■ Chambres et pensions demandées 170

RIVE-SUD (région): professionnelle ontarienne cherche famille francophone (campagne préférée) pour apprendre français, vers 1er déc. 8:30-17h. 555-6666.

■ Maisons repos/retraite 173

A VERDUN, manoir pour personnes âgées, tous services, excellents soins, surveillance continue, 766-2858.**N.D.G.** résidence personnes âgées, 24 heures, tous services, privé, semi-privé, médecin sur appel. M. Osmund, 484-3960.**VILLA DES POMMIERS**
Près du Mont St-Hilaire, résidence pour personnes 3e âge, autonomes. Médecin, aumônier, culture, loisirs. Surveillance 24h. Nourriture, confort sécurité. 467-2223.**QUÉBEC**
COLLINE PARLEMENTAIRE
EDIFICE SALABERRY
À partir de 350\$/seul à 30,000\$/car. et plus. Tout à neuf, tapis, chauffage, éclairage, climatisé, ascenseur, stationnement intérieur. (418)648-8343.**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019**ACHATONS OR — BIJOUX — DIAMANTS**, montres et pièces de monnaie.
pour cash, 1507, Ste-Catherine Ouest. Estimation gratuite. 335-5019

■ Locaux à louer 275

850 SHERBROOKE EST approx. 2,000 pi. car. subdivisé, près métro Sherbrooke. Occupation immédiate. 522-2424.**COMMERCES À VENDRE 283**
BAR-DISCOTHEQUE et salle à manger, avec logement 5 1/2 pièces. Bâtiment situé boulevard Richelieu, piscine creusée de 50 x 25', fine brique, excellente condition. A vendre ou à échanger. 1-742-3832.**Café SANDWICH**, très bonne clientèle, très bons revenus, 26 places. Rue Ste-Catherine-Est et Beaudry, 525-7173 ou 279-5221.**DÉPANNAGE BOM-SOIR**
\$500,000 par année. Montréal-Nord, négociable. 324-0830, 332-9205.**JOLI RESTAURANT**, à vendre (+ de 100 places), près d'Outremont, 5334 Avenue du Parc. Équipement complet, petit capital requis. Idéal pour jeune couple ambassadeur ou associés dynamiques. Information: M. Nikos, 274-5547.

■ Magasins à louer 299

À LOUER OU À VENDRE
Immobilier complètement rénové, excellentement bien situé, rez-de-chaussée. Magasin 2,000 pi. ca. 1er et 2e étage, 1,800 pi. ca. chacun. Location \$6,000 par mois.
119-121 Mont-Royal Est.

■ Matériaux de construction 340

AAA ARMOIRES de cuisine modular: 8' x 450; 8' x 595; 10' x 740; 12' x 840; 14' x 960; livraison même jour. Décor Pro, 3400 St-Antoine O., 933-5759.**MEUBLES DE CRÉATION** fabriqués selon vos exigences. Créations Ore, 523-5031.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.

■ Ameublements 351

MEUBLES DE CRÉATION fabriqués selon vos exigences. Créations Ore, 523-5031.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.**MOBILIER** de bureau neuf et usagé. Meilleur prix en ville. Aménagement Raymond Jamin limité. 331-4314.

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

■ Offres d'emploi 407

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

À 52 ans, Pierre Des Marais II entreprend une nouvelle carrière avec l'enthousiasme d'un néophyte

Si O'Keefe ne se relève pas, il y aura du brasse-camarade à la direction

PORTRAIT

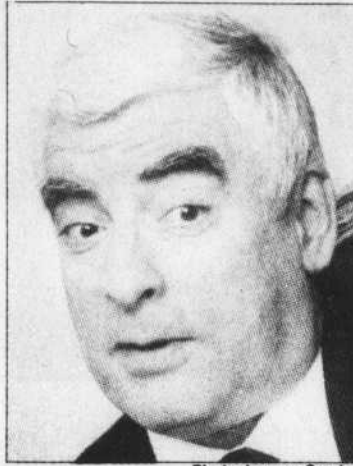
CLAUDE TURCOTTE

Depuis plusieurs années, on voit apparaître régulièrement le nom de Pierre Des Marais II dans les médias, à cause de ses activités en politique municipale ou en affaires. On s'étonne presque d'apprendre que cet homme n'a que 52 ans et qu'il entreprend maintenant avec l'enthousiasme d'un néophyte une nouvelle carrière, celle de président du conseil d'administration et de président-directeur général de Carling O'Keefe ltée.

M. Des Marais ne cache ni sa joie, ni sa fierté, d'avoir été élu par le conseil d'administration, dont il fait partie depuis trois ans, au poste de président de cette entreprise qui a eu cette année un chiffre d'affaires de \$ 912,6 millions. Il est « très fier » d'être le premier francophone à présider aux destinées d'un holding qui retire la majeure partie de ses revenus de l'industrie brassicole, un honneur qu'il a gagné de justesse sur Pierre Desjardins qui a reçu pour sa part la direction des Brasseries Labatt du Canada.

La première chose que M. Des Marais a exigé à son nouveau bureau de Toronto est une secrétaire bilingue, ce qui ne lui évitera pas cependant de devoir faire la plus grande partie de son travail en anglais. Il arrive toutefois à un moment où la situation n'est pas facile pour O'Keefe qui se situe au dernier rang parmi les trois principaux brasseurs au Canada. « Nous ne pouvons aller que dans une seule direction, dit-il, vers le haut. » Il a livré à l'équipe de direction qui a pour tâche de l'appuyer un message très simple et direct qui résume sans doute en une phrase l'essentiel de sa philosophie de gestion : « Je ne suis pas en possession tranquille de la vérité, mais je suis en possession tranquille de la responsabilité. »

Mais, il a parlé plus clairement encore lorsqu'il a ajouté ceci : « Je vous fais confiance parce que mon



M. Pierre Des Marais II

prédécesseur vous a nommés, mais en revanche je ne vous dois rien et je veux voir notre part du marché augmenter, sinon vous ne resterez pas longtemps avec moi. » Il a fixé le printemps prochain comme limite. Si après cela les résultats ne s'améliorent pas, il y aura certainement du brasse-camarade à la direction d'O'Keefe. « Je pars à zéro, explique-t-il ; nous allons commencer par faire des études de planification stratégique. »

On a une idée des enjeux quand on considère qu'une part de 1 % du marché canadien de la bière équivaut à des revenus nets de \$ 10 mil-

lions. Au cours des trois dernières années, le chiffre global d'affaires de Carling O'Keefe est allé sans cesse en décroissant. Il a glissé de \$ 948,4 millions en 1984 à \$ 912,6 millions en 1986. Les ventes de bière sont passées dans la même période de \$ 869,3 millions à \$ 832,9 millions. Enfin, le bénéfice après poste extraordinaire, qui était de \$ 54,3 millions en 1984, s'est transformé en un déficit de \$ 19,6 millions cette année. La situation générale de l'entreprise demeure tout de même saine, mais une bonne partie de la capacité de production reste inutilisée. Il est donc « indispensable d'accroître le volume des ventes », peut-on lire dans le plus récent rapport annuel.

Carling O'Keefe n'est pas seulement dans la bière ; on la retrouve aussi dans les vins, le pétrole et le gaz, et dans le sport, avec les Nordiques de Québec au hockey et les Argonauts de Toronto au football, dont les résultats financiers n'apparaissent pas séparément dans les rapports, mais qui sont déficitaires et imputés aux efforts de marketing.

Les Nordiques ne sont pas à vendre « parce que c'est un instrument publicitaire extraordinaire dans la région de Québec et que cette équipe fait partie du patrimoine de Québec ». La part de marché des produits O'Keefe dans la région de Québec atteint « des taux incroyables », s'exclame le président.

En ce qui concerne les Argos, M. Des Marais serait prêt à considérer des offres entre \$ 1 (un dollar) et \$ 9 millions. Sauf si Toronto devenait une équipe d'une ligue américaine de football. Pourquoi pas à Montréal ? Parce que O'Keefe n'y a pas de franchise pour une équipe de football, peu importe la ligue.

O'Keefe veut aussi vendre sa filiale pétrolière Star Oil & Gaz Ltd.

qui oeuvre dans l'Ouest canadien. Elle entend concentrer ses activités dans la bière pour rentabiliser cette entreprise à laquelle participent 12,000 actionnaires, dont 10,000 Canadiens. L'actionnaire majoritaire est Rothmans International de Londres. M. Des Marais a désormais son bureau à Toronto, mais son domicile reste à Montréal pour lui et sa famille de neuf enfants. Il devra voyager beaucoup non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis et en Irlande où O'Keefe a des filiales.

Cette nomination est loin d'être le premier défi que relève Pierre Des Marais II dans une carrière qui est déjà longue et fort variée, bien qu'il ait toujours exercé des fonctions d'administrateur et de décideur. Il n'avait que 21 ans en 1957, lorsque son père, engagé en politique municipale avec Jean Drapeau et nommé président du comité exécutif de Montréal, le propulsa à la tête de l'imprimerie familiale, qui comptait alors une quarantaine d'employés.

Le fils aîné de la famille avait terminé son cours classique au Collège Sainte-Marie un an plus tôt et avait un stage de 10 mois chez Maclean Hunter à Toronto. Il avait aussi l'expérience des emplois d'été. C'était somme toute très peu, mais son père l'avait entouré de trois adjoints de grande qualité. Des cours du soir à l'École des HEC et des stages à Harvard en administration ont néanmoins permis à Pierre Des Marais II d'acquiescer une formation académique qui lui manquait. L'imprimerie a connu une forte croissance par diverses acquisitions à Québec, à Sherbrooke, à Trois-Rivières et à Toronto.

Mais, la politique municipale d'Outremont l'a conduit presque malgré lui au siège d'échevin, une

fonction qu'il a trouvée fort ennuyeuse. En 1967, il était néanmoins élu maire. Un premier défi très important est apparu en 1978 avec sa nomination comme président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal. Il a choisi délibérément de quitter cette fonction l'été dernier, convaincu d'avoir bien rempli ses mandats, à savoir la restructuration administrative de la CUM et le rétablissement de la paix entre Montréal et les villes de banlieue.

En parallèle à cette activité et tout en continuant d'avoir une responsabilité un peu plus lointaine de l'imprimerie familiale, M. Des Marais a exercé plusieurs autres fonctions au sein de conseils d'administration : 11 ans à Air Canada, 13 ans à Canadian National et près de 10 ans à la Compagnie pétrolière Impériale. L'an dernier, on lui demandait de participer au Conseil de développement des investissements du Canada (CDIC) à Toronto, ce qu'il a accepté par intérêt et curiosité. « J'y suis allé surtout parce que persuadé que le gouvernement n'a pas à prendre la place du secteur privé. » Le CDIC devait en effet voir à la privatisation de certaines sociétés de la Couronne, dont Canada.

À la suite du départ du président de l'avionnerie de Saint-Laurent, M. Des Marais fut appelé à occuper le poste provisoirement ; on l'y a nommé le lendemain de Noël 1985 à un moment où ne peut plus névralgique. « Le moral des employés était très bas, rappelle-t-il. Canada était à vendre et les concurrents se promenaient dans la place sous prétexte de vouloir l'acheter. Moi, j'ai embarqué complètement. »

Pendant ce mandat intérimaire de moins d'un an, « les profits de Canada ont doublé, une conven-

tion collective a été signée, l'entreprise a été vendue au meilleur soumissionnaire et nous avons conclu une entente avec Aérospatiale de France qui est extraordinaire », renchérit M. Des Marais en parlant de Canada, sur un ton passionné qu'il manifeste rarement. Il soutient, en particulier, que l'entente avec Aérospatiale va tisser des liens, quoiqu'il arrive dans l'avenir. Historiquement, souligne-t-il, Canada a toujours été beaucoup plus proche de l'industrie aéronautique anglophone et américaine, mais elle acquiert maintenant une nouvelle dimension francophone, qui devrait lui être profitable.

Le motif immédiat de cet accord est le contrat d'une valeur de \$ 2 milliards sur six ou sept ans que le gouvernement canadien va bientôt proposer aux manufacturiers. En tout cas, M. Des Marais se réjouit d'avoir été à l'origine de ce rapprochement et il a la conviction que Bombardier, au moment où elle prend complètement possession de Canada, la retrouve dans un état encore meilleur par rapport à ce qu'elle était lors de la présentation de la soumission.

En 1986, l'imprimerie Pierre Des Marais est toujours une entreprise familiale et privée, qui a maintenant 300 employés et dont toutes les activités ont été consolidées dans un même lieu sur Côte-de-Liesse à Saint-Laurent. Le président ne veut pas donner le chiffre d'affaires, mais ses fonctions parallèles, à la CUM notamment, l'ont incité à gérer le développement de l'entreprise, en interrompant les acquisitions. Il a déjà deux fils qui travaillent dans cette imprimerie et un troisième qui fait carrière d'administrateur ailleurs, si bien qu'il est permis de croire que les Des Marais, père comme fils, n'ont pas encore dit leur dernier mot.

LES TITRES RÉA

15-07-85	Ressources Yorbeau	150 %	2,2 \$	70	70	69	- 1
31-12-85	* Restaurants Sportscene	150 %	2,5 \$	250	5 %	5 %	- %
01-10-86	* Robin International	100 %	11,0 \$	5 %	440	450	+ 10
23-12-85	Boutiques San Francisco	150 %	5,8 \$	5 %	8 %	8 %	- %
23-12-85	Sanivan	100 %	5,0 \$	475	495	490	- 5
18-07-86	* Shermag	100 %	15,0 \$	5 %	5 %	495	- 17
29-08-86	Simard Beaudry	100 %	10,3 \$	450	485	5 %	+ 40
12-12-85	* Sico Inc.	100 %	27,5 \$	13 %	20 %	19 %	- %
02-10-86	Sodisco Inc.	75 %	15,0 \$	6,5 \$	6 %	6 %	- %
16-07-86	* Studio Perry	75 %	3,9 \$	300	355	320	- 35
17-06-85	* Sumabus Inc.	100 %	10,0 \$	5,0 \$	7 %	7 %	- %
12-06-86	* SR Telecom	75 %	13,7 \$	7 %	7 %	7 %	- %
19-11-86	* Taurus A	75 %	5,0 \$	5,0 \$	—	7	—
09-04-85	* Technire Lifé	150 %	2,6 \$	400	205	200	- 5
12-06-86	* Teinturiers Hubbard	100 %	6,8 \$	5 \$	445	445	—
21-12-84	* Télé-Capitale A	100 %	23,0 \$	5,0 \$	—	—	—
13-06-86	Tembec	75 %	10,0 \$	325	5 %	5 %	—
21-10-86	* Textile Dionne U.	100 %	5,0 \$	5,0 \$	480	480	—
05-11-84	UAP Inc.	100 %	8,0 \$	17 %	33	33	—
27-12-84	Unigesco pr.conv. 1	100 %	8,0 \$	6,0 \$	9 %	9 %	—
16-09-85	Unigesco B	100 %	55,0 \$	475	455	440	- 15
08-07-86	Unigesco	50 %	38,0 \$	6 %	455	440	- 15
27-11-85	* Uni-Select	150 %	3,0 \$	300	5 %	5 %	+ %
18-11-86	* Venmar	100 %	4,5 \$	300	—	330	—
11-10-85	* Visway Transport	150 %	11,2 \$	7 %	6 %	6 %	+ %
15-08-86	Visway Transport	100 %	6,3 \$	7,2 \$	6 %	6 %	- %
14-10-86	* Vittforge	100 %	4,5 \$	225	240	235	- 5
15-10-85	* Volcano	150 %	15,0 \$	7 %	8 %	7 %	+ 1 %

Indice RÉA — Lévesque, Beaubien (1,000 en janvier 1982)

2959 2917 - 42

- * Premier appel public à l'épargne
- 1 : Tenant compte d'une fraction sur la base de 2 pour 1.
- 2 : Tenant compte d'une fraction sur la base de 3 pour 1.
- 3 : Par exercice.
- 4 : Par année.
- 5 : Chiffre préliminaire sujet à changement.
- 6 : Bon de souscription exclus (valeur estimée).
- 7 : Soumis à la limite générale de \$ 1,000 pour le RÉA.
- 8 : La compagnie a subdivisé son capital sur la base de 2 pour 3.

Compilation par LE DEVOIR.

◆ RÉAction

néral enregistrait une hausse de 18,1 %. Les années 1979 à 1982 furent donc carrément désastreuses pour les RÉA au cours des trois mois qui suivirent immédiatement les émissions RÉA.

Les choses se sont améliorées quelque peu depuis 1982. Il y eut, en effet, amélioration de 3,10 % des prix des titres RÉA trois mois après leur émission en 1983. À nouveau, cependant, il y eut régression de 6,8 % en 1984.

Les choses ne changèrent vraiment qu'en 1985 et, encore là, faut-il ne considérer l'indice boursier qu'en fin d'année. Les titres RÉA gagnèrent 14,5 % à la faveur du boom boursier. En fin d'année, l'indice de la Bourse de Toronto n'avait toutefois gagné que 3,59 % par rapport à la fin de l'année précédente.

Pour 1986, les titres RÉA se sont appréciés en moyenne de 7,23 %, trois mois après leur émission tandis que l'indice de Toronto a gagné, lui, 1,58 %.

◆ La bonne action

Voici les raisons :

■ la faible croissance économique de certaines régions forcera ceux qui fixent le niveau de rentabilité des entreprises à épargner les utilisateurs de ces services ;

■ le faible niveau de croissance des actifs de ces sociétés nécessite moins de capitaux ; il est donc moins impérieux de faire des profits ;

■ le cours des actions reflète déjà une forte prime par rapport à leur valeur comptable ;

■ il y aurait un équilibre justifiant les pronostics peu reluisants des experts. D'une part, les taux d'intérêt à la baisse (effet positif) et, d'autre part, la baisse des bénéfices (effet négatif). D'ailleurs, les initiés semblent avoir prévu la situation : au cours des six derniers mois, le secteur des services publics a connu le plus faible niveau de confiance de ceux qui participent de près à ces sociétés.

Téléphone

Bell Canada devra rembourser \$ 206 millions à ses clients tout en réduisant ses tarifs interurbains de 20 % à partir de janvier 1987. Même si la compagnie est en appel, les analystes s'entendent pour affirmer que les bénéfices de la compagnie en subiront les effets négatifs.

Northern Telecom devrait bénéficier d'une croissance plus faible que celle connue au cours des cinq dernières années. M. Robert Tang de McLeod, Young, Weir croit que, malgré un rendement courant élevé de 6,4 %, le titre devrait être conservé. Sur le plan technique, la firme Deragon, Langlois estime que l'action de Bell termine une phase de correction située entre la deuxième et troisième phases de sa hausse.

Si jamais le titre baissait à \$ 34,

plusieurs analystes y verraient une excellente occasion d'achat. Pour l'instant, cinq maisons recommandent de conserver le titre alors que deux (Geoffrion, Leclerc et Walwyn) pensent que l'action est un achat à long terme. Les initiés, eux, sont les derniers à croire en l'avenir du titre.

Pour ce qui est de Québec Téléphone Geoffrion, Leclerc et Canadian Business Service en favorisent l'achat, mais Dominion Securities estime que le titre n'a que peu d'avenir. M. Bernard Van der Stichele de Geoffrion, Leclerc fonde sa recommandation sur le fait que l'équipe de direction a augmenté le dividende au cours des 10 dernières années et que la récente division du titre le rend plus accessible ; son rendement courant est élevé, à 6,3 %.

Quant aux autres compagnies de téléphone (BC Téléphone, Bruncor, Maritime et Newtel), les analystes estiment qu'on devrait les conserver pour profiter de leur bon rendement.

Gaz

Noverco, qui procure un rendement très acceptable de 5,4 %, possède aussi un excellent potentiel d'appréciation grâce à la forte croissance de ses bénéfices. Les initiés l'ont acheté dernièrement et personne parmi les analystes consultés n'en recommande la vente.

Électricité

M. Marc Normandin, analyste chez Brault, Guy, O'Brien, pense que le titre de Transalta Utilities possède un avenir intéressant si l'on tient compte du rendement de 6,2 % et de

l'économie albertaine, qui devrait éventuellement sortir de son actuel marasme. Étant donné le peu d'investissements à faire par la compagnie dans l'avenir, il se pourrait qu'elle soit tentée de hausser son dividende. L'opinion de M. Normandin est partagée par ses confrères d'au moins quatre autres maisons.

CARTES D'AFFAIRES

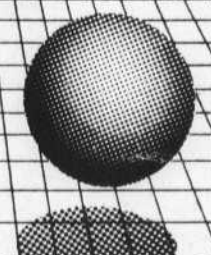
ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS

Fondée en 1992
Conseils en propriété intellectuelle
Agents de brevets d'invention
et de marques de commerce
1514, Docteur Penfield,
Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél.: (514) 934-0272
Téléc.: 05-268656
Cable: MARION
Télécopieur

SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER

Agents de brevet et de
Marques de Commerce
1001, Boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, Québec H3A 3C8
Tél.: (514) 845-7126, Téléc. 05-24355
Fac-simile (514) 288-8389 (CGITT I-II-III)

Débat SERA



Le travail a-t-il un avenir?

Pour débattre cette question, SERA a réuni sur une même tribune:

- M. Fernand Daoust
Secrétaire général,
Fédération des travailleurs
du Québec;
- M. Marcel Daoust
Président,
Chambre de commerce de Montréal;
- M. Pierre Duquay
Directeur des relations de travail,
Conseil du patronat du Québec;
- Mme Monique Frappier-Desrochers
Directrice de la recherche,
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité
du Revenu du Québec;
- M. Yves Poisson
Directeur général des programmes,
Emploi et Immigration Canada;
- M. Yvon Simard
Professeur de philosophie et membre du Conseil
d'administration,
SERA.

Le débat sera animé par M. Jean Roy, Président de SERA.

Chacun de ces participants exposera son point de vue et pourra poser des questions ou émettre des commentaires sur les exposés entendus.

La parole sera ensuite donnée à l'auditoire.

Mardi, le 25 novembre 1986, à 19h30
à l'Auditorium de la Télé-Université,
4805, rue Christophe-Colomb, Montréal
(angle Gifford, Métro Laurier)
Frais d'inscription: 10 \$
(5 \$ pour les étudiants et les membres de SERA)

Renseignements et réservations:
SERA
3577, rue de Bullion,
Montréal, Québec H2X 3A1
Tél.: (514) 845-4419

LE DEVOIR

RENSEIGNEMENTS	(514) 844-3361
Administration	(514) 844-3361
Rédaction	(514) 842-9628
Publicité	
Générale	(514) 842-9645
Annonces classées	(514) 286-1200
Abonnements	
Montréal	(514) 332-3891 ou (514) 844-3361
Québec	(418) 687-2021
Extérieur — Indicatif 514	1-800-361-6059
Indicatif 418	1-800-463-4747
Indicatif 819	1-800-361-5699
Indicatif 613	1-800-361-5699

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

LE DEVOIR ESSENTIEL!

Achetez
par téléphone
vos certificats de dépôt garanti

Ce service est gratuit
peu importe où vous habitez

10%

5 ans, intérêts payés annuellement

Chez nous, vous vous associez
à la force économique Desjardins

Informez-vous des conditions
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

**Fiducie
du Québec**

Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 Brossard (514) 445-3224 1-800-361-4436
Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-9657 Hull (819) 777-9119 1-800-567-6886
LaSalle (514) 386-1175 1-800-361-6633 Lével (514) 688-5223 1-800-361-3893
Longueuil (514) 679-2810 1-800-361-5058 Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680
Québec (418) 647-4742 1-800-463-5026 Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792
Sherbrooke (819) 566-5667 1-800-567-6920

Desjardins

ARTS ET SPECTACLES

« Au ciel, au ciel... »
en passant par l'enfer

MUSIQUE

MARC MORIN

La montée vers Noël. Ce premier pied de neige vous a mis dans l'ambiance ? Grand bien vous fasse puisque, entre deux emplettes, vous aurez, ces prochaines semaines, une foule d'occasions de vous prendre pour des anges dans nos campagnes.

L'ensemble vocal **Tudor** lance sa série « *Allegretto* » de la saison avec un programme de Noël... et de Noël — « populaires, légers et bien-aimés » — des 15^e et 16^e siècles jusqu'aux chants contemporains de Don McAffe et Richard Lamb. **Patrick Wedd** dirigera ce « Chantons Noël avec Tudor » dimanche prochain (30 novembre) à 20 h à la salle Pollack (555, rue Sherbrooke ouest). **Paul Helmer** sera au piano et l'auditoire sera invité à partager des refrains français et anglais parmi les plus connus.

Samedi (29 novembre) à 20 h, à l'église Saint-Germain d'Outremont (28, rue Vincent-d'Indy), la chorale **Donovan** fera dans la Nativité plus sérieuse avec l'illustre *Magnificat* de Bach et la cantate n° 62 (*Nun Komm, der Heiden Heiland*) de Jean-Sébastien, plus des arrangements de Noël traditionnels du Mont-réalais **Donald Patriquin**. Le chœur et les solistes (le soprano **Dominique Labelle**, le mezzo **Jeanne Bentley**, le ténor **Peter Buterfield** et la basse **Michael Donovan**) seront sous la direction du nouveau chef de la chorale **Donovan**, **Fred Stolz**. Renseignements : 279-3381.

La descente aux enfers. Les démons de Jacques Offenbach auront, eux aussi, des voix d'ange. Les *Nouvelles Variétés lyriques*, fondées en mai dernier par le baryton **Bruno Laplante**, nous le promettront pour leur production inaugurale, *Orphée aux enfers*, l'opéra-bouffe auquel nous devons, paraît-il, la mode du can-can.

Du 3 au 14 décembre, au théâtre Maisonneuve, des voix et des présences québécoises dans une œuvre on ne peut plus française : notamment, le ténor **Yves Cantin** dans le rôle d'Orphée, la basse **Pierre Charbonneau** (Jupiter), les barytons **Bruno Laplante** (Aristée-Pluton) et **Jean-Clement Bergeron** (Mars), les sopranos **Céline Dussault** ou **Brigitte Toulon** (se partageant le rôle d'Eurydice), **Agathe Martel** (Vénus) et **Colette Boky**, prix Denise-Pelletier 1986 (Diane), le mezzo **Odetta Beupré** (Cupidon).

Gilles Auger dirigera la cinquantaine de musiciens de l'Or-

Vaillancourt
frère et soeur

Jean-Eudes Vaillancourt dirige l'Orchestre métropolitain dans un concert de la série « Lyrique », ce soir à 20 h au théâtre Maisonneuve de la Place des arts. Sa soeur Pauline, soprano, est la soliste invitée pour les *Quatre Dernier Lieder*, de Richard Strauss, et *La Voie humaine*, de Francis Poulenc sur un texte de Jean Cocteau.

chestré métropolitain. Quatre comédiens seront également de la distribution : **Normand Chouinard**, **Louise Dussault**, **Marc Labrèche** et **Mireille Thibault**, le tout mis en scène par **Daniel Roussel**, dont on applaudissait, le mois dernier, *Les Fourberies de Scapin* au TNM.

L'enfer serait-il pavé de bonnes partitions ? **Carol Bergeron** nous en dira plus long dans *LE DEVOIR CULTUREL* du 29 novembre.

Gilles Auger bis. Avant de faire chanter ces messieurs-dames de l'Olympe, Gilles Auger aura dirigé, le vendredi 28 novembre, la pianiste **Sylviane Deferne** et l'Orchestre des jeunes du Québec dans des œuvres de **Denis Bédard**, **Mozart** et **Schumann**. Sous le thème des « jeunes musiciens », ce *Grand Concert* de la série « Musique pour un anniversaire » sera diffusé en direct au réseau FM stéréo de Radio-Canada à 20 h. On peut y assister gratuitement en se présentant à la salle Claude-Champagne de l'Université de Montréal entre 19 h et 19 h 50.

Rémillard veut la rétrospective
Gauguin pour le Musée de Québec

RUDY LE COURS

QUÉBEC (PC) — Après le succès incontestable de l'Exposition des maîtres impressionnistes et post-impressionnistes français de l'URSS, le Musée du Québec pourrait vivre à nouveau une intense fébrilité grâce à une rétrospective consacrée à Paul Gauguin.

La *Presse Canadienne* a appris que le ministre des Relations internationales **Gil Rémillard** profitera de son voyage prochain à Paris pour négocier avec le musée d'Orsay de Paris le passage à Québec de l'exposition Gauguin qui doit être présentée dans de grands musées américains dont le *Chicago Art Institute*, en 1988.

Il s'agirait d'une rétrospective composée de soixante pour cent de tableaux de collectionneurs privés et témoignant de toutes les périodes du peintre.

Considéré comme un des initiateurs de la peinture moderne, Gauguin, né en 1848 et mort en 1903, a touché à l'impressionnisme en plus d'influencer les Fauves. On lui connaît trois grandes périodes : en Bretagne, à Arles avec Van Gogh et en Océanie.

Il y avait neuf Gauguin, tous de cette dernière période, à l'exposition soviétique qui a pris fin hier. Elle aura attiré environ 130 000 personnes en quelque six semaines alors qu'on en attendait 70 000 seulement. Un bilan définitif sera fait le 2 décembre.

M. Rémillard, qui s'en va demain dans la Ville Lumière pour présider la réunion de l'Agence de coopération culturelle et technique, doit rencontrer à Paris M. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères, de même que les autorités du Musée d'Orsay.

Joint à Vancouver où il participait à la conférence des premiers ministres, M. Rémillard confirme être en-



Paul Gauguin

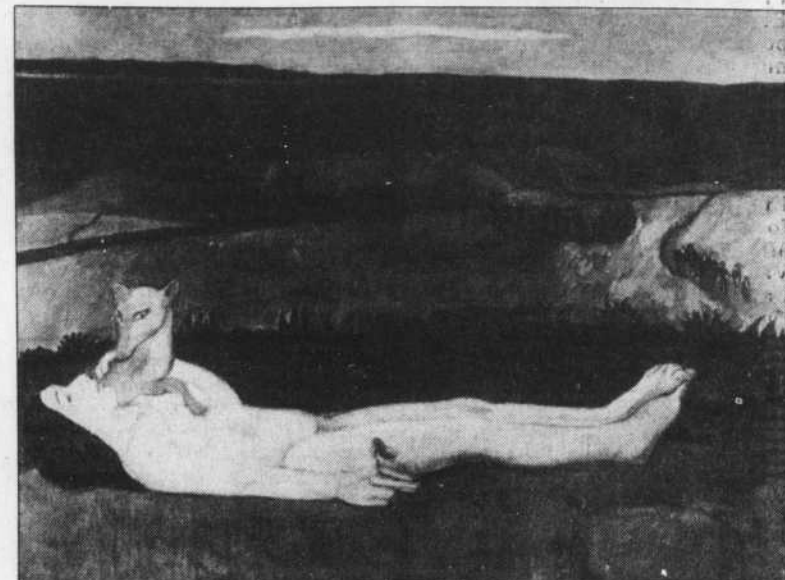
gagé activement dans ce dossier : « Je vais en effet entreprendre des démarches pour obtenir cette exposition en train de se former sur Gauguin, un des peintres impressionnistes les plus recherchés. »

Le projet est dans l'air depuis le début d'octobre, soit presque en même temps qu'était confirmée la venue de l'exposition des musées soviétiques.

Dès le 6 octobre, le cabinet de M. Rémillard demandait au délégué général du Québec à Paris, M. Jean-Louis Roy, de préparer le terrain pour la venue du ministre.

M. Rémillard avait déjà établi des contacts pour que le Musée du Québec se prépare à accueillir l'exposition Gauguin dans le cadre de son programme d'activités artistiques internationales.

La Délégalion du Québec à Paris s'est mise en relation avec le ministre de la Culture **Jacques Léotard**. Des rencontres sont prévues avec M. Jacques Rigot, président du Conseil d'administration de l'États-



La perte du pucelage

sement public du Musée d'Orsay, et **Hubert Landais**, directeur des Musées de France.

Il n'est pas encore acquis qu'on pourra se rincer l'oeil de ces tableaux car il faut convaincre les collectionneurs des œuvres de prolonger de quelques semaines leur prêt pour permettre le séjour à Québec de l'exposition. Le Musée d'Orsay négocierait avec eux un prêt de 12 mois.

« J'ai de bons espoirs de l'avoir, mais ce n'est pas encore définitif, précise M. Rémillard. Les chances sont bonnes. »

Après ces rencontres parisiennes, il sera beaucoup mieux en mesure d'évaluer la faisabilité du projet.

Si tout devait se confirmer, l'exposition serait annoncée beaucoup plus tôt que celle des Cézanne, Gauguin, Matisse, Monnet, Picasso, Renoir et Van Gogh venant des collections so-

viétiques.

Pour cette exposition, le ministre avait un obstacle de taille à éliminer : l'invasion afghane avait provoqué une interruption des échanges culturels entre le Canada et l'URSS. Ce n'est qu'en septembre que tout s'est réglé. L'exposition du Musée de Québec représentait le symbole de la reprise de ces échanges.

Pourtant, c'est dès février dernier que M. Rémillard avait amorcé une série de démarches avec les autorités fédérales et soviétiques afin de faire venir cette exposition à Québec.

C'est en septembre, alors qu'il était à New York au Musée Métropolitain qu'il a eu vent qu'une rétrospective Gauguin était en voie de préparation.

Le ministre ne semble pas avoir perdu de temps.

Marie-Claire Séguin - la chanteuse chante

NATHALIE PETROWSKI

Comme Harmonium et Beau Domage, les Séguins ont marqué une époque, incarné un rêve et chanté les idéaux d'une nouvelle génération qui voulait changer le monde et si possible le façonner à son image. Après une gloire aussi rapide qu'éphémère, les collectivités qu'ils incarnaient, les solidarités qu'ils embrassaient, se sont effritées devant des lendemains qui ne chantaient plus. Les enfants du rêve se sont tus, les groupes se sont dissout. Chacun est rentré chez soi et a entrepris une longue hibernation au pays de la réflexion.

Dix ans plus tard, voilà qu'un à un ils refont tout surface pour chanter non plus au nom d'une collectivité mais en leur propre nom. Beau Dom-

age, Harmonium et les Séguins n'existent plus en tant que groupes. Les individus qui les composaient les ont remplacés sous les réflecteurs. Michel Rivard, Marie-Michèle Desrosiers, Pierre Bertrand, Serge Fiori, Richard Séguin, autant de noms qui reflètent aussi bien la fragmentation d'un esprit collectif que l'affirmation d'individus qui ne cachent plus derrière une collectivité pour chanter.

Marie-Claire Séguin est la dernière recrue de la famille éclatée. La semaine passée, elle entreprenait son retour sur scène au Club Soda après des années d'interrogation et de remise en cause. Aujourd'hui c'est une autre femme, une autre chanteuse qui nous revient, plus mature, plus expérimentée, avec le rêve en moins et quelques désillusions saines en plus.

Dès les premiers accords de la première chanson le changement se voit moins qu'il ne s'entend. Dans *Chanter pour mieux respirer*, Marie-Claire nous livre le fruit de ses transformations. Elle chante comme elle n'a jamais chanté, c'est-à-dire en maîtrisant sa respiration et sa voix comme seules les grandes artistes vocales savent le faire. Sa voix ample, riche, capable d'accrocher des notes plus hautes que l'Himalaya, a aussi appris à redescendre sur terre dans des registres soul et jazzés perlés d'un filet de blues qui s'immisce dans les harmonies au plus grand plaisir des oreilles averties. Sa voix pure comme du cristal, fraîche comme une source de montagne, frissonnante comme une première neige, dégage une puissance rarement égalée par les autres belles voix du Québec.

Techniquement, Marie-Claire Séguin frise la perfection, autant par la qualité de sa voix que par la force calme avec laquelle elle la projette. C'est ailleurs, dans la conception de son spectacle, dans la façon studieuse que ses musiciens jouent sans y mettre autant d'âme qu'elle, dans la pâleur de ses textes, qu'on la sent encore à la recherche d'une identité. Elle l'avoue elle-même au beau milieu du spectacle et déclare volontiers que c'est plus fort qu'elle, ses goûts sont multiples et parfois même à contre-courant. Son tour de chant s'en ressent. Rock, pop, blues, jazz, baroque, extraits de comédies musicales s'y retrouvent pêle-mêle dans une sorte de fouillis musical qui ne s'engage dans aucune voie précise et n'arrive pas à bâtir une réelle progression émotive.

On passe donc d'une émotion à l'autre, d'un registre à l'autre, comme si le spectacle était une vitrine pour une voix plutôt que pour un univers ou une pensée articulée. Les textes laissent parfois à désirer. Ils ne sont pas mal écrits, ils n'ont tout simplement pas été suffisamment retravaillés en vue d'une plus grande puissance d'évocation. La chanson sur l'exposition de Judy Chicago est un bon exemple. Marie-Claire a voulu écrire une chanson sur l'exposition de la célèbre féministe présentée à Montréal il y a quelques années. Mais plutôt que d'user de métaphores poétiques pour parler des injustices de l'histoire, Marie-Claire nous décrit l'exposition de façon quasi-anecdotique (la forme et la couleur des assiettes) plutôt que

de s'attaquer au sens-même de l'œuvre.

Bien qu'elle ne maîtrise pas encore toutes les arcanes du spectacle, Marie-Claire Séguin réussit à bien tirer son épingle du jeu, ne serait-ce qu'en nous prouvant à quel point elle est versatile et virtuose dans tous les genres qu'elle aborde. Usant d'humour et de bonne humeur pour rire d'elle-même, elle compose un personnage attachant, synchrone avec les goûts et les désillusions du jour. C'est un plaisir de la retrouver et de savoir qu'elle est à nouveau en piste, avec tous les autres enfants prodiges de sa génération.

Tout sur
Dutoit ?

Saviez-vous que Roberto Benzi, qui fut, au temps jadis, un « michélangélique » chef d'orchestre prodige, avait été l'initiateur de la carrière de Charles Dutoit ? Qu'ivan, fils unique du chef attiré de l'OSM, doit son nom au fait que Dutoit père travaillait la partition de *L'Oiseau de feu* de Stravinsky lorsque l'enfant parut ? Georges Nicholson, surtout connu comme animateur d'émissions musicales à la radio d'État, a signé ce *Charles Dutoit : le maître de l'orchestre* que lancent aujourd'hui les éditions de l'Homme. L'ouvrage de 240 pages, agrémenté de nombreuses photos du très photogénique Dutoit, suit son sujet depuis ses débuts à Lausanne jusqu'aux plus récents enregistrements de l'OSM. Charles Dutoit parle de musique dans une longue entrevue accordée à l'auteur en juillet dernier. La discographie et la liste des prix et autres distinctions accordés au « maître de l'orchestre » vous fourniront peut-être des atouts au prochain match de *Cent arpents de pièges*. — M.M.

Des chicanes intestines
ont gâté le Gala Métrostar

NATHALIE PETROWSKI

Les galas ne sont plus ce qu'ils étaient. D'événements mondains qu'ils étaient, les galas des années 80 sont devenus de véritables campagnes électorales menacées de « paquetage » par le simple fait que le vote est ouvert à tous et non à des jury spécialisés. Ainsi en fut-il pour le Gala Métrostar, version revampée du défunt Gala des Artistes, organisé conjointement par la chaîne Métro-Richelieu, le *Journal de Montréal* et Quatre Saisons avec le concours du public québécois invité depuis le 13 octobre dernier à voter pour ses artistes préférés de la radio, de la télévision, cinéma, de la chanson et de l'humour. Le vote s'est fait par le truchement de bulletins de vote dans le *Journal de Montréal* et les circulaires de Métro-Richelieu.

Tout au long du week-end des rumeurs de paquetage dans la catégorie radio ont plané sur l'événement diffusé hier soir à Quatre Saisons. Ces rumeurs veulent que CJMS ait publicisé l'événement à outrance sur ses ondes et faussé non seulement le jeu mais le verdict des cotes d'écoute qui placent les animateurs de CKAC loin en avant des animateurs de CJMS. A un point tel, que Suzanne Lévesque et Pierre Pascau de concert avec la direction de CKAC ont refusé de se présenter à l'Arena Maurice Richard hier soir.

Guy Fournier, vice-président de Quatre Saisons et Gaëtan Frigon, vice-président marketing à Métro-Richelieu, ont tous les deux nié le paquetage tout en admettant l'implication plus qu'enthousiaste de CJMS. « Il est vrai que CJMS s'est impliqué énormément dans l'événement, a déclaré Gaëtan Frigon, Louise Deschâtelets a fait venir tous les anciens lauréats du Gala des Artistes à son émission, elle a encouragé les gens à voter. Benoît Marleau a fait la même chose et a même invité le public qui assiste à son radio-café à voter sur place. Nous considérons que c'est normal. CKAC n'avait qu'à en faire autant. »

Même version des faits chez Guy Fournier. « Le seul exemple d'enthousiasme débordant nous est venu de CKLM à Laval. Lorsqu'on s'est aperçu qu'il y avait quelque chose d'irrégulier, nous avons immédiatement demandé aux vérificateurs



Les deux animateurs du Gala, Marguerite Blais et Gaston L'Heureux, à droite, avec M. Gaston Frigon, de Métro-Richelieu Inc.

de comparer les écritures sur les bulletins. Dans le cas de CKLM et de l'animatrice Claude Valade, nous n'avons retenu que 32 bulletins de vote par écriture. »

Guy Fournier ne croit pas que CJMS ait tenté de fausser le vote. L'influencer, sans doute. C'est le même principe qu'une campagne électorale. Libre à un poste fort de sa popularité comme CKAC de ne pas embarquer dans le jeu. Tant pis pour eux. Cela dit, en publiant les bulletins de vote dans le *Journal de Montréal* plutôt que LE DEVOIR, nous allons chercher un certain type de clientèle et un certain type de choix. Nous ne nous en cachons pas. A quelques exceptions près, les résultats sont représentatifs. »

Interrogé sur les exceptions, Guy Fournier a avoué que la radio était la catégorie la plus apte à produire des variations étonnantes.

Au *Journal de Montréal*, Toto Gignas, directeur de la promotion, ne

croit pas au paquetage lui non plus. Il affirme que le *Journal de Montréal* n'a vendu ni donné à CJMS des exemplaires du journal. Pas plus à CJMS qu'aux chauffeurs des Taxi Lasalle, propriétaire de la station CKLM. « Nous avons fait faire le dédoublement du vote par les bénévoles du Chaïnon afin que tout se passe selon les normes. Il est vrai qu'il y eu la dernière semaine une arrivée massive de bulletins de vote mais ce n'était pas la même personne qui les avait remplis. »

Les trois intervenants sont d'accord sur un point : la catégorie radio est problématique. La pratique de la « plug » y est le plus répandue et permet donc aux animateurs d'y avoir recours impunément. Gaëtan Frigon était sensible au problème et a voulu éliminer la catégorie. « Nous savions qu'il pouvait y avoir des problèmes entre CJMS et CKAC d'autant plus que nous annonçons surtout à CKAC. L'ironie veut que Provigo, notre compétiteur, annonce à CJMS. Si l'émission le Radio-Café Provigo gagne le prix de la meilleure émission de radio, nous ne pourrions que le féliciter. Chose certaine, c'est la première fois que nous travaillons avec le monde des artistes et nous rendons compte à quel point le milieu joue dur. »

BACH et bottine
un film de ANDRÉ MELANÇON
produit par ROCK DEMERS

BERRI **CRÉMAZIE** **CARREFOUR LAVAL**
ST-DENIS - STE-CATHERINE 288-2115 ST-DENIS - CRÉMAZIE 388-4210 2330 AUT DES LAURENTIDES 688-3684

LONGUEUIL **JEAN-TALON** **PARADIS**
PLACE LONGUEUIL 679-7451 2 RUES À L'EST DE PÉRIE 725-7000 8215 RUE HOCHÉLGA 354-3110

Inspecteur LAVARDIN
BERRI
ST-DENIS - STE-CATHERINE 288-2115

BERLIN AFFAIR
LILIANA CAVANI
VERSION FRANÇAISE
LE DAUPHIN
BAUBIEN PRÈS D'IBERVILLE 721-6060

Pourvu que ce soit une Fille...
LIV ULLMANN
CATHERINE DENEUVE
PHILIPPE NOIRET
BERNARD BLIER
un film de MARIO MONICELLI
BERRI
ST-DENIS - STE-CATHERINE 288-2115

LES FILMS DU CRÉPUSCULE INTERNATIONAL

Sélection danoise
Oscar 67
du meilleur film étranger à Hollywood

MANDEN I MANEN
L'HOMME DANS LA LUNE
M. JENSEN
M. JENSEN
L'AUTRE CINÉMA

LES FILMS DU CRÉPUSCULE INTERNATIONAL

Chief d'œuvre à la Française
Libération

BEAU TEMPS
M. SORGEU
EN F. DE C. U. NEE
Gérard PHOT COUTAZ
L'AUTRE CINÉMA

Offrez-vous une vraie sortie
METZ-VOUS-EN PLEIN LA VUE.

Une comédie satirique
des producteurs et acteurs
Un film totalement absurde
sur les dessous du cinéma

HAW ACTEUR
M. JENSEN
L'AUTRE CINÉMA

MARINE ALZAM
FANNY ARDANT
PIERRE ANDRÉ
ANDRÉ
DUBOIS
de HENRI BERNSTEIN

M. L.
M. JENSEN
L'AUTRE CINÉMA

UN DUEL À MORT !
Depardieu Montand
JEANNE FLORETTE
L'AUTRE CINÉMA

JEREMY IRONS DE NIRO
THE MISSION
L'AUTRE CINÉMA

372
L'AUTRE CINÉMA

TENUE DE SOIRÉE
BERTRAND BLIER
DEPARDEU BLANC
HUGO BOU
L'AUTRE CINÉMA

SPORTS

Dimanche prochain, à Vancouver

Coupe Grey: les Eskimos affronteront les Tiger-Cats

EDMONTON (PC) — Le quart Matt Dunigan a passé le knockout aux Lions de la Colombie-Britannique avec 17 points dans les 14 premières minutes de jeu et les Eskimos ont ensuite vogué vers une écrasante victoire de 41-5, hier à Edmonton, dans la finale de l'Ouest de la Ligue canadienne de football. Les Eskimos affronteront dimanche à Vancouver les Tiger-Cats de Hamilton dans l'ultime match de la

Coupe Grey. Cette victoire, la quatrième d'affilée des Eskimos, propulse Edmonton en finale nationale pour la première fois depuis 1982, année de leur cinquième et dernière conquête d'affilée de la précieuse coupe. En dépit d'un malaise à une épaule tout au long de la rencontre, Dunigan a préparé le premier des quatre placements de Tom Dixon avant de compléter des passes de

touché à Tom Richards et à Marco Cynar. Avec un tel coussin de 17 points, la défense des Eskimos n'a pas commis les mêmes erreurs que celle des Argonauts, battus par les Tiger-Cats de belle façon hier à Toronto. La défense contre la passe a été très agressive et les receveurs éventuels ont été couverts d'un ombre continu, gardant l'attaque des Lions en déséquilibre et dans la confusion tout au long de l'inégale rencontre.

En seulement deux occasions, l'attaque des Lions a pénétré la ligne de 35 de l'adversaire. La première fois, Lui Pasaglia en a profité pour botter un placement de la ligne de 36 et, dans l'autre occasion, Cliff Toney a intercepté une passe de Roy Dewalt. Dixon, dont les bottés avaient manqué de précision en fin de saison régulière, a porté à huit

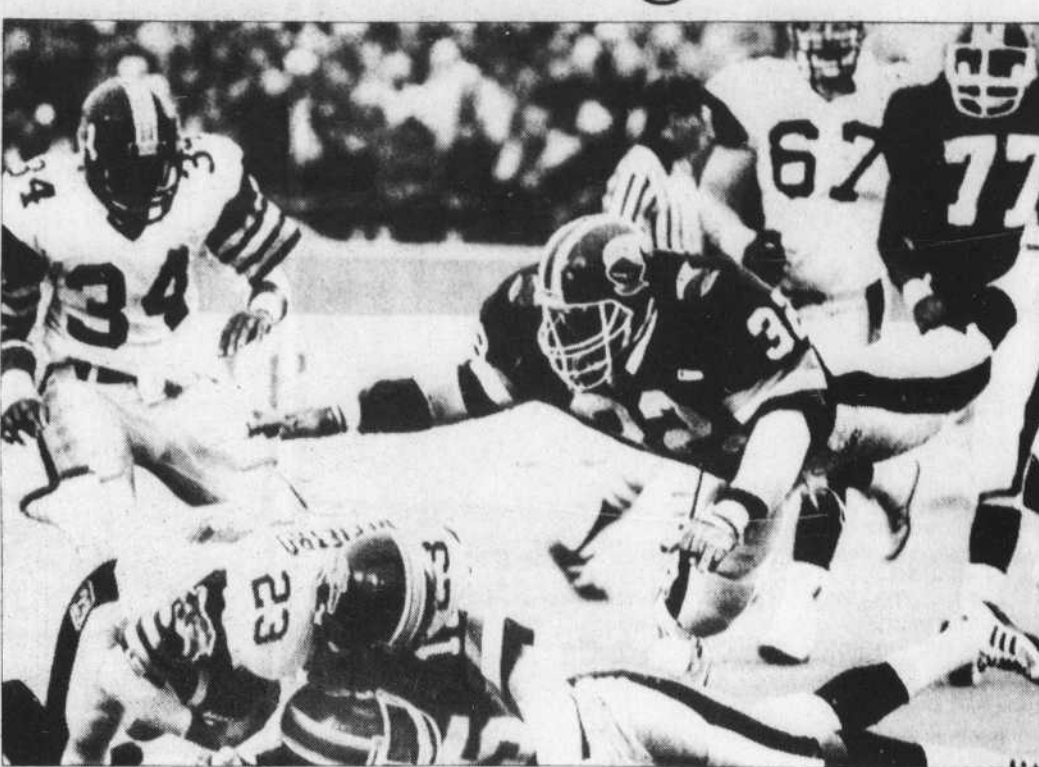
sa série de succès dans les placements dans les matches éliminatoires avant d'en rater un 9e dans le dernier quart. Il a complété le match avec une production personnelle de 17 points.

Une bête... qui a tourné néanmoins à l'avantage des Eskimos. Chris Johnstone a échappé le ballon à la ligne d'une verge des Lions mais le garde David Sparenberg l'a re-



Les Eskimos ont été brillants, tant en attaque qu'en défense. Ils ont réussi des jeux spectaculaires, dont un de 98 verges, passe et course, de Dunigan à la recrue Doug Allen. En une rare occasion, Edmonton a commis

couvert dans la zone des buts pour le dernier majeur des vainqueurs. Dans les quatre affrontements entre les deux formations cette saison, Edmonton a totalisé 133 points contre seulement 34 pour les Lions.



Willie Plett (32), des Argos, s'élance pour plaquer Rocky DiPietro, des Tiger-Cats, qui vient de culbuter sur Cliff Hewitt (15).

FOOTBALL

LIGUE NATIONALE

Hier	Cincinnati 24, Minnesota 20
Washington 42, Dallas 14	St. Louis 23, Kansas City 14
Cleveland 37, Pittsburgh 31	S. Francisco 20, Atlanta 0
N.-Angleterre 22, Buffalo 19	LA Rams 26, N.-Orléans 13
Chicago 12, Green Bay 10	Seattle 24, Philadelphie 20
NY Giants 19, Denver 16	
Detroit 38, Tampa Bay 17	
Houston 31, Indianapolis 17	

Conférence Américaine

Section Est	p	g	p	n	pp	pc	moy
JETS NY	11	10	1	0	303	203	909
N.-ANGLETERRE	12	9	3	0	326	200	750
MIAMI	11	5	6	0	276	290	455
BUFFALO	12	3	9	0	232	273	250
INDIANAPOLIS	12	0	12	0	144	322	000

Section Centrale

CINCINNATI	12	8	4	0	295	298	667
CLEVELAND	12	8	4	0	276	263	667
PITTSBURGH	12	4	8	0	206	258	333
HOUSTON	12	3	9	0	225	272	250

Section Ouest

DENVER	12	9	3	0	287	191	750
RAIDERS LA	12	8	4	0	255	226	666
KANSAS CITY	12	7	5	0	263	263	583
SEATTLE	12	6	6	0	223	239	500
SAN DIEGO	12	2	10	0	250	312	166

Conférence Nationale

Section Est	p	g	p	n	pp	pc	moy
GIANTS NY	12	10	2	0	244	174	833
WASHINGTON	12	10	2	0	283	210	833
DALLAS	12	7	5	0	291	230	583
PHILADELPHIE	12	3	9	0	176	233	250
ST. LOUIS	12	3	9	0	163	277	250

Section Centrale

CHICAGO	12	10	2	0	251	140	833
MINNESOTA	12	6	6	0	278	214	500
DETROIT	12	5	7	0	201	219	417
GREEN BAY	12	2	10	0	159	284	167
TAMPA BAY	12	2	10	0	188	338	167

Section Ouest

RAMS LA	12	8	4	0	218	193	667
S. FRANCISCO	12	7	4	1	280	178	625
N.-ORLÉANS	12	6	6	0	210	193	625
ATLANTA	12	5	6	1	208	218	458

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

SÉRIES ÉLIMINATOIRES

Conférence de l'Ouest

Demi-finales

Samedi, le 15 novembre

Colombie-Britannique 21, Winnipeg 14

Dimanche, le 16 novembre

Edmonton 27, Calgary 18

Finale de l'Ouest

Hier

Edmonton 41, Colombie-Britannique 5

(Les Eskimos sont champions)

Conférence de l'Est

Dimanche, le 16 novembre

Toronto 31, Hamilton 17

Finale de l'Est

Hier

Hamilton 42, Toronto 25

(Hamilton gagne la série, 59-56)

FINALE DE LA COUPE GREY

Dimanche, le 30 novembre

Hamilton vs Edmonton, à Vancouver.

Mike Kerrigan brille à l'attaque

Les Tiger-Cats rebondissent

TORONTO (PC) — Le quart Mike Kerrigan a complété trois passes de touché, y compris une de dernière instance à Ron Ingram, pour élever les Tiger-Cats de Hamilton à une victoire inattendue de 59-56 en finale de la division Est de la Ligue canadienne de football, aux dépens des Argonauts de Toronto.

Les Ti-Cats avaient amorcé cette deuxième rencontre au total des points avec un lourd déficit de 14 points, après avoir encaissé un revers de 31-17 dimanche dernier devant leurs partisans à Hamilton. Mais hier, devant 32,041 personnes à Toronto, ils ont littéralement rebondi dans un gain de 42-25 pour accéder à la finale de la Coupe Grey, dimanche prochain à Vancouver.

Les deux clans étaient à égalité 49-49 au total combiné des deux matches à l'issue du troisième quart hier. Un placement de Paul Osbaldiston a placé Hamilton en avance 35-18 dans le match et 52-49 dans la série, mais Toronto devait repren-

dre les devants sur un touché de Keith Baker à mi-chemin dans l'engagement final, pour réduire le déficit à 35-25 dans le match et mener 56-52 dans cette finale de l'Est... mais les Tiger-Cats, avec Kerrigan en tête, n'avaient pas dit leur dernier mot. Kerrigan a orchestré une longue remontée qui s'est soldée par le majeur de la victoire par Ingram à 13:18, sur une passe de six verges. Hamilton venait de gagner le match et la série.

Pour Toronto, c'était échec et mat. Un échec qui a fait mal aux partisans des Argonauts, tout autant qu'aux joueurs eux-mêmes.

Les Argos, qui avaient bouclé la saison un point devant les Tiger-Cats, semblaient avoir cimenté leur participation au prochain match de la Coupe Grey à l'issue du premier quart alors qu'ils menaient 15-3 dans le match et 46-20 dans la finale.

Avalanche de 39 points

Dans les trois derniers quarts, toute-

fois, le quart-arrière J. C. Watts et ses coéquipiers n'ont pu qu'ajouter que 10 points à leur fiche, pendant que Kerrigan et son adjoint Ken Hobart y allaient gaie-ment d'une précieuse avalanche de 39 points.

Kerrigan, victime de quatre interceptions la semaine dernière alors qu'il disputait l'un de ses pires matches de l'année, a aussi complété deux passes de touché au demi Walter Bender et une autre au receveur éloigné Steve Stapler au fil de sa brillante performance.

Hobart, pour sa part, a inscrit un majeur sur une percée d'une verge, tandis que Osbaldiston bottait un simple, deux placements et cinq transformations.

Watts a atteint Baker avec deux passes de touché et a effectué une courte passe de touché de quatre verges à Darrell Smith. Lance Chomyc a botté un placement de la ligne de 43 verges et trois transformations. Hank Ilesic a contribué un simple de 72 verges dans la déconfiture torontoise.

CINEMA

ASTRE I: (327-5001) — "Le déclin de l'empire américain" 7 h 10, 9 h 15
ASTRE II: — "Le glaive de la terreur" 8 h 45 — "A coup de crosse" 7 h
ASTRE III: — "The wrath" 7 h 8 h 40
ASTRE IV: — "Coeur circuit" 9 h — "Laby-rinthe" 7 h 10
BERRI I: (288-2115) — "Bach et Bottine" 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 9 h 15
BERRI II: — "Pourquoi ce soit une fille" 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 9 h 15
BERRI III: "Coeur circuit" 12 h 30, 2 h 45, 5 h 15, 7 h 9 h 15
BERRI IV: — "Inspecteur Lavardin" 12 h 45, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 9 h 15
BERRI V: — "Thérèse" 12 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30
BONAVENTURE I: (861-2725) — "The wrath" 12 h 30, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 9 h 15
BONAVENTURE II: — "Something wild" 12 h 45, 2 h 50, 4 h 55, 7 h 9 h 15
BROSSARD I: (465-5906) — "Le déclin de l'empire américain" 7 h 30, 9 h 30
BROSSARD II: — "The wrath" 7 h 9 h
BROSSARD III: "Antarctica" 7 h 10, 9 h 20
CINEMA CAPITOL: (849-0041) — "La mouche" 1 h 30, 3 h 05, 7 h 15, 9 h 20
CARREFOUR LAVAL 1: "The wrath" 7 h 30, 9 h 30
CARREFOUR LAVAL 2: "Coeur circuit" 7 h 25, 9 h 35
CARREFOUR LAVAL 3: "Bach et Bottine" 7 h 15, 9 h 25
CARREFOUR LAVAL 4: "Soulman" 7 h 10, 9 h 15
CARREFOUR LAVAL 5: "Something wild" 7 h 05, 9 h 20
CARREFOUR LAVAL 6: "Le déclin de l'em-

pire américain" 7 h 9 h 10
LAVAL 2000 1: (687-5207) — "Antarctica" 7 h 15, 9 h 20
LAVAL 2000 2: "Le glaive de la terreur" 9 h 05 — "A coup de crosse" 7 h 30
CINEMA CHATEAUGUAY I: (698-0141) — "Bach et Bottine" 7 h 15, 9 h 15
CINEMA CHATEAUGUAY II: — "Soulman" 7 h 9 h
CARTIER-LAVAL: (663-5124) — "Traffic d'étudiants" 9 h — "Vedettes d'Eros" 7 h 15
CHAMPLAIN I: (524-1685) — "Le glaive de la terreur" 9 h 15 — "Jeu de la mort" 7 h 35
CHAMPLAIN II: — "Trois et Banko" 9 h — "St-Tropez interdite" 7 h 30
CINEMA V: 5560 ouest Sherbrooke (489-5559) — "Tarkovsky's nostalgia" 7 h — "9½ weeks" 7 h 15 — "Sherman's march" 9 h 15 — "Desert hearts" 9 h 30
CINEMA DE PARIS: (875-1882) — "Soulman" 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 9 h 15
CINEMA DU VILLAGE: 1220, St-Catherine est (523-3239) — "Class of 84" 2 h 15, 3 h 30, 4 h 45, 6 h 15, 7 h 15, 9 h 30, 9 h 45
CINEMATHEQUE QUEBÉCOISE: (842-9768) — "Eros" I: (849-4518) — "Karate kid" 7 h 30, 4 h — "About last night" 7 h 9 h 20
CINÉPLEX II: — "Short circuit" 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30
CINÉPLEX III: — "Down by law" 1 h 30, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 40
CINÉPLEX IV: — "Room with a view" 2 h, 4 h 30, 7 h 9 h 30
CINÉPLEX V: — "Stand by me" 1 h 10, 3 h 10, 5 h 10, 7 h 10, 9 h 10
CINÉPLEX VI: — "Nobody's fool" 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 40
CINÉPLEX VII: — "Decline of the american empire" 1 h, 3 h, 5 h, 7 h 05, 9 h 10

CINÉPLEX VIII: — "Belizaire le calun" 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 20, 9 h 30
CINÉPLEX IX: — "The wrath" 1 h 45, 3 h 45, 5 h 45, 7 h 45, 9 h 45
CINEMA MONTREAL I: (521-7870) — "Moment de vérité 2" 5 h 15, 9 h 30 — "Moment de vérité 1" 7 h 15
CINEMA MONTREAL II: — "Act of vengeance" 5 h 50, 9 h 10 — "Commando spécial" 7 h 30
CINEMA DESJARDINS I: (288-3141) — "Le rayon vert" 1 h 45, 3 h 45, 5 h 45, 7 h 45, 9 h 45
CINEMA DESJARDINS II: — "Le déclin de l'empire américain" 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 9 h 15
CINEMA DESJARDINS III: — "Baton rouge" 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30
CINEMA DESJARDINS IV: — "L'amour pourpre" 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30
CINEMA GUY-FAVREAU: (849-5559) — "Tarkovsky's nostalgia" 7 h — "9½ weeks" 7 h 15 — "Sherman's march" 9 h 15 — "Desert hearts" 9 h 30
CONSERVATOIRE D'ART CINÉMA-OPHIQUE: (848-3878) — "A nous la liberté" 20 h 30
CRÉMAISIE: (388-4210) — "Bach et Bottine" 7 h 15, 9 h 15
DAUPHIN I: (721-6060) — "Berlin affair" 7 h 9 h 15
DAUPHIN II: "Salvador" 7 h 10, 9 h 30
DORVAL I: (631-8587) — "The wrath" 7 h 30, 9 h 45
DORVAL II: "Sky bandits" 7 h 10, 9 h 10
DORVAL III: — "Peggy Sue got married" 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30
DORVAL IV: — "Something wild" 7 h 20, 9 h 30
ÉLYSÉE I: (842-6053) — "37.2 le matin" 7 h 9 h 20
ÉLYSÉE II: — "Melo" 7 h 25, 9 h 35
FAIRVIEW I: (697-8095) — "Jumping Jack Flash" 7 h 20, 9 h 30
FAIRVIEW II: — "Crocodile dundee" 7 h 30, 9 h 35
GREENFIELD I: (671-6129) — "La mouche" 7 h 15, 9 h 20
GREENFIELD 2: — "Top gun" fr. 7 h 15, 9 h 15, 9 h 30
GREENFIELD 3: — "Tai-Pan" 7 h 9 h 20
IMPERIAL: (288-7102) — "Aliens" 1 h 40, 4 h 20, 7 h 9 h 30
JEAN-TALON: (725-7000) — "Bach et Bottine" 7 h 9 h
KENT (489-9707) — "Song of the south" 7 h 15, 9 h
KENT 11: "Jumping Jack Flash" 7 h 20, 9 h 30
LAVAL I: 5517 ave du Parc (495-4231) — "Les gars gotta have it" 7 h 30, 9 h 25
L'AUTRE CINÉMA: (722-1451) — "Les hommes et les femmes" 7 h — "L'avant-cinéma" 7 h 15 — "L'homme dans la lune" 9 h 15 — "Beau temps mais orageux en fin de journée" 9 h 30 (21 av 24 nov)
LAVAL II: (688-7776) — "La mouche" 7 h 15, 9 h 20
LAVAL III: — "Top gun" 7 h 15, 9 h 25
LAVAL IV: — "Street of gold" 7 h 15, 9 h 15
LAVAL V: — "Tai-Pan" 7 h 9 h 20
LAVAL VI: — "Crocodile dundee" 7 h 30, 9 h 35
LAVAL-OUEST I: (687-5207) — "Antarctica" 7 h 15, 9 h 15
LAVAL-OUEST II: — "Le mal par le mal" 7 h 30, 9 h 35
LOEW'S I: (861-7437) — "Color of money" 12 h 30, 2 h 50, 5 h 10, 7 h 30, 9 h 45
LOEW'S II: — "Song of the south" 12 h 15, 2 h 50, 5 h 10, 7 h 30, 9 h 45
LOEW'S III: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S IV: — "Around midnight" 12 h, 2 h 25, 4 h 50, 7 h 15, 9 h 40
LOEW'S V: — "Sky bandits" 1 h 10, 3 h 10, 5 h 10, 7 h 10, 9 h 10
LE MILIEU: (277-5789) — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S VI: — "Sky bandits" 1 h 10, 3 h 10, 5 h 10, 7 h 10, 9 h 10
LOEW'S VII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S VIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S IX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S X: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XXXIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XL: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S XLIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S L: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LVIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXIV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXV: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXVI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXVII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXVIII: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXIX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXX: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXXI: — "The name of the rose" 1 h 45, 4 h 20, 7 h 9 h 35
LOEW'S LXXX

SPORTS

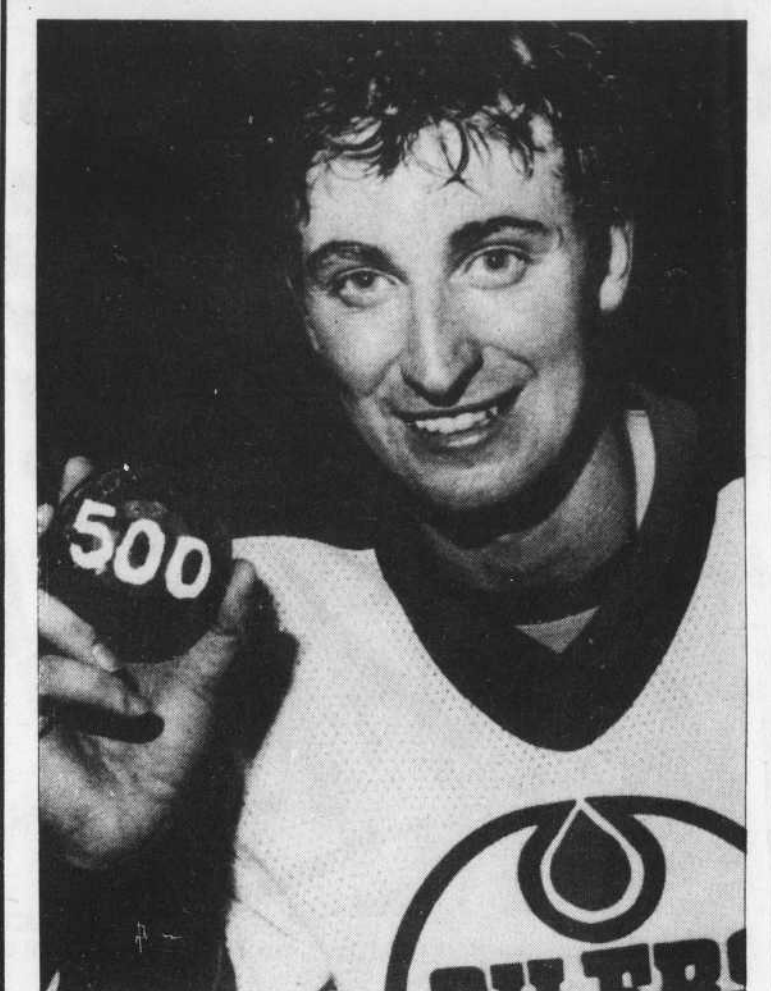


Photo CP

Wayne Gretzky: 500 buts

Wayne Gretzky montre fièrement la rondelle avec laquelle il a marqué son 500e but, samedi soir contre les Canucks. Gretzky n'a eu besoin que de 575 matchs pour réussir cet exploit.



Après les exploits, l'indiscipline

Le Canadien a manqué de souffle

BERNARD CYR
et RICHARD MILO

(PC) — Le Canadien de Montréal, qui venait de remporter cinq victoires consécutives, toutes contre des équipes de sa section, a laissé échapper un match facile contre les Red Wings de Détroit, s'inclinant 4-3, samedi soir, au Forum.

On dit un match facile parce que les visiteurs n'avaient pas gagné à leurs cinq matches précédents, ne méritant qu'un point au cours de cette séquence.

Mais il faut souligner que le Canadien qui a joué des matches quasi-parfaits à Hartford et Boston, plus tôt cette semaine, n'était pas tout à fait le même samedi.

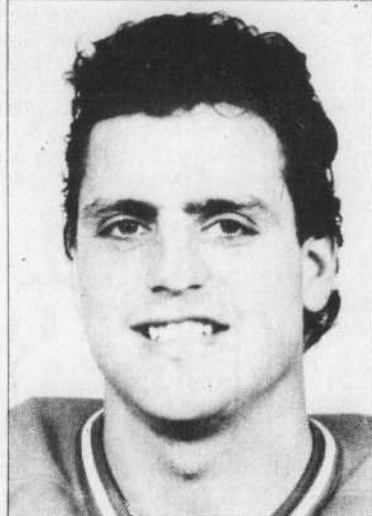
Il était en effet privé de Ryan Walter, Chris Nilan et Claude Lemieux, suite aux incidents de jeudi à Boston. Et le gardien Patrick Roy a déjà connu de meilleurs matches que celui d'hier, même si les Red Wings ont dominé 28-18 au chapitre des tirs au but.

Le Canadien a forcé le jeu en fin de match, même s'il évoluait à court d'un homme, mais n'a pu combler totalement l'écart de deux buts créé par le filet réussi en avantage numérique par Lee Norwood, à 15:49 du troisième engagement.

Momoesso indiscipliné

Sergio Momoesso a écopé de quatre minutes de pénalité avec 4:47 minutes à faire au match.

Il a été pénalisé pour avoir cinglé un adversaire et a écopé de deux minutes additionnelles pour avoir cri-



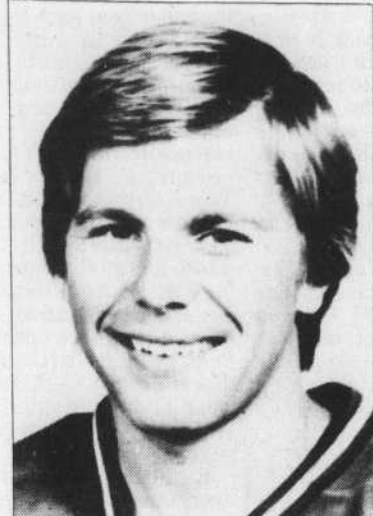
Sergio Momoesso

tiqué la décision de l'arbitre Andy Van Hellemond.

Vingt-trois secondes plus tard, Chris Chelios était chassé à son tour pour avoir servi un double-échec au gardien Glen Hanlon et c'est pendant cet avantage de deux hommes que Norwood a porté la marque à 4-2.

« Nous venions de remporter de grosses victoires et, tout à coup, nous faisons preuve d'indiscipline dans des moments-clés », n'a pas manqué de souligner le pilote Jean Perron.

« Nous étions sans les services de trois joueurs importants, mais ce n'est pas une excuse. Ceux qui étaient dans la formation auraient dû se relever les manches et ne l'ont pas fait », a ajouté Perron.



Mats Naslund

Kjell Dahlin a réduit la marque à 4-3 avec 2:35 minutes à faire au match, en désavantage numérique évidemment, mais le Canadien a été incapable de marquer le but égalisateur même s'il a travaillé fort, plus fort que pendant le reste du match.

Momoesso avait réussi les deux premiers buts du Canadien en avantage numérique, tandis que Gerard Gallant, avec deux, et John Ogronick ont marqué les autres des vainqueurs, devant 16,842 spectateurs.

Gallant, qui a hérité de la première étoile, avait rompu une égalité de 2-2, à 7:29 de l'engagement final, en profitant d'une bête de Gaston Gingras. Au lieu de jouer l'homme dans son territoire, Gingras a tenté d'amorcer une attaque et oublié la rondelle, laissant Gallant devant Roy. Il a alors marqué son deuxième but de la soirée et son septième de la saison.

Un match difficile

Patrick Roy a connu un match difficile, samedi. Il n'a pas bien paru sur le but de John O'Grondnick mais il n'était pas prêt à dire, hier, qu'il a connu un très mauvais match, loin de là.

« Sur le but d'O'Grondnick, la rondelle est tombée d'environ un pied. J'ai mal paru, c'est sûr, mais j'ai également réussi de beaux arrêts. Les Red Wings auraient pu prendre l'avance 3-0 en première », a-t-il précisé à l'issue de l'exercice optionnel du Canadien.

Roy faisait partie du groupe de 10 joueurs qui ont patiné au Forum, hier matin. Jean Perron lui a demandé de participer à l'entraînement, mais Roy a indiqué qu'il aurait tout de même pris part à l'exercice de son propre chef. Le gagnant du trophée Conn Smythe n'aime pas l'inactivité.

« J'aime mieux jouer pendant une (longue) séquence mais l'équipe compte sur deux gardiens et il faut que je m'y adapte », a-t-il révélé.

Roy a participé à sept matches d'affilée avant de céder son poste à Brian Hayward contre les Bruins de Boston, lundi dernier. Par la suite, il a affronté les Whalers de Hartford (mercredi) mais Hayward protégé le filet du Canadien à Boston, jeudi.

A moins d'une surprise, il faut cependant s'attendre à ce que Roy affronte les Nordiques de Québec, demain. Comme d'habitude, ses parents et ses amis assisteront au match.

« C'est stimulant. Disons que je n'ai pas besoin d'être motivé la veille d'un match... au Colisée », a-t-il déclaré.

Roy s'est par ailleurs entretenu avec Perron, samedi matin, dans le but de connaître les points forts et les points faibles des Red Wings. Il s'agissait du premier match entre les deux équipes cette saison. Il a remporté trois victoires en autant de match contre eux, l'an dernier.

Red Wings 4, Canadien 3

Première période	
Aucun but	
Pénalités — Corson MII 5:47, Lewis Det 16:59	
Deuxième période	
1—Montréal, Momoesso 3	
Smith, Naslund	3:57
2—Montréal, Momoesso 4	
Smith, Naslund	12:42
3—Detroit, Gallant 6	
Yzerman, Probert	16:11
4—Detroit, Ogronick 8	
O'Connell, Snepsts	16:49
Pénalités — Higgins Det 3:25, Chiasson Det 11:24	
Troisième période	
5—Detroit, Gallant 7	
Probert, Snepsts	7:29
6—Detroit, Norwood 2	
Veitch, Ogronick	15:49
7—Montréal, Dahlin 4	
Pénalités — Skrudland MII 10:11, Momoesso MII double min. 15:13, Chelios MII 15:36	
Tirs au but	
Detroit	12 10 6—28
Montréal	9 4 5—18
Gardiens — Detroit, Hanlon; Montréal, Roy	
Assistance — 16,842	

Un deuxième gain en 24 heures contre les Sabres

Les Nordiques frappent encore !

ANDRÉ BELLEMARE

QUÉBEC (PC) — Les Nordiques semblent repartis sur la bonne voie.

Samedi soir, au Colisée, ils ont encore été solides en défense, avec Clint Malarchuk en tête, pour infliger un deuxième revers en 24 heures aux pauvres Sabres de Buffalo.

Les Fleurdelisés ont gagné 3-1, n'accordant donc que deux buts à leurs rivaux en six périodes.

Brent Ashton (12e), Michel Goulet (12e) et Anton Stastny (7e) ont déjoué Tom Barrasso pour assurer un 10e gain aux Québécois cette saison.

Wilfrid Paiement a privé Malarchuk d'un jeu blanc en deuxième période.

Les Sabres continuent de s'enliser et ce ne sont pas les Nordiques qui les ont aidés en jouant comme ils l'ont fait encore hier.

Une rencontre passablement robuste où les visiteurs ont plusieurs fois passé leur frustration sur le dos des Nordiques avec des coups pas toujours catholiques.

Les hommes de Michel Bergeron ont résisté aux provocations de façon disciplinée.

En tout cas, les Nordiques seront certes mieux préparés pour affronter leurs grands rivaux de Montréal, mardi, au Colisée.

Malarchuk brille

Les Nordiques ont entamé le match un peu de la même manière que la veille à Buffalo.

Les Sabres ont eu le meilleur dans les 10 ou 12 premières minutes de jeu. Heureusement que Malarchuk tenait le coup, sinon les Fleurdelisés se seraient vite retrouvés avec un déficit d'au moins un couple de buts.

Tucker, deux fois, et surtout Mike Foligno, seul devant le gardien, ont été frustrés de belle façon.

Les locaux ont augmenté le rythme peu à peu pour forcer les opposants à se concentrer davantage sur la défense.

Brent Ashton a inscrit le seul but de ce premier vingt à la faveur d'une attaque massive pendant une pénalité à Arniel. Il a sauté sur un retour de tir de Brown pour loger le disque au fond du filet à 14:42 minutes.

Après le but, Malarchuk s'est de nouveau illustré, cette fois aux dépens de Kurvers alors que les Québécois se défendaient à court d'un homme.

Dans ce premier tiers, le trio Eagles-Gillis-Côté a brassé pas mal les Sabres, frappant tout ce qui bougeait devant lui.

Tir de pénalité

La seconde période venait à peine

de commencer que les Sabres ont bénéficié d'un tir de pénalité.

Quand Andreychuk s'est dirigé vers Malarchuk, la foule s'est mise à hurler. L'attaquant a exécuté une feinte à la droite de Malarchuk avant de tirer du revers. Heureusement pour le gardien et les Québécois, la rondelle a abouti sur la partie supérieure du poteau, à la grande joie des spectateurs.

Picard et Eagles avaient immobilisé la rondelle à l'entrée du filet lors d'une attaque à cinq des Sabres pour mériter cette sanction à 2:07 minutes.

Dans ce deuxième tiers, chaque club a marqué une fois: Goulet d'abord après une belle manœuvre de Hunter derrière le filet à 11:33.

Paiement a ensuite réduit la marge à un but en trompant le gardien à 17:09 d'un tir venant de l'enclave.

Goulet a failli inscrire un deuxième but à la 16e minute en se présentant seul devant Barrasso. Ce dernier a cependant eu le dernier mot.

Anton Stastny devait envoyer les Sabres au plancher en début de dernière période en inscrivant le troisième but des siens.

Malarchuk a accompli de beaux arrêts encore au troisième tiers pour décourager les visiteurs qui ont bien essayé d'arracher un cinquième triomphe en 20 matches mais ce fut peine perdue.

■ On a eu beau pointer du doigt Mi-

chel Goulet la semaine dernière, mais il n'en demeure pas moins que l'ailier gauche a récolté 15 points, dont sept buts, lors des neuf derniers matches; il s'est inscrit au pointage dans chacune de ces parties. Après la marque de confiance de Maurice Filion jeudi dernier, il semble bien que Goulet soit reparti en grande avec quatre buts et une aide en deux matches.

Le plus jeune champion poids lourd de l'histoire

Mike Tyson a tenu ses promesses

LAS VEGAS, Nevada (Reuter et AP) — Les derniers doutes autour de la puissance de frappe dévastatrice de Mike Tyson se sont estompés, samedi soir.

Le jeune boxeur américain de 20 ans a mis un peu plus de cinq minutes pour disposer du Canadien d'origine jamaïcaine Trevor Berbick et ainsi devenir le plus jeune champion poids lourd de l'histoire.

Tyson a expédié Berbick au canevass à deux reprises au deuxième round et c'est à 2:35 de l'assaut que l'arbitre a signalé la fin des hostilités... et le début d'un nouveau règne. Un règne qui pourrait durer longtemps de l'avis des connaisseurs.

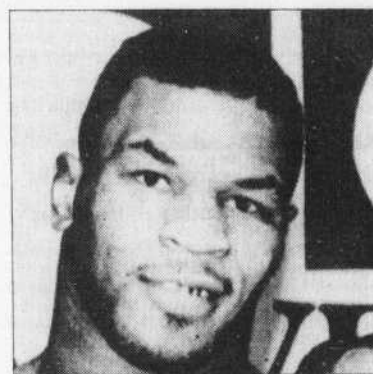
« Ce bonhomme m'a complètement abasourdi », a reconnu Angelo Dundee, l'ancien entraîneur de Muhammad Ali, qui a assisté, impuissant à la tannée de son protégé Berbick.

« Tyson est aussi féroce que George Foreman l'était quand il a knocké Joe Frazier à Kingston en 1973. Chaque coup tombait pile. Il avait les poings beaucoup plus vifs qu'on ne le pensait », a dit Dundee.

Quant à Tyson, il a modestement déclaré qu'il lui restait encore beaucoup de choses à apprendre — mais il n'a pas caché son ambition: « Je suis le plus jeune champion du monde et je serai le plus vieux », a-t-il affirmé de sa petite voix qui contraste avec sa carrure musclée.

Pour Cus D'Amato

Tyson, vaincu en 28 combats professionnels, a dédié sa victoire au regretté Cus D'Amato, l'homme qui l'a sorti d'un centre de rééducation de New York quand il avait 13 ans. D'A-



Mike Tyson

mato, qui avait dirigé la carrière de Floyd Patterson, avait vu Tyson s'entraîner et il avait déclaré qu'il pourrait devenir champion du monde s'il était prêt à écouter et à travailler très fort.

Rendant hommage à son défunt entraîneur, Tyson a reconnu: « Si nous étions à la maison (à Catskill, dans l'État de New York) demain, il me préparerait le petit déjeuner et j'aurais peur de quitter ma chambre parce qu'il m'expliquerait toutes les erreurs que j'ai commises durant le combat ».

Berbick, qui avait remporté la couronne, version WBC, en mai dernier aux dépens de Pinklon Thomas, a avoué qu'il avait péché par excès de confiance.

« J'ai commis la bêtise de vouloir prouver ma virilité dans les premiers rounds. Je croyais être assez fort et je me suis fait prendre », a-t-il dit.

« Je crois qu'il sera un très bon champion », a ajouté Berbick. Et il pourra devenir un très grand champion dans la mesure où il battra tout le monde. S'il réussit, je serai content pour lui », a-t-il conclu en ajoutant qu'il aimerait bien avoir droit à un match revanche.

Étonnante facilité

Tyson, professionnel depuis 20 mois seulement, a disposé de l'adversaire le plus difficile de sa carrière avec une étonnante facilité.

En difficulté dès le round initial, Berbick a visité le tapis une première fois à la 19e seconde du deuxième assaut, abattu par une combinaison gauche-droite.

Deux minutes plus tard, Tyson le martelait de cinq coups avant de l'expédier au plancher avec un gauche foudroyant.

Berbick est resté une seconde debout, immobile, avant de chuter. Il a courageusement tenté de se relever mais, titubant à travers le ring, il est tombé dans les câbles. Se relevant à nouveau, il a titubé jusqu'au centre de l'arène avant de chuter encore. Il essayait de se remettre sur pied une troisième fois quand l'arbitre a lancé le compte de neuf et c'est dans les bras de l'arbitre qu'il s'est effondré pour de bon.

Au total, Tyson a tenté 106 coups, desquels 59 ont touché Berbick. Ce dernier s'est élançé 38 fois et il n'a touché la cible que 13 fois.

Tyson a par ailleurs été condamné à une amende de \$3,000 pour ne pas avoir tenu compte d'un avis de la Commission athlétique de l'État du Nevada qui lui interdisait de porter un short noir alors que Berbick, se prévalant de son privilège de tenant du titre, avait lui-même opté pour cette couleur.

Un champion incontesté

Floyd Patterson avait été, avant Tyson, le plus jeune champion poids lourd de l'histoire. En 1956, à l'âge de 21 ans, il avait détrôné Archie Moore.

Patterson était cependant un champion incontesté, un titre dont Tyson ne pourra se prévaloir avant le mois de mai.

En effet, le match Tyson-Berbick était le cinquième d'une « série mondiale » de huit combats visant à unifier le titre des poids lourds.

Le 7 mars, Tyson doit affronter le vainqueur de l'affrontement qui opposera, le 12 décembre à New York, Tim Witherspoon et Tony Tubbs pour le titre de la WBA.

Le vainqueur du combat du 7 mars affrontera ensuite Michael Spinks, champion de la IBF, pour le titre unifié.



HOCKEY

Ligue nationale

Vendredi
Québec 6, Buffalo 1
Hartford 4, St. Louis 0

Rangers 8, Vancouver 5
Washington 3, Detroit 3
Los Angeles 4, Winnipeg 1

Samedi
Boston 6, St. Louis 5

Québec 3, Buffalo 1
Detroit 4, Montréal 3
Calgary 8, Rangers 5

Minnesota 6, New Jersey 2
Philadelphie 6, Toronto 1
Pittsburgh 5, Washington 4
Edmonton 5, Vancouver 2

LIGUE NATIONALE

Division Prince-de-Galles

Section Charles Adams	
MONTRÉAL	21 12 6 3 79 67 27
QUÉBEC	21 10 8 4 86 70 24
HARTFORD	18 9 6 3 65 63 21
BOSTON	21 8 10 3 71 76 19
BUFFALO	20 4 13 3 64 74 11

Section Lester Patrick	
PHILADELPHIE	20 14 4 2 86 45 30
PITTSBURGH	21 13 6 2 86 70 28
ISLANDERS NY	20 11 8 1 80 65 23
NEW JERSEY	20 10 8 2 75 89 22
WASHINGTON	22 7 11 4 72 90 18
RANGERS NY	21 6 11 4 82 93 16

Division Clarence Campbell	
Section James Norris	
TORONTO	20 9 7 4 68 65 22
ST. LOUIS	19 8 7 4 66 66 20
DETROIT	20 8 10 2 57 66 18
MINNESOTA	19 6 11 2 74 80 14
CHICAGO	21 4 12 5 65 91 13

Section Connie Smythe	
EDMONTON	22 13 8 1 97 80 27
WINNIPEG	20 12 7 1 76 63 25
CALGARY	21 11 10 0 73 80 22
LOS ANGELES	21 8 11 2 82 89 18
VANCOUVER	21 5 14 2 62 84 12

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC

Vendredi	
Granby 4, Hull 3	
Verdun 8, Longueuil 4	
Laval 5, Shawinigan 4	
St-Jean 8, Drumville 5	
T-Rivières à Chicoutimi (remis, tempête)	
Hier	
Granby à St-Jean	
Chicoutimi à Verdun	

CLASSEMENT

Section Robert Lebel	
LONGUEUIL	25 15 9 1 125 102 31
LAVAL	25 13 12 0 141 138 26
HULL	24 8 14 2 94 105 18
ST-JEAN	25 7 17 1 119 148 15
VERDUN	25 3 22 0 110 208 6

Section Frank Dillo	
GRANBY	27 21 5 1 167 111 43
DRUMVILLE	24 15 9 0 127 126 30
SHAWINIGAN	25 12 9 4 138 122 28
CHICOUTIMI	24 13 10 1 129 113 27
T-RIVIÈRES	24 11 11 2 147 124 24

Tournoi des maîtres

Martina, une 4e fois d'affilée

NEW YORK (AFP) — L'Américaine Martina Navratilova a triomphé pour une quatrième fois d'affilée au Tournoi des maîtres du tennis féminin, à New York.

Agée de 30 ans, la meilleure joueuse mondiale a défait la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf en trois manches, 7-6 (8-6), 6-3 et 6-2, en finale, au Madison Square Garden.

Déjà victorieuse de 12 tournois cette saison, Navratilova a empoché \$125,000 pour son succès.

L'Allemande de 17 ans s'est consolée avec un chèque de \$60,000.

Il s'agissait d'une cinquième victoire en six matches pour Navratilova aux dépens de Graf.

Navratilova en puissance

Hier, il n'y a eu aucun véritable problème pour Navratilova, qui, en revanche, avait énormément peiné au tour précédent pour éliminer sa compatriote Pam Shriver (no 5), et Graf n'a jamais été en position de faire le break. C'est ainsi que l'Américaine, très efficace sur sa première balle, et toujours redoutable au filet, n'a cédé que 8 points sur son service dans la première manche, et 7 au cours de la deuxième.

Après avoir mené 3-0, 5-3, puis 6-4, dans le tie-break d'un set initial très égal, entre deux joueuses commettant un minimum d'erreurs, Martina l'a finalement emporté en 42 minutes en concluant sur son troisième as de la partie.

En excellente forme physique, très agressive, grâce à un service toujours aussi puissant et précis, elle a enlevé ensuite le deuxième set 6-3, avec un break dès le 2e jeu, et un ultime jeu blanc, face à une adversaire réussissant

pourtant parfois de superbes coups droits.

Dans la dernière manche, Navratilova, parfaitement maîtresse du jeu, devant 16,175 spectateurs impressionnés par son aisance, a pris de nouveau le service de Graf à deux reprises, aux 5e (jeu blanc) et 7e jeux, pour s'imposer, et prouver, s'il en était encore besoin, cette saison, qu'elle demeurait bien la meilleure joueuse actuelle.

Du tennis solide

« Je ne pensais vraiment pas gagner en trois sets seulement, mais je n'ai jamais pensé non plus n'avoir aucun point de break contre moi, disait Navratilova à l'issue de sa victoire. Je n'ai pas eu de coups très spectaculaires. J'ai joué seulement un tennis solide, sans défaillance, ni mauvais points sur mon service. J'ai tiré aussi avantage de ses erreurs quand elle en a commises. Il est très satisfaisant pour moi de terminer cette saison par cette victoire, que je désirais énormément. Je suis très heureuse, c'est fantastique. Cela aurait été une grosse déception si j'avais perdu. Le set le plus important a été le premier, car si je l'avais perdu, je crois que nous serions toujours en train de jouer... »

Meilleure que d'habitude

Quant à Steffi Graf, elle a dit: « Aujourd'hui, Martina a encore joué un peu mieux qu'elle le fait d'habitude. Dans ma tête, je n'étais pas vraiment concentrée tout au long de la semaine. J'ai senti que je n'étais pas au mieux pour ce tournoi. Je suis heureuse maintenant de pouvoir me reposer. Je ne participerai pas aux Internationaux d'Australie, en janvier, et pense faire ma rentrée seulement à Key Biscayne, en février ».